

LA PRESSE REGIONALE
aujourd'hui. notre dossier p. 11 à 16

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 437 - 15 janvier 1977 - prix : 3 F

CHINE :
Le
retour
de Teng

p.24

LA D.S.T.

AGIT

LES MINISTRES

S'EXCUSENT



POLICE : **L'ÉTAT dans L'ÉTAT**

URSS : l'opposition et
les révolutionnaires
p.8 et 9

« LE SHERIFF » censuré :
les vérités qui
gênent le SAC. p.3

DANS LE MONDE

- Page 8 :
— L'attentat du métro de Moscou.
— Les révolutionnaires et l'opposition soviétique.
Page 9 :
— USA : le Pentagone ne veut pas entendre parler de désarmement.
Page 24 :
— Chine : le retour de Teng.
— Italie : syndicats et PCI au service du gouvernement.

EN FRANCE

- Page 4 :
— Municipales : Paris reste dans la gorge de la majorité.
— Pour la levée immédiate de l'interdiction de l'OCA.
Page 5 :
— Légumes en hausse : Barre bavarde, les prix grimpent.
— Hausse des prix du café et boycottage.
Pages 6 et 7 :
— Vieillesse à l'hospice ou à l'hôpital.
— Culture : Giroud bavarde, les flics expulsent.
— Armée : des avocats dénoncent la répression et l'arbitraire.
Page 10 :
— Les difficultés financières de la presse de Rouge à Politique-Hebdo.
— Municipales : vers un accord national LCR-OCT-LO.
Page 17 :
— Edmond Maire contre la grève générale.
— Saint-Flour : 25 travailleurs immigrés turcs expulsés.
Page 18 :
— Centrale nucléaire de Dampierre : quatre morts.
Page 19 :
— L'exploitation quotidienne : Renault-Billancourt, Creusot-Loire, CRAMP, Hôpital de Bourges.
Page 20 :
— Deux ans après Liévin : une interview du juge Pascal.
— CRAM-Rouen, Citroën-Saint-Ouen, Berliet-Vénissieux.

DOSSIER

- Pages 11 à 16 :
LA PRESSE REGIONALE
— Une presse de masse... conservatrice.
— Une presse populaire capitaliste.
— Une presse politique « sans opinions ».
— L'avenir.

DIVERS

- Page 21 :
— Livres : Vietnam, voyage à travers une victoire, de Jean et Simone Lacouture ; Les vendanges amères, de Maffre-Baugé ; La fontaine obscure, de Raymond Jean ; réédition en Livre de Poche, de En gagnant mon pain, de Gorki.
Page 22 :
— Films : Survivre ; Lâche-moi les baskets ; La banane noire.
Page 23 :
— Aux Dossiers de l'écran Il y a 20 ans : Suez : un étalage de mauvaise foi.
— La dispute, de Marivaux au TNP.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

A PROPOS DES PETITS COMMERÇANTS

Chers copains,

Pour la première fois depuis plus d'un an que je suis lecteur de Lutte Ouvrière, j'ai le regret de vous signaler que je suis profondément déçu par l'éditorial du n° 431.

On parle très souvent de la division qui règne entre les Français, sujet sur lequel certaines questions peuvent être posées. (...)

Sans connaître personnellement des commerçants (petits) mais devinant par leur façon d'agir quelle est la couleur de leur bulletin de vote, je suis certain qu'ils sont de ceux qui exigent du gouvernement le maintien de l'ordre à tout prix : et que certains d'entre eux, fous d'admiration, applaudissent devant le spectacle qui consiste à lancer des milliers de CRS sur des centaines d'étudiants ayant cassé quelques carreaux. Mais par contre, lorsqu'un commerçant abusif et entièrement déshumanisé procédant systématiquement à l'augmentation du prix de ses marchandises sans autre motif que son égoïsme sordide, afin d'augmenter son pouvoir d'achat au détriment du mien, se trouve écrasé par le fisc, je ne peux pas me sentir solidaire avec lui et encore moins le considérer comme étant un travailleur grugé.

Tout le monde s'indigne et proteste contre la montée des prix, encore qu'en justice seuls les travailleurs devraient avoir le droit de le faire. En effet, qu'importe à un commerçant si les prix augmentent puisque ce sont ses propres prix. Par contre, un travailleur n'a personne en dessous de lui sur qui faire répercuter sa perte de pouvoir d'achat. (...)

Un travailleur reste un travailleur. Un petit commerçant cherche à grandir par tous les moyens.

Sincères salutations d'un vieux sympathisant.

P.C. (Voiron)

PS. Ayant une grande admiration pour Ariette, je m'excuse de ne pas être d'accord avec elle sur ce point.

Il est exact que nombre de commerçants ont, souvent, des idées de droite, bien que, il s'en faut de beaucoup, ce ne soit pas vrai de tous. Mais la question n'est pas là. Même parmi les travailleurs, certains professent des idées de droite, et sont même comme tu dis des « partisans de l'ordre à tout prix », capables d'applaudir aux exploits des CRS. Cela ne nous empêche pas de les considérer comme des travailleurs et de militer pour qu'ils comprennent où se trouve leur intérêt et luttent avec les autres.

La vraie question est celle-ci : les petits commerçants sont-ils responsables de la hausse des prix ? La propagande gouvernementale voudrait nous le faire croire, en particulier à travers le renforcement démagogique des contrôles fiscaux. Evidemment non, même si certains d'entre eux abusent parfois. Les responsables de la crise économique, de l'inflation, sont à la tête de l'Etat et du grand Capital. Quant aux petits commerçants, lorsque les prix de gros augmentent, ils n'ont d'autre choix, pour conserver leur revenu, que de répercuter leurs prix au détail. Et voilà pourquoi, lorsqu'ils protestent contre les contrôles fiscaux dont ils sont les victimes, et surtout contre l'opération politique qui consiste à en faire des boucs-émissaires et à les présenter comme responsables de la hausse des

prix, nous ne pouvons que les soutenir.

Il ne s'agit nullement d'approuver la politique du CID-UNATI ou d'autres organisations professionnelles qui, sous couvert d'« apolitisme », mènent en réalité une politique dressant les petits commerçants contre le reste de la population. Mais il s'agit, pour les travailleurs, de choisir leur camp, et de dire, dans cet affrontement, s'ils sont du côté de l'Etat, du grand capital et de ses représentants, ou du côté de ceux qui, victimes de la politique de ces derniers, protestent.

Nous, entre l'Etat du grand capital et les petits commerçants, nous sommes du côté des petits commerçants. Et, pour combattre la division dont tu parles, nous ne voyons pas d'autre moyen que de dire et d'expliquer que, contre l'Etat du grand capital, tous ceux qui travaillent ont des intérêts communs : les travailleurs salariés, bien sûr, mais aussi les petits commerçants ou, d'ailleurs, les petits paysans.



LES HARKIS ET LA GAUCHE

Mes chers camarades,

Vous avez été formidables en publiant « le plaidoyer pour les harkis » ! (LO, 18 décembre, p. 2). Ce qui est remarquable, c'est qu'en aucune façon vous n'avez opéré une censure quelle qu'elle soit.

Bravo et merci ! Pour votre courage et votre exemple ! Ce qui est dommage, c'est qu'à part Libération, votre exemple n'a guère été suivi dans la presse d'extrême-gauche, ni à fortiori de gauche.

Pourtant, je vous assure, la situation au sein des Français Musulmans, tant sur le plan social et politique, ne fait qu'empirer. Etant très accaparé, en ce moment, je vous tiendrai au courant et vous enverrai un dossier complet.

Encore merci !

Bien sûr je formule tous mes vœux pour l'authentique courant socialiste que vous représentez avec persévérance.

Bien cordialement.

J.M.W. (Mulhouse)

LES DIFFICULTES DE « POLITIQUE-HEBDO »

Camarades,

Politique-Hebdo va mourir, beaucoup d'organisations ont répondu à l'appel de souscription (voir Le Monde du 9-10 janvier 1977). Pas la nôtre, pourquoi ?

La presse est en danger, un geste de votre part contribuerait peut-être à sauver cet hebdomadaire parfois extrêmement intéressant.

Rouge, malgré sa situation précaire, a souscrit lui aussi.

Je sais que notre rôle n'est pas celui-là. Mais la solidarité est la plus grande force des travailleurs face au régime giscardien. A quoi bon se mettre au même rang que le PCF qui s'enferme dans un mutisme total.

Je suis sûr que ce journal en ferait autant pour vous si le cas se présentait.

Quel bel exemple de solidarité ce serait !

Un fidèle lecteur .

J.F.D. (Paris)

Nous ne voyons pas comment on peut parler de mutisme total de notre part, alors que la semaine passée — c'est-à-dire dès que Politique-Hebdo a fait publiquement état de ses difficultés — nous avons publié un assez long extrait traitant de la situation du journal et faisant appel aux lecteurs de gauche. Et nous reparions encore de ce problème cette semaine.

La question de nous joindre ou pas à l'appel signé par de nombreuses personnalités de gauche ou d'extrême-gauche — dont on peut d'ailleurs discuter de l'utilité du point de vue du sauvetage de l'hebdomadaire lui-même — ne s'est pas posé à nous. Politique-Hebdo, qui affirmait dans son appel qu'il avait contacté les organes de presse de gauche qui lui sont proches, n'a pas contacté Lutte Ouvrière.

Rappelons que pour pouvoir vivre chaque journal ou hebdomadaire de gauche et d'extrême-gauche n'a finalement pas d'autre moyen que de trouver les lecteurs et les soutiens militants qui lui sont indispensables. Rappelons aussi que LO, qui accorde chaque semaine une à deux pages minimum aux problèmes et aux extraits de toute la presse d'extrême-gauche, est certainement, et de loin, l'organe de presse qui ouvre le plus largement ses colonnes, et donc fait le plus de publicité aux autres organes de l'extrême-gauche.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes :

LUTTE OUVRIERE (1)

pour une période de un an : prix, 90 F.
pour une période de six mois : prix, 50 F.

LUTTE DE CLASSE pour une période de un an : prix, 50 F.

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE pour une période de un an : prix, 10 F.

(mensuel destiné aux élèves du Technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière)

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM

Prénom

Adresse

Code postal

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel RODINSON, CCP PARIS 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. (1) Rayer les mentions inutiles.

La police agit, les ministres s'excusent : l'État dans l'État

EDITORIAL

■ C'est un bel étalage d'hypocrisie, de mauvaise foi et d'impudeur que la décision du gouvernement français de relâcher Abou Daoud a suscité en France et dans le monde.

Des journaux qui ont glorifié à longueur de colonnes les mérites du Chah dont la police assassine des centaines de personnes chaque année, ou ceux de Nixon du temps où les Vietnamiens périssaient par milliers sous les bombes américaines, exigent qu'on soit sans pitié vis-à-vis des représentants d'un peuple opprimé et sans puissance.

Des hommes politiques et des ministres qui n'hésitent pas à accueillir des chefs d'Etat et des dictateurs dont les mains dégoulinent de sang, rejettent ce qu'ils appellent la faiblesse du gouvernement français qui a laissé partir un homme qui est peut-être — peut-être seulement — le responsable des attentats de Munich.

Sans parler du fait que ceux qui s'indignent le plus fort maintenant, Allemands par exemple ou même Israéliens, sont peut-être les plus soulagés de l'issue donnée à l'affaire.

Mais ce qui est le plus remarquable c'est que, une nouvelle fois, toute cette affaire met en lumière les vrais rapports du gouvernement et de sa police secrète.

Car il ne fait guère de doute que dans toute cette affaire l'initiative n'est pas venue du gouvernement. L'arrestation d'Abou Daoud l'a mis dans une trop mauvaise situation. Même si l'on peut admettre que nos ministres ne sont pas des aigles, il n'est pas raisonnable de penser que même Poniowski n'avait pas prévu que cette arrestation n'avait pour la politique actuelle du gouvernement français que des inconvénients.

Les explications embarrassées, ridicules et contradictoires de Poniowski lui-même, prétendant d'abord que la police avait agi sur la requête de l'Allemagne, puis parce que le leader palestinien avait un faux passeport, le confirment. Tout ministre de l'Intérieur et chef des flics et de la DST qu'il soit, il s'est trouvé mis devant le fait accompli... et n'a plus eu qu'à justifier les actes de ses policiers qui allaient directement à l'encontre de la politique du gouvernement, puis à ordonner à la justice... de réparer ce que la police avait fait. Il faut que la justice soit aux ordres... puisque la police n'en fait qu'à sa tête.

Les hommes de la DST ont-ils agi parce qu'ils sont, eux, partisans d'une chasse plus dure contre

ceux qu'ils appellent les terroristes ? Parce qu'ils sont liés pour une raison ou pour une autre — passé, intérêts ou préjugés anti-arabes — à certains services secrets israéliens ? Peu importe.

Une nouvelle fois des policiers ont démontré qu'ils se sentaient assez puissants, indépendants et sans contrôle, pour mener leur propre politique sans même se soucier de celle du gouvernement au service de qui ils sont.

Ce n'est certes pas la première fois. Et avec des gouvernants d'une autre stature que Giscard ou Poniowski. Sous De Gaulle lui-même, l'affaire Ben Barka, entre autres, le démontra largement. Et aux Etats-Unis les révélations de ces dernières années sur les menées de la CIA ou du FBI ont démontré la même chose.

Qui pourrait s'en étonner ? La police, l'armée, parce qu'elles représentent le pouvoir réel et la véritable force, ont toujours tendance à faire leur propre politique. C'est forcément encore plus vrai de la fraction la moins contrôlée, par principe, de cet appareil d'Etat : la police et les services secrets.

Certains politiciens de l'Union de la gauche, dont Defferre, ont fait mine de s'indigner du fait que le gouvernement était incapable de faire respecter une politique cohérente et s'était ridiculisé.

Ridiculisé ? Oui, comme un certain Guy Mollet en 1956, quand l'armée et les services secrets, pour torpiller une éventuelle discussion avec les leaders du FLN algérien, organisaient le kidnapping de Ben Bella et que les ministres socialistes n'eurent plus que la solution, comme Poniowski aujourd'hui, de légitimer après coup les faits et gestes des policiers et des généraux.

Pour se mettre à l'abri des mauvais coups des services secrets, composés forcément d'hommes réactionnaires et de droite, comme en général de la police ou de l'armée, un gouvernement de gauche n'aurait qu'une solution : les dissoudre et briser cet appareil. Ou alors il en devient l'otage : tout autant, et même plus, que les gouvernements de droite.

Autrement dit, c'est à faire face à d'autres affaires Abou Daoud ou Ben Bella que Defferre et ses amis, s'ils forment demain un gouvernement de l'Union de la gauche, s'apprêtent... puisqu'il n'est pas question pour eux de toucher, ni à l'armée, ni à la police, ni même aux services secrets.

Arlette LAGUILLER

« Le sheriff » censuré :

Les vérités qui gênent le SAC

Le SAC ne veut pas être mentionné au cinéma. Ce service d'ordre de gros bras gaullistes créé fin 1958 a demandé et obtenu, du juge des Rénégés, la suppression de son nom toutes les fois qu'il apparaissait dans le film d'Yves Boisset — *Le juge Fayard, dit le Sheriff* — attendu que « tous ses membres présentés dans le film sont, sans exception, des personnages de truands, d'assassins, de proxénètes, de militaires déchués, de policiers et de politiciens véreux ».

On ne le leur fait pas dire ! Selon le SAC, l'image qui est donnée de certains de ses membres dans le film jetterait le discrédit sur cette estimable organisation. Mais sans doute y a-t-on plus de gros bras que de grosses têtes, car le premier résultat de cette mesure et du bruit qu'elle a fait sera sûrement d'attirer plus de spectateurs pour le film en cause, et nombreux seront ceux qui penseront « SAC » chaque fois qu'un petit sifflement interviendra durant la projection.

En supprimant le nom, le juge qui a cru ainsi devoir déférer aux exigences du SAC n'a pas supprimé la chose. Le spec-

tacle de tout ce beau monde, si précisément décrit par le SAC lui-même, c'est l'actualité qui le donne tous les jours, particulièrement depuis quelque temps, et avec les mêmes ingrédients. Et la réalité dépasse largement la fiction cinématographique. L'affaire du juge Renaud, à laquelle le film renvoie, n'en est qu'un exemple parmi d'autres. Qu'un juge travaillant sur des affaires louches, sortant de l'ordinaire par son non-conformisme, ait pu être abattu impunément, et qu'à cette occasion des noms des membres du SAC aient été évoqués, c'est dans cette réalité qu'est le vrai scandale, et non qu'un film vienne plus d'un an après évoquer l'affaire. Pour quelles véritables raisons le juge Renaud a-t-il été assassiné à Lyon en 1975 ? Pour cacher quoi ?

La police ne s'est pas à l'époque distinguée par la rapidité de son enquête. Les meurtriers courent toujours, apparemment. Mais que le SAC porte plainte, et c'est avec célérité que la justice se rend aux désirs de ces messieurs. Car pour eux le scandale n'est pas tant dans les faits que dans leur évocation publique.

C'est une décision scandaleusement

hypocrite que vient de rendre ce juge... mais peut-être est-ce la vision du film et de son dénouement — l'assassinat du

juge Fayard — qui l'a tout simplement incité à la prudence !

Christiane LE GUERN

PONIA HORS LA LOI !

La loi sur la fouille des véhicules automobiles vient d'être déclarée contraire à la Constitution par le Conseil constitutionnel. Cette loi visait à autoriser les agents ou officiers de police judiciaire à « procéder sur la voie publique à la fouille des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales ». Autrement dit, elle les autorisait à fouiller le véhicule de tout un chacun quand l'envie leur en prenait...

Cette loi, dont le Conseil constitutionnel a estimé qu'elle remettait en cause les libertés individuelles garanties en principe par la Constitution, avait été votée par l'Assemblée nationale, par 287 voix contre 181. Autrement dit, les députés de la majorité, s'il n'avait tenu qu'à eux, étaient tout disposés à donner à Poniowski les pouvoirs discrétionnaires qu'il réclamait.

Il est vrai que les policiers de Ponia et de ses prédécesseurs n'ont pas attendu cette loi pour fouiller les véhicules, au cours des opérations « coups de poing » par exemple, même s'ils n'en avaient pas le droit. Depuis l'affaire de Broglie, on sait d'ailleurs que la police a bien du mal à faire la différence entre ce qui est légal et ce qui ne l'est pas... et les députés de la majorité de même ! Les pauvres s'y trompent tellement qu'ils ont voté la loi !

C'est se demander si ce qui est « contraire aux libertés individuelles », ce n'est pas cette police elle-même... et ces députés toujours prêts à voter ce qu'elle demande.

A.F.

MUNICIPALES

Paris reste dans la gorge de la majorité

La bataille fait rage au sein de la majorité, dont les composantes désormais ouvertement rivales sont en compétition pour la mairie de Paris.

Naturellement, aussi bien du côté du RPR que des Républicains indépendants, on assure bien haut qu'il s'agit de listes « ouvertes » aux autres éléments de la majorité, tout en s'affirmant chacun seul détenteur de la légitimité...

Cette division, qui risque en fin de compte d'entraîner la généralisation d'élections « primaires » opposant entre eux les candidats concurrents de la majorité, n'est pas sans inquiéter le personnel politique de la bourgeoisie. Si l'on en juge par la crainte exprimée par Le Figaro, entre autres, qu'elle n'aboutisse à l'élection d'un maire socialiste à Paris.

Il n'est pas exclu qu'en fin de compte, devant le péril de l'Union de la gauche, des compromis donnant une image plus solidaire de la majorité parviennent à être mis sur pied y compris à Paris, comme cela s'est fait dans plusieurs autres endroits. Mais la situation actuelle, au niveau de la municipalité parisienne, ne fait que refléter la compétition qui s'est instaurée publiquement —

surtout depuis la création du RPR — entre les deux grandes « familles » qui constituent la majorité. Elle en donne l'image — peu ragoûtante — d'une course éhontée aux places et aux postes décisifs. C'est à qui des rivaux, d'Ornano ou de la Maëne, s'affirmera le plus fervent défenseur des Parisiens : les tenants du groupe « Paris-Majorité » (RPR) se jugeant d'autant plus floués que Giscard a tenté de leur imposer le maire débarqué de Deauville, alors qu'ils sont eux-mêmes dans la place de longue date et qu'ils estiment que la victoire leur revient.

Aussi, même assortie de grands discours, cette situation ne fait qu'illustrer la nature réelle de la crise larvée qui sévit dans la majorité depuis que Chirac, prenant ses distances avec le gouvernement, a lancé son opération-survie.

Bref, ceux-là mêmes qui ont créé de toutes pièces ce formidable fromage que peut constituer une mairie à Paris, parce qu'ils se sentaient tranquilles du côté de la gauche, ont réussi surtout pour le moment à se créer entre eux une fameuse pomme de discorde supplémentaire.

Christiane LE GUERN



Verres de rouge ou pots de vin ? La démagogie habituelle aux campagnes électorales de la majorité a amené d'Ornano à commencer son tour des bistrots de la capitale. (AFP)

ET POUR QUELQUES VOIX DE PLUS...

Depuis quelques semaines, « la guerre scolaire », suivant l'expression de Mitterrand lui-même, est ranimée en France. La presse n'a-t-elle pas fait état d'un avant-projet du Parti Socialiste de « plan pour l'éducation », avant-projet qui prévoit la nationalisation de l'enseignement privé. Ce qui ne fait d'ailleurs que reprendre le contenu du Programme commun sur ce sujet.

Mais le Programme commun a été écrit en 1972... à une époque où le Parti Socialiste était encore loin du pouvoir. Aujourd'hui il s'en rapproche. Le RPR s'est donc empressé de se servir de l'occasion pour attaquer le Parti Socialiste, lui reprocher d'en vouloir à l'enseignement privé et confessionnel et rappeler que

lui était attaché à la « liberté » de l'enseignement. C'est-à-dire au maintien de l'état de choses actuel où, depuis des lois faites par Barangé sous la Quatrième République, puis par Debré sous De Gaulle, l'Etat subventionne les écoles privées.

Devant les attaques du RPR, Mitterrand et le Parti Socialiste se sont empressés de faire machine arrière. Tant pis pour la grande tradition social-démocrate qui a toujours fait de la laïcité son cheval de bataille ! Foin des grandes querelles qui ont opposé sur ce sujet, à la fin de la IV^e et au début de la V^e République, la droite à la gauche, cette dernière exigeant que l'argent de l'Etat soit réservé aux écoles publiques !

Devant la perspective des

prochaines échéances électorales et par peur d'effrayer les « chrétiens de gauche » ou du centre attachés à la « liberté » de l'enseignement, c'est-à-dire au droit d'envoyer leurs rejetons dans des écoles privées... subventionnées par les deniers publics, le Parti Socialiste a mis de l'eau dans son vin.

On a vu une réunion spéciale du secrétariat national du Parti Socialiste décider d'atténuer sa position, ainsi que Mitterrand lui-même, faire des déclarations fort nuancées sur la « nationalisation en question ».

Décidément, à quelles contorsions et à quels renoncements le Parti Socialiste n'est-il pas prêt pour quelques voix de plus...

Sylvie FRIEDMAN

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

Quand le Bâtiment va, l'escroquerie va...

Le scandale qui vient d'éclater dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, pour être moins spectaculaire que celui qui est suscité par l'affaire de Broglie, n'en est pas moins un joli petit scandale. Il est vrai que, dans le domaine de la construction, on n'en est pas au premier... Il met en cause l'Etat, par l'intermédiaire de l'Etablissement Public de l'Aménagement (EPA) de la ville nouvelle, au travers de sa gestion et d'au moins un de ses membres qui est impliqué dans l'affaire. Il mettrait aussi en cause un ou plusieurs élus.

Nous ne connaissons peut-être jamais les mécanismes exacts par lesquels huit millions de fonds publics sont, en tout ou en partie, partis en fumée au long d'une filière qui va de l'Etablissement Public, grand dispensateur de crédits, à une série de petites entreprises chargées des travaux, via une société intermédiaire créée, semble-t-il, sans utilité précise, sinon celle de faire se vo-

latiser ledit argent en cours de route. Qu'était au fond cette Compagnie Générale du Bâtiment (CGB) qui s'est mise en faillite, menaçant de l'écroulement près de 20 petits entrepreneurs et de licenciements leurs 400 travailleurs ? Toujours est-il qu'en quelques mois elle avait réussi à s'assurer la quasi-exclusivité du marché des équipements publics de la ville nouvelle et qu'elle semblait bien en cour auprès de l'Etablissement Public, lequel disposait des deniers publics pour le moins légèrement...

Dès le début de la construction de la ville nouvelle, de grandes banques (Crédit Lyonnais, SCIC, banques de Suez et Rothschild) s'étaient attribuées les meilleures parts dans une agglomération devant accueillir 200 000 habitants et où tout était à faire. Alors, on peut légitimement se demander : pour une escroquerie révélée, combien d'autres escamotées ?

C. L.G.

POUR LA LEVÉE IMMÉDIATE DE L'INTERDICTION DE L'OCA

A la suite de l'interdiction de l'Organisation des Communistes d'Afrique par Poniatski, un certain nombre d'organisations d'extrême-gauche ont décidé une campagne de protestation pour la levée de l'interdiction, et créé une Association des Amis des Communistes Africains, comme on peut le lire dans la déclaration suivante :

« Les organisations soussignées s'élèvent avec indignation contre la nouvelle mesure scélérate que vient de prendre le gouvernement de Giscard d'Estaing et son ministre de la Police en interdisant l'OCA.

Cet acte a été pris en vertu d'un décret de 1939, qui restreint le droit d'association pour les militants étrangers en France, qui permit en son temps l'interdiction du PCF.

Il fait partie d'une longue campagne d'attaques contre le droit d'expression, d'organisation, des travailleurs immigrés, des militants étrangers en France, contre leur droit à refuser la situation qui leur

est faite, leur surexploitation, contre leur droit à faire de la politique en France : expulsion des dirigeants de la lutte de la SONACOTRA, menace contre l'UNEF et l'UGTSF, interdiction du FRAP et d'un meeting de l'UDP, arrestations et expulsion d'étudiants iraniens, déportation de militants réfugiés en France à l'île d'Yeu. Et ce, alors que les services secrets israéliens, iraniens, les commandos fascistes espagnols, etc., peuvent impunément traquer et assassiner des militants révolutionnaires et anti-impérialistes.

Cet acte s'intègre dans la politique d'attaques systématiques de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, dans la conjoncture de crise actuelle.

Il s'inscrit dans une volonté des gouvernements réactionnaires d'Europe d'étendre et de coordonner leur politique répressive, et qui se marque par l'élaboration de la Convention européenne pour la répression du terrorisme.

Face à la mesure d'interdic-

tion de l'OCA, nul ne peut se taire. Une riposte massive, unitaire et prolongée est nécessaire.

Les organisations soussignées s'engagent à mettre toutes leurs forces pour défendre le droit à l'expression des militants, des organisations attaquées. Elles soutiennent la création de l'Association des Amis des Communistes Africains.

Elles appellent tous les démocrates, les anti-racistes, les anti-impérialistes, les révolutionnaires à se mobiliser autour de la campagne qui commence aujourd'hui pour exiger :

— la levée immédiate de l'interdiction de l'OCA;

— l'abrogation du décret-loi de 1939;

— l'égalité politique pour les travailleurs français et immigrés;

— plus d'expulsions, pas d'extraditions. »

Premières signatures : LCR - PSU - OCT - UCF - LO.

LÉGUMES EN HAUSSE

Barre bavarde... les prix grimpent

□ M. Barre a décidé de s'occuper personnellement du dossier de la flambée des prix des légumes. C'est mauvais signe pour les consommateurs. Il n'y a qu'à constater les résultats d'un trimestre de p'an Barre... et de hausses des prix.

En attendant, les endives sont à 10 ou 11 F le kilo, les choux de Bruxelles à 8 F le kilo, les carottes à 4 ou 5 F le kilo, les laitues à 4,50 F et le kilo de poireaux ne coûte pas moins de 6 ou 7 F. On n'avait jamais vu ça.

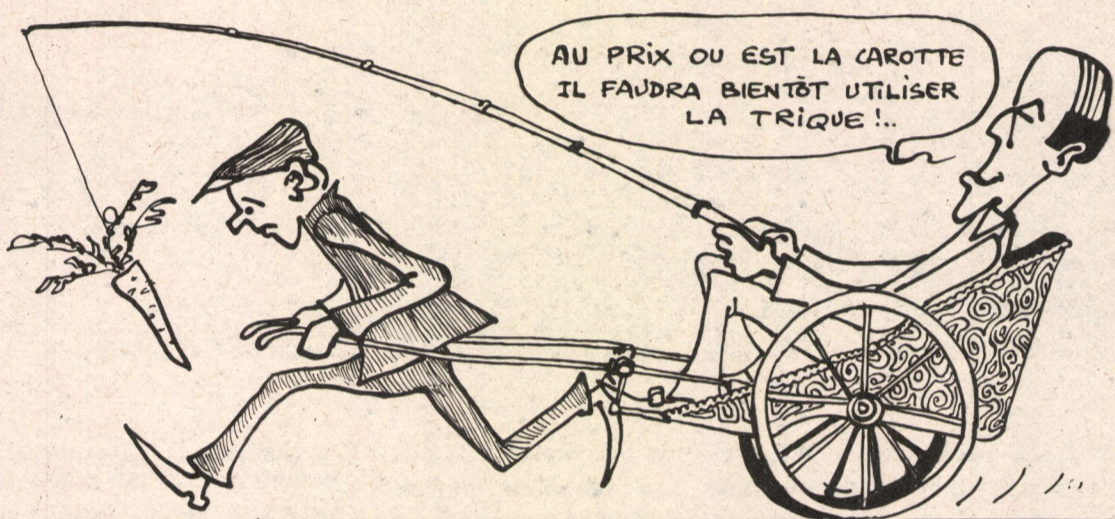
Bien sûr, on nous donne tout un tas de bonnes raisons : le gel, le brouillard, la sécheresse, les transports, le verglas, etc. Il y a toujours de très bonnes raisons pour expliquer une hausse des prix. Mais il n'y en a jamais aucune pour entraîner une baisse importante. Ou bien, s'il y en a, les prix des fruits et des légumes ne baissent quand même pas.

Aujourd'hui, les intermédiaires de la distribution vendent les légumes à des prix exorbitants et profitent des conditions climatiques pour donner un coup de pouce à leurs profits. Demain, quand la récolte sera abondante, ils refuseront de transporter tous les produits frais pour ne pas voir leurs marges réduites. Ils laisseront pourrir ou détruiront des milliers de tonnes de tomates, de choux-fleurs, de pêches, comme ils le font chaque année, alors que tant de gens ne pourront pas s'en procurer suffisamment parce que les prix augmentent, eux, d'année en année.

Que propose M. Barre pour changer tout cela ? Rien. Il fait semblant de faire les gros yeux, d'être en colère. Mais il ne fera rien. Il ne veut pas s'attaquer aux intérêts des distributeurs capitalistes.

Les prix des légumes frais vont sûrement baisser un peu dans quelque temps, mais ils auront monté d'un cran. Ça sera toujours ça de pris dans la poche des consommateurs.

Claude CHARVET.



— Le point de vue des commerçants parisiens —

Une gérante d'un magasin à succursales multiples dit :

« C'est un grossiste de Rungis, Pomona, qui nous livre. Quand on a vu les prix, on s'est dit : « Jamais on ne vendra ça ». C'est affolant. Les poireaux ont augmenté de 2 ou 3 F, les carottes aussi. Les endives sont à 11,95 F le kilo. Et la salade, de la grosse laitue de Provence, à 4,35 F pièce. Elle est tombée à 3,65 F pièce aujourd'hui, mais je n'en ai pas repris. »

J'espère que la hausse ne va pas continuer. Les gens vont se ruiner sur les conserves. Avant, je vendais facilement un kilo de poireaux, maintenant j'en vends un à la fois, un poireau pour le potage, parce qu'il le faut. Et encore, on est dans un quartier aisé : on regarde moins à la dépense que dans des quartiers de Paris où l'ouvrier ne peut pas se permettre d'acheter une salade à 4,35 F ! »

Chez l'épicier qui fait aussi « cours des halles », les problèmes sont les mêmes :

« Les gens se rabattent sur les conserves. Pour nous, cela ne vaut pas le coup d'aller à Rungis. Les prix augmentent mais la marge bénéficiaire reste la même : 45 centimes par salade, 55 centimes par kilo de poireaux, 45 centimes sur un kilo de carottes et 70 centimes par chou-fleur. Les clients rouspètent, mais on n'y est pour rien. »

Quant au commerçant du marché, sa situation est encore plus difficile : il n'a que des fruits et des légumes à vendre et la hausse, cela signifie une baisse des

ventes et du chiffre d'affaires en perspective :

« On vend de moins en moins tous ces articles (carottes, poireaux, oignons, navets) qui sont très chers. Déjà, l'hiver, on ne vend pas grand-chose. Mais là, c'est pire et nos frais sont toujours considérables. Les gens se rabattent sur les fruits taxés (pommes, oranges...). Les prix sont effarants mais on est bien obligé d'acheter, sinon on n'a plus rien à vendre sur les étales. »

Et quand on demande à ces commerçants quelles sont, à leur avis, les raisons de ces hausses, on retrouve bien sûr les arguments entendus à la radio ou à la télévision, mais repris sans grande conviction. Comme le dit la gérante du magasin à succursales multiples :

« La sécheresse de l'été, c'est possible... Le froid, peut-être. Mais le froid, il y en a tous les ans. Les intermédiaires y sont aussi sans doute pour beaucoup. »

Ces intermédiaires si nombreux entre le producteur et le consommateur et dont seuls les supermarchés peuvent se passer. Témoins, les magasins Inno, qui n'achètent pas à Rungis mais s'approvisionnent directement et qui ont pu maintenir des prix plus bas : 4,20 F le kilo de carottes, 5,30 F le kilo de poireaux, mais ces deux articles ont en une semaine augmenté respectivement de 2,35 F et de 2,50 F. Autant de bénéfices empochés directement par Inno et non par de petits intermédiaires !

Sylvie MARECHAL

Chez un « cours des halles » du XVIII^e arrondissement

— Est-ce que vous pensez qu'il va bientôt y avoir une augmentation de vos marges ?

— Sûrement pas pour l'instant ! Et la hausse des prix, nous la subissons aussi ! Alors, on fait traîner les factures.

— Est-ce que vous avez eu des

contrôles ?

— Je pense bien ! On vient vous éplucher vos factures, le nombre de colis que vous avez, on vous met tout nu. Et on vous traite comme si vous étiez un malfaiteur.

— Est-ce que vous avez eu des

réactions de clients s'en prenant à vous à cause des hausses ?

— Non. Nos clients comprennent, en général. Mais on prend les gens pour des imbéciles : dans les journaux, on leur dit de manger des pâtes ou des pois cassés ; mais une ménagère a un budget : vous croyez qu'elle a besoin qu'on le lui dise pour faire des pâtes ou des lentilles si elle voit que les légumes frais sont trop chers ?

Hausse des prix du café et boycottage

La fin du blocage des prix à partir du 1^{er} janvier va se traduire par une hausse immédiate du café qui atteindra au moins 15 % dans un premier temps et pourrait s'élever à 30, 40 ou même 50 % suivant les qualités dans les prochains mois. Comme les prix du café vert, résultant d'un accord international, ont augmenté de près de 50 % depuis le mois de septembre, début du blocage des prix, passant de 14 F le kilo à 24 F, il faut s'attendre à voir le prix de détail s'élever pour atteindre 32 à 40 F le kilo, contre 29 à 36 F actuellement.

Cette flambée des prix sur le marché mondial du café résulterait d'une pénurie générale due à la forte baisse de la production du Brésil provoquée par des gelées catastrophiques en juillet 1975. Pourtant, lorsque la récolte est bonne et abondante, les prix de vente aux consommateurs, au bout de la chaîne, ne montrent pas pour autant des variations importantes.

C'est que le marché capitaliste, régi par la seule loi du profit, prend prétexte du premier événement venu pour

spéculer sur le prix des matières premières. Sur le marché « libre » du café chaque variation de récolte entraîne des achats en masse, des hausses des prix et plus rarement des baisses. La mauvaise récolte de l'année 1975 au Brésil ne devrait pas avoir pour conséquence la pénurie si le marché était organisé sur plusieurs années. D'ailleurs cette pénurie est en partie artificielle : ce n'est pas une menace réelle car les stocks mondiaux qui se sont constitués au cours des années fastes se maintiennent au travers de la « crise ». Mais les grands importateurs ont profité de la situation pour constituer des stocks et introduire sur le marché des cafés de qualité inférieure à des prix élevés.

Selon des économistes distingués, la seule façon de mettre un frein à cette nouvelle flambée des prix serait de réduire de 5 % la consommation mondiale.

Boire moins de café, voilà ce que l'on propose aux consommateurs. Et déjà dans certains pays comme les USA et le Canada, des associa-

tions de consommateurs se sont lancées dans un boycottage de cette denrée.

Ne pas acheter quand les prix montent, cela semble simple en effet. Mais c'est en fait tout simplement subir — même si c'est sous couvert de la précéder — la loi du marché qui veut qu'à certains moments certaines marchandises du fait de leur prix deviennent inaccessibles à beaucoup de gens.

Le boycottage comme moyen de combattre au jour le jour les méfaits du marché capitaliste, c'est seulement faire de nécessité (imposée) vertu. C'est à cette « vertu » d'ailleurs que gouvernants et journalistes de France - Soir nous ont soudain appelés, en recommandant de riposter, en France, par le boycott à la hausse des prix des légumes. Comme ça, ils pourront dire ensuite, si les prix ne baissent pas, que c'est la faute des consommateurs qui veulent consommer trop ! C'est assez dire quelle « solution » le boycottage offre à la hausse des prix !

Sylvie FREJUS.

REUNION PUBLIQUE LUTTE OUVRIERE

Le bilan de l'année 1976

Le vendredi 21 janvier à 20 h 30

au Palais du travail
(Salle des conférences)
VILLEURBANNE (Rhône)

Vieillir à l'hospice ou à

l'hôpital

● Dans notre société, il ne fait pas bon vieillir lorsqu'on n'a pas les moyens de s'assurer des conditions matérielles satisfaisantes. Même si certains des problèmes posés par le vieillissement sont communs à tous, il en est de ce domaine comme du reste de la vie social : l'argent fait

Il existe des ensembles résidentiels, des villages de retraite qui, tout en n'étant pas forcément agréables à vivre car quelque peu extérieurs à la vie courante, sont tout de même réservés à une minorité de personnes : un studio coûte environ 75.000 F, et il faut avoir les moyens de vivre

par ailleurs.

Pour ceux dont les moyens sont plus faibles, des maisons privées prolifèrent en ce moment, car elles rapportent de substantiels bénéfices : il y en a plus de 1.000. Les prix les plus courants sont de 70 F par jour pour une chambre à deux lits, 80 F pour une chambre

la différence. La bourgeoisie n'a que faire des vieux travailleurs et l'Etat à son service ne se donne ni l'objectif ni les moyens d'organiser des structures d'accueil adéquates. Comme les personnes handicapées, les personnes âgées, à moins d'être fortunées, sont des laissées-pour-compte de la société du profit.

individuelle sans WC...

Mais le comble, c'est que ces maisons ne peuvent être accessibles qu'aux personnes valides sur le plan physique. Les maisons privées qui acceptent les impotents, amnésiques, ceux qui ne sont plus à même d'assurer les besoins

isolées, pour celles qui n'ont plus la force physique ni la santé pour vivre seules, que reste-t-il comme solution ?

Celles-là, c'est dans les hospices, dans les « maisons de retraite » ou bien dans les services hospitaliers spécialisés pour les personnes âgées (qu'on appelle les services de gériatrie) qu'on les rencontre.

Pour elles, la vieillesse représente souvent un véritable cauchemar. Le reportage ci-dessous a été effectué dans la région parisienne, mais la situation est la même dans tout le pays.

UN TÉMOIGNAGE

Martine est aide-soignante depuis 1972 dans un service pour personnes âgées d'un hôpital de la région parisienne.

Ce n'est pas le pire, mais c'est déjà assez triste. D'après Martine, « on dit qu'il s'agit d'un service de désencombrement. C'est parce qu'on y met les malades qui, en réalité, n'ont pas d'affections aiguës et dont on considère qu'ils « encombrent » les services de médecin, y compris les services de médecine chronique ».

Malades ? Bien sûr, un certain nombre sont alitées, apparemment à longueur d'année, mais toutes ne donnent pas vraiment cette impression. C'est que, dit Martine, « elles sont surtout là parce qu'elles ne peuvent pas se débrouiller toutes seules. Mais effectivement, toutes ne sont pas malades à proprement parler : elles sont vieilles. Cela veut dire qu'elles sont plus ou moins impotentes, certaines ont du mal à se déplacer, d'autres voient mal. »

« Mais, continue Martine, cela ne veut pas dire qu'elles ne comprennent rien, loin de là ! Si l'on est absente huit jours, elles sont très contentes de nous revoir et on s'aperçoit que même les plus mal en point n'ont pas

perdu toute leur mémoire ! Et puis, avoir le contact avec elles, c'est ce qui est le plus agréable dans notre métier. Malheureusement, nous n'avons pas le temps nécessaire. »

On le croit facilement quand on sait tout le travail qui est à faire : chaque jour, il faut changer complètement la plupart des malades, refaire entièrement leur lit, car elles sont souvent incapables de le faire seules. Il faut distribuer les médicaments à plus de cent personnes, faire les pansements. A quoi s'ajoute la distribution des repas, la stérilisation du matériel (car ici ce n'est pas un service « de pointe », il n'y a pratiquement pas de matériel jetable), les examens médicaux. Et puis il faut aussi lever les malades, les mettre au fauteuil, etc. Cela rien que pour la matinée.

Martine : « Au total, cela nous laisse environ un quart d'heure par malade, car à part l'infirmière du bureau et la surveillante, il n'y a que quatre infirmières et quatorze aides-soignantes. Si l'on tient compte des jours de repos, des congés annuels et des congés maladie, qui ne sont évidemment pas remplacés, il y a au maximum dix personnes pour s'occuper des malades, ce qui

fait une pour douze ou treize ! » Alors, les malades restent seules.

L'ISOLEMENT : UNE DEGRADATION DE L'INDIVIDU

Ne pas avoir de contacts avec les autres, ne pas pouvoir partager des sentiments, se sentir seul ou quasi abandonné entraîne un désintérêt plus ou moins rapide pour la vie et une dégradation de la personnalité. C'est pourquoi la situation de ces personnes âgées ne s'améliore pas. Il est facile pour les responsables des services administratifs et pour les pouvoirs publics de tout mettre sur le compte de la vieillesse et de la perte des capacités. Mais en fait, la situation dans laquelle sont laissées les personnes âgées y est aussi pour beaucoup.

« C'est vrai que l'on voit l'état de santé physique aussi bien que moral de celles qui viennent ici se dégrader parfois considérablement. Elles expriment parfois leur révolte contre leur condition, car elles sentent bien quel est leur sort. Alors, elles se laissent aller. Elles refusent la nourriture, perdent l'appétit. Elles restent au lit alors qu'elles pourraient se lever. Cela veut dire des risques

de leur vie quotidienne, pratiquant des prix exorbitants, environ 150 F par jour en moyenne.

Alors pour tous les autres, pour les quelque deux millions de personnes âgées qui font appel au Fond National de Solidarité, pour les centaines de milliers de personnes âgées



La rénovation d'une salle commune dans un service de gériatrie de l'hôpital Paul-Brousse, à Villejuif. Quelques cloisons de plus...

d'escarre, ou tout au moins des problèmes de santé rapidement. Et puis, comme elles ne sont pas stimulées, leur capacité intellectuelle diminue car, même chez celles qui sont mal en point au départ, il n'y a qu'à voir la lueur qui brille dans leurs yeux quand on vient les voir pour se rendre

compte qu'elles en ont besoin.

En fin de compte, on ne s'en occupe pas mal sur le plan médical. Mais c'est sur le plan moral que l'on n'a pas le temps de faire tout ce qu'il y a à faire. C'est le contact qui leur manque, et il nous manque aussi, beaucoup. »

● A l'hôpital

Une aide ménagère, une hospitalisation à domicile permettrait souvent de conserver aux personnes âgées de meilleures conditions de vie; mais sur les 350 000 demandes d'aide ménagère faites chaque année, 30 000 sont satisfaites... alors pour beaucoup, c'est l'hôpital. Les salles communes, contrairement aux belles déclarations, n'ont pas totalement disparu. Et l'on y voit vingt ou trente malades par salle, assis entre les lits alignés ou allongés dans leur lit, et qui attendent. Quand ils peuvent marcher, où aller? Au bout du couloir, parfois sur les bancs devant l'en-

trée du service.

A l'hôpital Albert Chennevier de Créteil, dans les pavillons N-P, il y a une télévision pour une soixantaine de malades dans le réfectoire inconfortable. Celles qui sont alitées ne peuvent la regarder bien sûr. Reste le poste de radio qu'on ne peut pas mettre trop fort pour ne pas déranger les autres malades de la chambre.

Dans les pavillons de l'hôpital Paul Brousse, de Villejuif, il n'y a aucune télévision dans les salles ni bien entendu dans les « logettes » pour 2 ou 3 personnes aménagées depuis 2 ans au

moyen de quelques cloisons.

La position des pouvoirs publics et de l'administration des hôpitaux est d'autant plus inadmissible qu'en fait ce type de malade est assez « rentable ». Car lorsqu'ils sont considérés comme malades et pris en charge par la Sécurité sociale, le prix de journée remboursé à l'hôpital est bien supérieur à ce que celui-ci consacre : il avoisine les 200 F par jour, ce qui est largement supérieur au coût de la nourriture, du personnel et des soins fournis. Le surplus comble le déficit des services plus équipés.

● "on peut être puni" ...

Ce pensionnaire de l'hospice de Nanterre que nous avons rencontré est là depuis sept ans, depuis qu'il a eu sa retraite à 60 ans. Il évoque avant tout la discipline sévère de l'hospice.

Question : Il y a une discipline sévère, ici ?

« Bien sûr, il le faut. Par exemple, pour la boisson. Il ne faut pas rentrer en état d'ivresse. Il faut savoir se tenir. Sinon, ça peut aller. On n'a pas à se plaindre. Vous savez, il y en a qui ne sont jamais contents.

— Qu'est-ce qu'on peut vous faire, si vous ne respectez pas la discipline ?

— On peut être privé de sortie pendant 45 jours.

Pour avoir rentré un quart de vin ou un litre, pendant 45 jours, on ne sort pas du tout, même la journée. On vous enlève vos affaires, on vous habille en blanc ;

comme ça, vous ne pouvez pas sortir.

Remarquez, il le faut, parce qu'il y aurait trop d'abus, vous comprenez. Ce qui se passe aussi, c'est qu'il y a du marché noir : vous rentrez un litre de vin ; vous le payez 3,50 F ici, dedans, ceux qui ne peuvent pas sortir vous l'achètent 8 F. C'est ça qu'ils ne veulent pas. Ils veulent éviter le marché noir, l'abus.

— Au point de vue habillement, tout est fourni par l'hospice ?

— Oui, quand on est sale, on demande des habits propres. Tous les ans, on a un costume neuf. Dans l'année, on nous donne des habits propres mais dépareillés.

— Qu'y a-t-il comme distractions ?

— On a le théâtre le dimanche, du cinéma le samedi après-midi et le samedi soir et il y a des

fumoirs avec la télévision dans la journée et le soir jusqu'à minuit. Pour ça, il n'y a trop rien à dire. Que ce soit là ou ailleurs, ça doit toujours être à peu près pareil. Si on veut, on peut participer à des promenades en car organisées par la maison dans les environs de Paris.

— Quel argent de poche avez-vous ?

— On a 25 F par mois, donnés par l'Etat et, en plus, les 10 % de notre pension qu'on touche tous les trois mois : ça fait 200 F, 300 F environ, selon le montant de notre pension.

Vous savez, il y a de tout à Nanterre. Ça peut aller. Moi, je sors le matin, je rentre pour manger, je ressors. Comme ça, je n'ai pas de problème. Dans la journée, je m'assois, je casse la croûte, je bois mon coup et puis je vais me promener. Voilà, c'est tout.

● Maisons de retraite et hospices : la pénurie

Un certain nombre de maisons de retraite sont tenues par des congrégations, des associations mutuelles, donc réservées à leurs adhérents et ce sont souvent les meilleurs établissements.

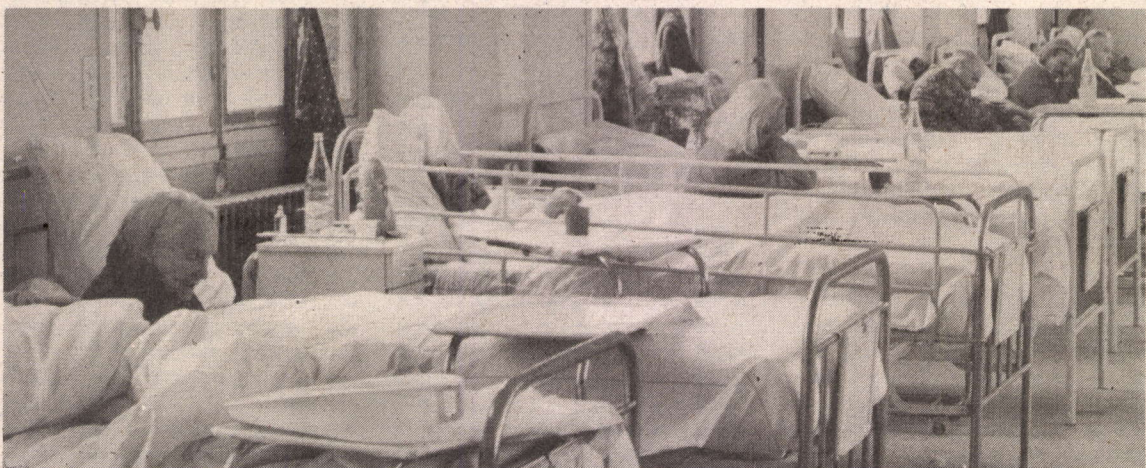
D'autres dépendent du bureau d'aide sociale de la commune. « Pour y obtenir une prise en charge, raconte une assistante sociale de quartier, il faut en ce moment environ deux ans. Ce n'est pas tout de l'avoir obtenue, il faut encore trouver une place... Les maisons de retraites ont tellement mauvaise réputation que les personnes âgées retardent le plus possible le moment d'y aller. Pour y aller, il faut donc

qu'elles y soient acculées. Car les conditions de vie y sont souvent insalubres, les locaux sont vétustes, tristes, voire sales. C'est souvent de la nourriture que se plaignent les personnes âgées qui y sont.

Ce qui les gêne aussi assez souvent, c'est le fait que très peu de vie personnelle y est possible : par exemple, il est très difficile de trouver des places pour un vieux couple. Et les repas étant pris en commun, les chambres individuelles étant rares, cela impose une discipline à laquelle les pensionnaires ne sont pas habitués et qu'ils supportent mal car cela veut souvent dire qu'ils sont traités comme

des gamins. Les activités dans la journée sont rares, et peu enrichissantes.

Outre les maisons de retraite, il y a aussi ce qu'on appelle les hospices. En fait, la différence sur le plan de leur statut est quelque peu floue : certains hospices sont exactement des maisons de retraite, d'autres dépendent d'autres services de la préfecture... En fait, les hospices sont souvent d'anciennes dépendances des hôpitaux dont ils étaient d'ailleurs les rebuts : c'est le cas de l'hospice d'Ivry, tristement célèbre, ou de celui de Bicêtre, de l'hospice-maison de retraite de l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif.



Les oubliés de la société.

● Culture

Giroud bavarde, les flics expulsent... ou les mésaventures d'une M.J.C. parisienne

Après avoir été débouté, en avril 1976, par le juge des Référé, le préfet de Paris obtenait du tribunal administratif, mercredi 28 décembre, un ordre d'expulsion à l'encontre de l'équipe qui dirige actuellement la MJC-Théâtre des Deux-Portes (46, rue Louis-Lumière - Paris 20^e). Cet ordre était assorti d'un délai qui a pris fin le 2 janvier 1977. Pour l'instant, la police n'est toujours pas venue déloger les actuels gérants de la MJC.

Telle est l'histoire de la MJC et de ses démêlés avec la ville de Paris, résumée par son directeur :

« L'orientation de notre MJC est d'offrir des activités très diversifiées et ouvertes sur un public très large, débordant le quartier. Nous avons 2 800 adhérents, animons 80 ateliers qui accueillent 12 000 enfants. Nous gérons un restaurant ouvert à tous et offrons une capacité hôtelière de 70 lits. Nous nous occupons aussi d'un théâtre, le Théâtre des Deux-Portes et nous avons voulu que notre MJC-Théâtre soit un carrefour de rencontres, tant nationales qu'internationales : des troupes venant de toutes les régions de France se produisent chez nous et, récemment, en octobre 1976, nous avons organisé un festival du théâtre immigré.

Toutes ces activités supposaient un déficit budgétaire, qui a été décidé en accord avec la Commission de contrôle mise en place par le Conseil de Paris. Cette commission estimait que nous devions avoir plus de crédits et s'était engagée à réclamer des subventions exceptionnelles à la Ville de Paris. Or, nous n'avons touché que 50 000 F sur les 100 000 que nous avions demandé en 1973 ; et encore ne les avons-nous touchés qu'en 1975 !

Actuellement, le déficit accumulé s'élève à 270 000 F. Le seul moyen de l'éponger que nous avait offert la Ville de Paris a été... d'émettre un emprunt, qu'elle s'est d'ailleurs refusée à cautionner. De toute façon, c'était une remise en cause de nos orientations et nous avons été contraints de supprimer des activités par compression budgétaire, comme le Canoë-Kayak, d'augmenter le prix de l'adhésion... Puis est venue la demande d'expulsion formulée, au nom de la Ville de Paris, par le préfet de Paris. En septembre, la Ville de Paris nous a refusé le renouvellement des contrats qui nous permettaient d'organiser des séances de tennis et de piscine. Actuellement, nous tournons depuis un an sans aucune subvention ».

Après une manifestation de protestation le mercredi 5, un gala de solidarité a été organisé le week-end dernier auquel se sont associées de nombreuses troupes — comme le théâtre de l'Est Parisien, le Théâtre de l'Aquarium, la troupe Z, etc. — et où sont venues, d'après les organisateurs, environ deux mille personnes. La prochaine manifestation organisée par la MJC est : 10 jours pour le Cinéma Français, du 14 au 23 janvier et où seront projetés, entre autres, *Le Juge et l'Assassin*, *Mado*, des films inédits et *Le Shérif*, d'Yves Boisset.

Les attaques de la Ville de Paris contre la MJC-Théâtre des Deux-Portes ont fait l'unanimité des milieux du spectacle et de la culture autour de la MJC menacée. Il faut dire que le conflit qui oppose la MJC à la Ville de Paris est révélateur tant de la pénurie de crédits pour tout ce qui touche à la culture que de l'arbitraire des hommes du pouvoir.

● Armée

Des avocats dénoncent la répression et l'arbitraire

Face à la répression qui continue de frapper dans les casernes, un collectif d'avocats a décidé d'organiser une campagne de dénonciation. Dans une lettre ouverte adressée au ministère de la Défense et à la presse, ils rendent publiques les mesures disciplinaires, comme les arrêts de rigueur, prises à l'encontre de certains appelés, et particulièrement celles prises contre des soldats stationnés en Allemagne dans les 8^e RI et 44^e RT de Landau, le 611^e CI de Neustadt et à Tübingen.

Ces appelés ont été sanctionnés, simplement parce qu'ils sont soupçonnés d'avoir participé ou aidé à la diffusion de tracts, quand ce n'est pas seulement de les avoir lus ! De même, les avocats soulignent

l'illégalité des pratiques auxquelles se livrent les autorités et la sécurité militaire derrière les hauts murs des casernes : interrogatoires, mises au secret, emprisonnements. Enfin, ils annoncent leur volonté de mener une campagne pour que les militaires emprisonnés puissent disposer des droits élémentaires de défense, de visite et de correspondance.

Une telle initiative met à jour ce qui se passe à l'ombre des casernes. Elle rappelle surtout que si l'armée continue à réprimer et à enfermer des soldats plus d'un an après la vague de contestation de l'année 1975, c'est bien la preuve qu'elle est incapable de faire taire, malgré ses méthodes, la révolte des jeunes.

Roger MEYNIER.

L'attentat du métro de Moscou

□ Dans la presse occidentale on s'interroge depuis quelques jours sur les causes de l'attentat du métro à Moscou, qui aurait fait plusieurs morts le samedi 8 janvier. Toutes les hypothèses sont en effet permises comme c'est le cas toutes les fois qu'un tel attentat est perpétré et qu'il n'est pas, de plus, revendiqué. Et tout est possi-

ble, y compris que ce soit l'œuvre de certains services secrets occidentaux. Certains avancent l'hypothèse d'une machination de la police politique russe, qui permettrait ainsi d'engager une vague de répression contre les dissidents.



Kirov, le second de Staline, assassiné à Leningrad en décembre 34. L'attentat servit de prétexte pour déclencher les purges et les procès contre la vieille garde bolchévique.

Et il faut dire que la police russe a une certaine tradition en la matière. Il suffit de rappeler qu'il y a quarante ans, Kirov, le numéro deux du régime, le dauphin de Staline, un dauphin un peu encombrant d'ailleurs, était assassiné. L'affaire avait eu un retentissement considérable, et Staline et le Gépéou à sa suite, en profitèrent pour déclencher les grandes vagues d'épurations et les grands procès politiques. Si l'assassinat de Kirov n'était pas prémédité par les sbires de Staline, ce qui reste encore à prouver, il est certain que le Gépéou savait et avait laissé faire, comme Khrouchtchev le révéla lui-même vingt-cinq ans plus tard. Tout tombait trop bien, comme aujourd'hui, tout tombe si bien.

Mais il n'est pas impossible non plus que dans l'atmosphère de la Russie des bureaucrates, où l'on n'a que le droit de se taire sous peine d'être emprisonné, déporté ou bien interné dans un asile psychiatrique, dans un pays où aucune manifestation autre qu'officielle n'est permise, où depuis belle lurette tout espoir de transformation reste vain, il n'est

pas impossible que des individus désespérés en viennent au terrorisme.

Bien entendu, un tel acte aveugle, même s'il vient de gens qui prétendent lutter pour la liberté, ne peut rien amener de positif, bien au contraire. Ce ne sont pas de tels actes qui permettront à la population et aux travailleurs soviétiques de se débarrasser des bureaucrates. Tout ce qu'ils peuvent amener, c'est un prétexte de plus pour persécuter les opposants et une justification de la répression aux yeux de la population qui peut se sentir menacée par les poseurs de bombes.

En tout cas, il est à peu près certain que l'attentat n'est pas le fait de ceux qui sont aujourd'hui

en butte aux persécutions policières. Certes, ce ne sont pas — en tout cas pour l'immense majorité — des communistes prolétaires et certains professent même, semble-t-il, un profond mépris pour des masses amorphes qui ne réagissent pas comme eux face à la dictature bureaucratique. Mais ils sont trop bien couvés par la police qui épie leurs moindres faits et gestes vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour pouvoir perpétrer un tel acte sans se faire prendre, ou a'ors il faudrait que la police pousse la sollicitude jusqu'à fermer les yeux au bon moment... ce qui nous ramène à la première hypothèse.

André JUILLIARD.

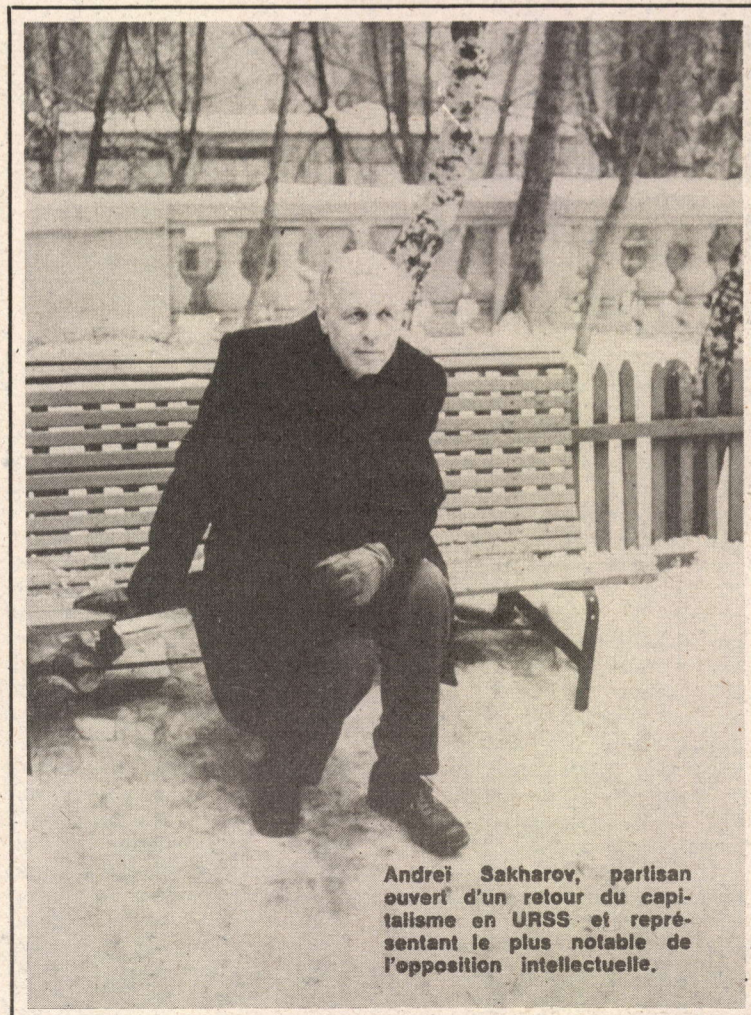
NOUVEAUX PROCÉDES... ET VIEILLES MÉTHODES

Cinq personnes seraient actuellement jugées à Tbilissi, capitale de la Géorgie soviétique. Elles sont accusées d'avoir mis le feu, en 1973, à l'Opéra de cette ville. Les cinq accusés ont affirmé avoir été torturés à fin d'obtenir des aveux, aveux qu'ils ont re-

niés aujourd'hui.

Dans l'ambiance actuelle de l'URSS, cela rappelle un peu trop bien d'autres procès et d'autres aveux extorqués. Quelle nouvelle parodie de justice prépare la police en Géorgie ? Et contre qui ?

Les révolutionnaires et l'opposition soviétique



Andrei Sakharov, partisan ouvert d'un retour du capitalisme en URSS et représentant le plus notable de l'opposition intellectuelle.

□ De Leonid Pliouchtch à Vladimir Boukovski et à tous ceux qui en URSS luttent sous la menace permanente des camps de détention ou des hôpitaux psychiatriques, l'existence d'une opposition politique au régime est aujourd'hui une donnée permanente, avec laquelle la bureaucratie soviétique doit compter. Et, quelles que soient les opérations politiques auxquelles les dirigeants de l'URSS se livrent pour tenter de discréditer cette opposition — « l'échange » Boukovski - Corvalan est la dernière en date —, ils sont aujourd'hui incapables d'empêcher cette existence et même ce développement de la « dissidence ». Au contraire, la libération de Boukovski, venant après celle de Pliouchtch, ne peut être qu'un encouragement pour tous les opposants soviétiques ; la démonstration que, lorsqu'on lutte, on peut trouver des appuis, faire connaître cette lutte à l'étranger, embarrasser suffisamment le régime pour le contraindre à des reculs.

Cette opposition — ou du moins celle qui est connue dans les pays occidentaux — offre au moins une caractéristique commune. Il s'agit essentiellement d'une opposition d'intellectuels, savants ou écrivains, partisans d'une libéralisation ou d'une dé-

mocratisation du régime soviétique, et en tout cas luttant pour obtenir le respect d'un certain nombre de libertés démocratiques fondamentales : liberté d'expression, de circulation, de réunion.

Mais à part cette revendication commune — naturelle et immédiate dans un pays comme l'URSS où n'existe aucune de ces libertés fondamentales — l'opposition soviétique est, sur le plan politique, très diverse. Elle va de la revendication pure et simple du retour du capitalisme en URSS, défendue par exemple par Sakharov, assortie parfois de positions ultra-réactionnaires comme celles de Soljenitsyne, à celle du « retour à Octobre », c'est-à-dire à la démocratie soviétique des débuts de l'URSS, revendiquée par le général Grigorenko.

Les révolutionnaires ne peuvent qu'être totalement d'accord avec la revendication de la restauration des droits démocratiques en URSS. Elle est pour toute la population soviétique, et pour la classe ouvrière en particulier, fondamentale. La contestation de la dictature et des privilèges de la caste bureaucratique prend nécessairement, entre autres, la forme de la revendication des libertés démocratiques. Leur absence est un obstacle auquel se heurte en effet toute tentative d'opposition politique, même la plus élé-

mentaire, qu'elle émane de la classe ouvrière, de l'intelligentsia ou même de certaines couches de la bureaucratie, qui doivent elles aussi subir la dictature des sommets de l'appareil.

Mais s'ils expriment leur solidarité avec tous ceux qui, aujourd'hui, mènent cette lutte, les révolutionnaires ne doivent pas pour autant ignorer les limites politiques et même les dangers potentiels pour la classe ouvrière russe et internationale des positions politiques de cette opposition. Et il ne s'agit pas seulement, sur ce plan, d'exprimer leurs critiques à l'égard réactionnaire de l'opposition soviétique.

En effet, les révolutionnaires ne sont pas seulement partisans de la libéralisation du régime de la bureaucratie. Ils sont pour le retour à la démocratie soviétique, c'est-à-dire pour que la classe ouvrière à nouveau s'empare du pouvoir politique que les bureaucrates lui ont volé. Ils sont pour que, de nouveau, la classe ouvrière russe exerce le pouvoir et mène une politique internationaliste, pour la révolution socialiste mondiale. Ils sont, en un mot, pour que la classe ouvrière russe retrouve ce qui était le programme de l'opposition de gauche — trotskyste — à Staline, que ce dernier a réprimé et écrasé.

Seule la classe ouvrière soviétique peut mettre fin à la dictatu-

L'assassin de Trotsky décoré ?

Ramon Mercader, l'homme qui avait assassiné Trotsky, sous les ordres de la GPU de Staline, le 20 août 1940, aurait été décoré de l'ordre des « Héros de l'Union Soviétique » selon les informations publiées par le journal anglais *Sunday Times*. Cela n'a été ni confirmé ni démenti par les autorités soviétiques.

En assassinant Trotsky, en privant ainsi le mouvement révolutionnaire de son dirigeant le plus prestigieux, Ramon Mercader, alias Franck Jackson, alias Mornard, agent de la Guépéou, a en effet mérité de la part de la bureaucratie soviétique une belle médaille.

Ramon Mercader, qui aurait aussi été impliqué dans l'assassinat du secrétaire de la IV^e Internationale en 1938, Rudolf Klement, faisait partie de la bande d'assassins staliniens qui ont porté à leur actif plusieurs dizaines d'assassinats de militants révolutionnaires. Les procès expéditifs, les crimes, les disparitions subites — comme celle du militant espagnol Andrés Nin pendant la guerre d'Espagne — tous les moyens étaient bons pour se débarrasser des opposants en Russie ou dans le monde.

Alors si Ramon Mercader a bien été décoré et si le gouvernement russe s'est plus ou moins arrangé pour le faire savoir, ce ne serait que la plus ou moins discrète reconnaissance par les bureaucraties qui règnent aujourd'hui au Kremlin du fait qu'ils sont bien — et se veulent — les héritiers de Staline... et de ses méthodes.

A l'heure où une opposition remue beaucoup, ce serait un « à bon entendeur salut » qui serait lancé à la cantonnade.

Laurent GORDON

re bureaucratie en restaurant la démocratie soviétique. Mais jusqu'à présent aucun des dissidents soviétiques — pour autant du moins qu'on puisse le savoir — n'a défendu une telle politique conséquente, aucun ne s'est tourné en particulier vers la classe ouvrière, même ceux qui prétendent combattre au nom de l'idéal du communisme et de la Révolution d'Octobre. C'est-à-dire que si une réelle force politique naissait en URSS sous la conduite de ces hommes, elle pourrait conduire dans des directions diverses, mais pas dans celle qui conviendrait aux intérêts de la classe ouvrière.

En URSS comme ailleurs, l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, d'une internationale révolutionnaire véritable se fait cruellement sentir. La tâche des trotskystes aujourd'hui n'est pas seulement d'exprimer leur solidarité avec ceux qui en URSS luttent pour la liberté, elle est aussi et avant tout d'aider à la renaissance là-bas d'un mouvement révolutionnaire prolétarien.

André FRY.

La répression continue... l'opposition aussi

La répression contre les oppositionnels soviétiques continue de se développer, assortie de calomnies et d'injures contre eux.

La poétesse Youlia Voznesenskaya, en URSS, récemment condamnée à 5 ans d'assignation à résidence, est traitée par l'agence Tass de « racaille débauchée », « d'alcoolique sans occupation bien définie ».

On ne s'en tient pas aux injures. Les perquisitions, les arrestations se multiplient. A Moscou, M. Orlov et Guizbourg, Mme Alexeeva, trois membres du « Comité de Surveillance des accords d'Helsinki », ont fait l'objet de perquisitions, au cours desquelles les policiers auraient déposé chez eux des devises étrangères, dans le seul but de les accuser de trafic de devises. Medvedev a attiré, à la suite de ces faits, l'attention sur les « représailles graves qui menacent les opposants en URSS ».

Mais parallèlement au « Comité de Surveillance des accords d'Helsinki » qui s'est créé en URSS, présidé par le physicien Youri Orlov, le général Piotr Grigorenko a annoncé la création d'une « Commission de contrôle des répressions psychiatriques ». Ces groupes organisent des conférences de presse, essaient d'appeler à l'opinion publique internationale.

En fait, malgré cette répres-

sion, en URSS, ainsi que dans les pays de l'Est, le mouvement de contestation contre l'absence de droits démocratiques et l'atmosphère étouffante que fait régner l'état bureaucratique et policier, continue de se développer. L'appui de l'opinion publique internationale, en particulier le revirement des PC occidentaux à ce sujet, encourage l'opposition à se structurer et à se développer. La libération, à des délais assez rapprochés, de Pliouchtch puis de Boukovski a joué dans le même sens. Enfin, en 1977 doit avoir lieu la conférence de Belgrade qui doit examiner comment ont été tenus les engagements pris par les signataires de l'accord d'Helsinki en été 1975.

Ce traité signé par trente-trois pays européens, les USA et le Canada, présenté à l'époque comme une victoire diplomatique de l'URSS, engageait les signataires à veiller sur la sécurité collective en Europe ; mais il comportait une clause garantissant « l'exercice des libertés fondamentales ». C'est sur cet article que s'appuie maintenant l'opposition pour engager une campagne. Et, en répondant par la répression contre l'opposition, le gouvernement soviétique risque de se trouver, sur le plan international, dans une situation fort embarrassante.

Solange DUPUY.

Démocraties populaires

L'opposition élève la voix

En Tchécoslovaquie, une centaine de personnalités, des intellectuels et des politiques, ont signé un manifeste intitulé « Charte 77 », réclamant le libre exercice des droits démocratiques fondamentaux qui « n'existent pour l'instant dans notre pays que sur le papier ». La Charte se donne pour but de lutter pour « le respect des droits de l'homme et du citoyen dans notre pays et dans le monde ». Le ton est modéré et prudent : « Elle veut servir l'intérêt général... mener dans son domaine d'action un dialogue constructif avec le pouvoir politique et étatique... ». Elle se donne symboliquement le titre de « Charte 77 » parce qu'elle « naît au seuil d'une année qui a été désignée comme l'année des droits des prisonniers politiques et pendant laquelle la conférence de Belgrade doit examiner comment les engagements pris à Helsinki ont été remplis ».

En Pologne, c'est à propos de la répression qui a suivi les manifestations de juin 1976, à Ursus et à Radom, que l'opposition s'organise : 172 personnalités demandent par lettre ouverte au Parlement l'ouverture d'une enquête : « Nous pensons qu'il est nécessaire d'instituer une commission pour enquêter sur les abus et les sévices dont tout le monde parle... Se taire serait comme d'habitude un signe d'approbation et dans ce cas cela signifierait qu'on approuve l'injustice et la violence physique ».

Les réactions ne se sont pas fait attendre. La presse officielle multiplie les calomnies. L'écrivain Andrzejewski, auteur de « Cendres et diamants », est accusé par la presse de s'être associé aux dissidents pour acquérir de la publicité à l'étranger, dans l'espoir d'obtenir le prix Nobel de littérature !

En Tchécoslovaquie, les divers signataires de la Charte ont été arrêtés puis relâchés. Le ton monte dans les journaux : *Rude Pravo* écrivait samedi 8 janvier que les signataires de la Charte étaient « une nouvelle légion étrangère mobilisée par les partisans de la guerre froide à l'Ouest ». Les dissidents, écrivait ce journal, sont « des naufragés politiques et sociaux, des gens qui ont rompu tous les liens avec le peuple de leur propre pays ».

Les dirigeants gouvernementaux des pays de l'Est n'en finiront pas si facilement avec une opposition qui, maintenant, existe et se manifeste au grand jour...

S.D.

USA

Le Pentagone ne veut pas entendre parler de désarmement

« Je ne vois pas un seul domaine, dans les armements stratégiques, où nous ne soyons dépassés... par les soviétiques » vient de déclarer avec fracas le général Keegan, ancien chef des services de renseignements de l'US Air Force. Un autre général américain, Haig, reprend la théorie d'un général belge, vieille de six mois et qui n'avait suscité à l'époque que l'ironie, pour pousser des cris d'alarme sur la possibilité d'une guerre éclair des blindés russes, qui les mènerait en 48 heures sur les bords du Rhin.

Et la presse occidentale de dissenter sur la suprématie militaire soviétique, et la menace qu'elle ferait peser sur le monde dit libre, sous le masque trompeur de la détente...

Ces appels à la course aux armements pour maintenir le potentiel militaire de l'Occident ont une origine bien circonscrite :

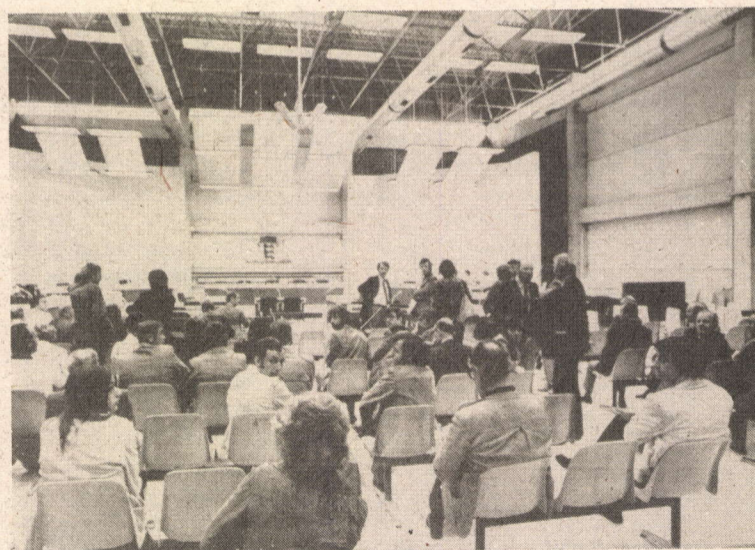
les cercles militaires américains, les « faucons ». Leurs avertissements surviennent au moment où le nouveau président Carter, en présentant la politique qu'il entend suivre dans les prochains mois, a évoqué la possibilité d'une réduction des dépenses militaires.

Aussi le lobby militaro-industriel américain, et derrière lui tous ceux qui sont nostalgiques de la guerre froide (ou chaude...) avec l'URSS, mais aussi tous les trusts qui tirent une masse de profits des commandes militaires, tiennent à lui rappeler qu'il n'en est pas question.

D'autant qu'avec la période de crise dans laquelle s'enfonce l'économie capitaliste, certains d'entre eux commencent peut-être à sérieusement penser que la guerre avec l'URSS pourrait redevenir pour l'impérialisme américain un objectif... pas si lointain.

—Allemagne—

Des juges impartiaux



Procès Baader : toutes les précautions ont été prises pour empêcher les accusés de communiquer avec l'extérieur. Mais les « fuites » étaient organisées par les juges eux-mêmes. (UPI)

Le juge Albrecht Mayer, un des juges chargés, en Allemagne de l'Ouest, de statuer sur un certain nombre de points du procès du groupe Baader, vient d'être sanctionné par une mutation. Ce magistrat avait fait transmettre à la presse des documents secrets relatifs au procès afin d'alimenter la campagne du gouvernement contre le groupe Baader. Ces documents, il les avaient reçus des mains mêmes du juge Prinzing, président du tribunal de Stuttgart, devant lequel comparaissent les accusés d'extrême-gauche. Si le premier magistrat, le juge Mayer, a été sanctionné, le deuxième, malgré

les protestations des avocats, est encore président du tribunal.

Il ne suffit donc pas à la justice allemande d'élever toutes les barrières possibles à la défense (exclusion des avocats de la salle d'audience, pression sur les témoins...), il faut encore que ses représentants essayent d'entretenir une véritable campagne de presse contre les « accusés » qui ont à ses yeux commis le crime... d'être des opposants politiques au régime allemand. Voilà encore un bon exemple de ce que l'on appelle sans doute outre-Rhin, comme ici, « l'indépendance » et « l'impartialité » de la justice.

Les difficultés financières de la presse

De "Rouge..."

En septembre dernier, les camarades de Rouge lançaient un appel pressant en vue de rassembler les 77 millions d'anciens francs qui leur manquaient pour finir l'année. Aujourd'hui, le cap est passé. D'abord une augmentation des recettes de 5 puis 6 millions en novembre et décembre a permis de ramener cet objectif à celui de 66 millions. Ensuite, un prêt de dix millions l'a ramené à 56 millions. La souscription lancée à la suite de l'appel de septembre ayant rapporté 51 millions, le « trou » de fin décembre n'était donc plus que de 5 millions, et ce « trou » a

pu être reporté sur le mois de janvier, un certain nombre de prêts dont Rouge a bénéficié ayant été prolongés de trois semaines.

Bien sûr, cette situation reste précaire, et les camarades de la LCR se fixent pour but de « terminer la campagne Objectif 77 en trouvant ces 5 millions (report des dépenses de janvier) + 10 millions (emprunts) = 15 millions d'anciens francs » (Rouge du 7 janvier).

Mais ces camarades prévoient cependant d'atteindre l'équilibre en mars prochain, « en tablant seulement sur les recettes de no-

vembre et décembre (NMPP + abonnements = 25 millions d'AF), grâce à un abaissement considérable du coût de fabrication du journal dû à des « progrès décisifs » qu'ils ont réalisés. Cela n'empêchera certes pas les augmentations prévisibles (papier...) de peser sur leur budget, mais ils pensent pouvoir se passer dès lors de campagne spéciale de souscription. Il reste que, comme ils le soulignent eux-mêmes, 50 millions réunis en un trimestre, un an après la grande souscription pour le lancement de Rouge, c'est un encouragement précieux.

...à "Politique-Hebdo"

Cette semaine, Politique-Hebdo est sorti sous la forme d'un numéro spécial de 12 pages seulement, portant sur sa couverture rouge vif l'appel « Au secours ! Une semaine pour ne pas mourir ».

L'hebdomadaire a déjà rassemblé près de 150 signatures de personnalités soutenant son appel, de l'amiral Antoine Sanguinetti au général de la Bollardière et à Alain Krivine, des cinéastes italiens Bertolucci ou Comencini à Lopez Cardoso, ex-ministre de l'Agriculture au Portugal, en passant par François Mitterrand, Jean-Paul Sartre ou le Théâtre du Soleil. De la diversité de ces

signatures, PH tire une conclusion : « Que, par-delà les controverses, les polémiques, les passions, et parfois les amertumes, la quasi-totalité des courants de l'extrême-gauche et de la gauche affirment solennellement une solidarité de principe envers un organe d'opinion menacé, cela n'est pas seulement décisif — du moins l'espérons-nous — pour l'avenir de Politique-Hebdo, c'est encore un événement politique qui prend valeur de symbole à la veille d'échéances cruciales. »

Ce besoin d'un prêt de un million découle de trois raisons : d'abord, de graves ennuis avec une rotative lors de l'impression

du premier numéro de la nouvelle formule. Bilan : 108.000 F de dépenses supplémentaires, 72.000 F de papier rendu inutilisable.

Parallèlement, la vente en kiosques diminuait de manière sensible et, bien que prévue, cette « érosion » fut combattue par une relance de la publicité, laquelle, comme on le sait, est fort coûteuse. Enfin le nombre d'abonnements réalisés a été plus faible que prévu.

Cela se produit au moment où, avec 11.300 abonnés, et 17.500 exemplaires vendus en moyenne chaque semaine, PH « atteint pour la première fois de son histoire le seuil de rentabilité ».

ELECTIONS MUNICIPALES !

Vers un accord national LCR.OCT.LO

Depuis plus d'un mois maintenant des discussions se sont engagées entre la LCR, l'OCT et LO sur un projet de plateforme commune.

Dans les derniers numéros de notre journal, nous avons fait état des contacts que nous avons eus avec ces deux organisations révolutionnaires et de la volonté de LO de présenter des listes en communs dans un grand nombre de villes du pays sur la base d'un accord politique national. Cette volonté était par ailleurs partagée par la LCR.

Jusqu'à présent l'OCT préférait pour sa part porter son appui à des listes d'unité po-

pulaire pour le pouvoir aux travailleurs qui se constitueraient localement, ce qui aurait réduit notablement le sens politique de l'apparition des révolutionnaires lors des élections municipales.

Mais aujourd'hui les choses ont progressé puisque les trois organisations se déclarent dorénavant prêtes à signer un accord politique national.

Ainsi, il semble dès maintenant que, dans les prochaines échéances électorales, les révolutionnaires seront présents sur des listes communes, dans un nombre significatif de villes.

Lutte de Classe

Au sommaire du numéro 42 :

- La rupture au sein de l'OPEP : l'impérialisme ne tolère que les cartels des trusts, pas ceux des pays producteurs.
- Irlande : où conduit le pacifisme du mouvement des femmes.
- Le rejet du référendum sur les 40 heures en Suisse : les pièges de l'électoratisme.
- La situation politique en France.

lu avec intérêt... lu avec intérêt... lu avec intérêt

quotidien communiste révolutionnaire

rouge

Sous le titre « Les caisses noires de Saunier-Séité », Rouge du 7 janvier 1977 fait état des difficultés financières que rencontre l'UNEF-ex Renouveau.

« Déjà à la fin du mois d'août, Saunier-Séité supprimait les 8 millions anciens de subventions à l'UNEF, en arguant de son « terrorisme verbal » et même « physique ». Depuis, par l'intermédiaire des recteurs, elle fait tout pour remettre en cause les subventions votées à l'UNEF par des conseils d'université.

Ainsi à Reims. Dans le même temps, le CROUS, après s'être tu quatre ans durant, engage une action en justice pour recouvrer une vieille dette de l'UNEF.

Enfin, le secrétariat d'Etat interdit un « mois Aragon » organisé dans les facs de Toulouse par l'UNEF et l'université. Résultat : certains des fournisseurs du

syndicat, non payés, se tournent vers la justice.

Pendant que l'huissier s'apprête à frapper à la porte de l'UNEF, d'autres bénéficient des largesses du secrétariat d'Etat. Saunier-Séité, qui a appelé publiquement les « étudiants modérés » à « s'organiser », les finance directement ; l'UNI, organisation d'extrême-droite, a eu droit à 23 millions anciens. Un nouveau syndicat, le SEF, qui lui est affilié, s'est créé ; impossible de savoir d'où vient l'argent, sur quels critères et comment il est réparti. (...) Le document sur le financement des associations « loi 1901 » — parmi lesquelles les organisations étudiantes —, qui doit être publié tous les

deux ans, en est toujours à 1974. Déjà dans ce dernier, l'on trouve des chiffres bien curieux. L'UNI y bat tous les records : 12 millions anciens en 1970, 11 en 1972, 19 en 1974. De fantomatiques associations, inconnues jusqu'alors, y paraissent très riches : une AMRU (réformateurs), un FNAGE, un curieux Comité étudiant pour les libertés universitaires s'y partagent des millions. Une association corporatiste locale, le CLEN de Nancy, a même reçu 6,5 millions anciens en 1970. Une « Fédération des écoles du nord de la France » a reçu également les prébendes officielles : son président s'avère être Norbert Segard, le candidat de la majorité à Lille... »

Libération

Dans son n° 922 du 7-1-77 publie des documents sur la répression dans les républiques baltes. Pour la seule province de Lettonie, treize établissements pénitentiaires sont recensés. Nous publions la description de la prison centrale de la ville de Riga.

« Prison centrale de la RSS de Lettonie, ville de Riga, rue Malaya Matveevskaya (1) (...) La prison est toujours comble. Jusqu'à 5 000 prisonniers et plus transigent à la fois par cette usine à la chaîne. Le nombre de détenus faisant l'objet d'une deuxième ou d'une troisième condamnation est très élevé. Dans la plupart des cellules, les lits sont remplacés par des planches continues, mais il manque toujours de la place. Les « Zeks » dorment sous les planches, sur les tables, sur les bancs, étendent des matelas pourris à même le sol.

Dans l'enceinte de la prison se dressent les cinq étages de l'hôpital carcéral du Département sanitaire du MVD de

Lettonie. L'hôpital comporte une importante aile psychiatrique. Le médecin et chirurgien chef de l'hôpital est le lieutenant-colonel du service médical du MVD, Bytchkov. Le chef psychiatre est le major du service sanitaire du MVD, Ousssov.

Tous les condamnés politiques sont transférés ultérieurement dans le camp de Mordovie, district de la gare de Potma.

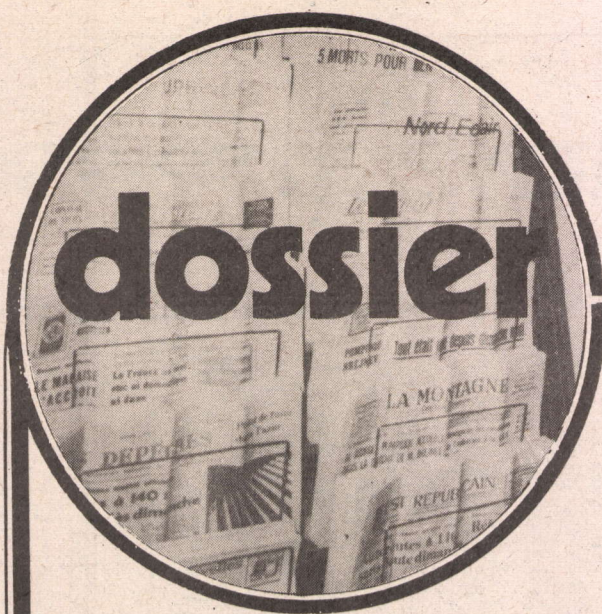
Les récidivistes ayant purgé de lourdes condamnations sont envoyés dans le camp à régime spécial : gare de Gloubokaya, en Biélorussie, Petrozavodsk dans la RSS autonome de Carélie, ou dans les camps à régime spécial de la Républi-

que autonome des Komis (Sibérie).

Certains détenus ayant purgé la moitié ou les deux-tiers de leurs condamnations en Lettonie sont envoyés « pour bonne conduite » dans les colonies « libres », soit des camps sans miradors mais avec le contingent de surveillants et d'« éducateurs » au complet, dans le district de la gare de Veslyana, RSS autonome des Komis. Travaux : abattage d'arbres, travail du bois. Adresse : Veslyanskoe otdeleni Ou ITou (Goulaga) Komi ASSR.

(Communication anonyme)

(1) ITou : Ispravitelnotrodovoi outchrydenie : établissement de travail correctif (N. des C. du S.) »



la presse régionale :

Une presse de masse... conservatrice

En quinze ans, la presse parisienne a stagné dans son tirage. La presse de province, elle, a augmenté son tirage dans la même période de près de 600 000 exemplaires.

Si l'on s'en tient à ces chiffres on peut affirmer que, dans la crise générale de la presse quotidienne, les « régionaux » semblent faire exception. Effectivement la presse de province est en meilleure santé que la presse parisienne. Mais ce phénomène n'est pas dû à une qualité rédactionnelle supérieure des « régionaux » par rapport aux « parisiens », car il existe un parallélisme frappant entre la dépolitisation de la presse de province et son succès relatif.

Il existe en province un besoin impérieux et fondamental pour des millions de gens : être informé le plus rapidement possible des événements petits et grands qui constituent la vie de tous les jours, dans une grande ville comme dans un village reculé. Et sur la base de ce besoin social sont apparues peu à peu de véritables puissances locales. Maîtres de l'information de toute nature sur des départements entiers et pour certains d'entre eux — de plus en plus nombreux — monopole complet de l'information locale, présence dans des millions de foyers ouvriers, paysans, commerçants... tous les matins, voilà l'origine d'un poids social et d'une influence politique considérables.

Parce qu'il rend service, parce qu'il est utile, le quotidien de province est un journal de confiance. Et la confiance que l'on accorde toute l'année à l'information sur les moindres faits de la vie locale, pourquoi ne pas l'accorder également de temps en temps, au moment de décisions politiques importantes. Car malgré leurs déclarations, les grands quotidiens de province savent prendre des positions

politiques. Bien souvent ils ont d'ailleurs auprès de leurs lecteurs une réputation que leur ont donnée les ans : Ouest France est marqué à droite et favorable à l'Eglise; la Dépêche du Midi est de gauche; le Berry Républicain a une réputation de libéralisme... Mais le lecteur de province n'achète pas son « journal » pour se faire une « opinion » sur tel ou tel sujet. S'il veut se faire une « opinion », il achètera un quotidien ou un hebdomadaire national. Cela, bien sûr, pour ceux qui désirent se faire une opinion. Mais pour la grande majorité, celle du journal local est suffisante.

Et c'est avec l'apparence du bon sens et de l'évidence que ces quotidiens distillent à longueur de colonnes, pour la plupart d'entre eux, le conformisme le plus conservateur. La presse de province se fait, tous les jours de l'année, le défenseur des pouvoirs établis dans les différentes régions. L'objectif est de ne perdre aucun lecteur et surtout pas pour des « idées ». Le critère pour une « bonne » information est son caractère « local » : moins elle est chargée de contenu politique, mieux c'est. Il n'en reste pas moins que les rédacteurs et les principaux responsables de ces journaux font, par leurs relations, partie de « l'establishment » local et que derrière la neutralité politique affirmée bien haut se cachent, bien mal souvent, les options politiques les plus claires.

Il suffit qu'un événement politique grave survienne pour que le quotidien de province, sans se débarrasser du masque de l'ambiguïté, prenne position. Et pour la plupart d'entre elles, c'est souvent à droite que penche le cœur des rédactions locales... en tout cas du côté de l'ordre établi.



Évolution du tirage

Dates	PARIS		PROVINCE	
	Titres	Tirage	Titres	Tirage
1914	60	5.000.000	242	4.000.000
1939	31	6.000.000	175	6.000.000
1946	26	6.000.000	175	9.200.000
1968	13	5.000.000	85	7.800.000
1972	11	3.900.000	78	7.500.000

Chaque jour, sur les rotatives, plus de sept millions d'exemplaires de quotidiens régionaux sont tirés. Pour la presse dite nationale, c'est-à-dire éditée à Paris, ce chiffre atteint à peine quatre millions, sur lesquels on compte plus de 20 % d'invendus. Les quotidiens régionaux ont, eux, moins de 10 % d'invendus. Ainsi, on peut dire sans exagérer que la presse quotidienne régionale est deux fois plus achetée que la presse parisienne. Comme on évalue que, pour chaque journal acheté, il faut compter trois lecteurs, c'est à peu près 20 millions de personnes qui lisent ou feuilletent un quotidien de province tous les matins.

Le faible pourcentage des invendus, qui atteint 2 % seulement pour un journal comme L'Alsace, s'explique par le fait que 50 % des achats sont des abonnements ou des ports à

domicile, tout cela traduisant l'attachement du lecteur pour son journal. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. La presse quotidienne régionale est une presse de masse par les chiffres globaux de vente, mais surtout par l'attachement de ses lecteurs, qui est plus important que pour la presse quotidienne ou hebdomadaire autre que militante.

D'après une enquête de la SOFRES, il ressort que la personne qui lit un quotidien régional et quatre périodiques tient avant tout à son quotidien. Pour l'ensemble des Français : ils se déclarent deux fois plus attachés à leur quotidien régional qu'à leurs autres lectures. 65 % des individus de 15 ans et plus lisent un quotidien régional. 76 % se déclarent très ou assez attachés à leur quotidien.

Les quinze premiers quotidiens

Voilà la diffusion moyenne quotidienne des 15 premiers quotidiens français pour l'année 1975. Entre parenthèses la diffusion moyenne au cours de quelques mois de 1970.

QUEST FRANCE : 639 541 (623 174). Imprimé à Rennes, diffusé dans une zone qui va de Rouen au nord de Bordeaux.

FRANCE-SOIR : 633 089 (868 927).

LE MONDE : 425 619 (360 131).

LE PROGRES DE LYON : 397 717 (449 568). Diffusé dans Lyon et sa région.

LE FIGARO : 382 255 (429 714).

LA VOIX DU NORD : 378 055 (387 478). Diffusé dans le Nord-Pas-de-Calais.

SUD OUEST : 370 685 (374 768). Bordeaux et sa région.

LE DAUPHINE LIBERE : 332 794 (378 964). Comme son nom l'indique, diffusé dans le Dauphiné.

LE PARISIEN LIBERE : (pour les 4 derniers mois de 1975) : 325 363 (732 314).

L'AURORA : 300 479 (301 517).

LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST : 270 782 (268 926). Tours et sa région.

LA DEPECHE DU MIDI : 259 182 (non répertoriée en 1970). Région toulousaine.

LA MONTAGNE : 255 645 (245 228). Clermont-Ferrand.

L'EST REPUBLICAIN : 252 185 (246 272). Nancy et tout l'Est de la France.

NICE MATIN : 228 101 (218 560). Nice.

(Chiffres de l'OJD : Office de justification de la diffusion).

PROCHAIN DOSSIER :

— L'AUTOMOBILE :

— QUEL PROGRES ?

dossier

la presse régionale

La presse régionale de 1870 à 1944

La presse quotidienne que nous connaissons aujourd'hui, avec ses dizaines de journaux, ses millions d'exemplaires, lue par des millions de personnes, est née véritablement avec la III^e République.

Les journaux, les quotidiens, existaient bien sûr avant 1870. Mais ils paraissaient surtout dans la capitale et, en dehors des périodes révolutionnaires de 1789-1793, et 1848, la presse, qui était surtout politique, demeurait un produit rare, cher, réservé à quelques privilégiés, les mêmes qui, grâce à un certain revenu, avaient le droit de vote.

Le développement industriel et urbain sous le Second Empire, l'éveil à la politique d'une bonne part de la population, permirent, grâce à une certaine libéralisation, le passage du tirage de la presse provinciale de 450.000 à 900.000 exemplaires. (Pendant ce temps la presse nationale atteignait les deux millions.)

L'établissement en 1871 de la République parlementaire, avec son cortège d'élections, la généralisation de l'instruction obligatoire, amenèrent à la presse quotidienne de province un marché composé de millions d'électeurs. A cette époque, les quotidiens régionaux sont avant tout l'instru-

ment d'une tendance politique ; grâce à une loi sur la presse en 1881, qui supprime les entraves financières et administratives, des hommes politiques de gauche, des militants fondent des quotidiens radicaux, socialistes ou anticléricaux dans un bon nombre de grandes villes et de départements.

Un certain nombre de quotidiens fondés à cette époque sont encore vivants. Mais ni le nom ni la devise n'ont plus grand-chose à voir avec le contenu. Nous pouvons citer :

1859 : fondation du Progrès de Lyon. De tendance radicale et républicaine.

1870 : La Dépêche du Midi, « Journal de la démocratie », qui souffert inconditionnellement des gouvernements radicaux dès le début de la III^e République.

1881 : Le Petit Bastiais, quotidien corse.

1889 : L'Est Républicain, qui arbore cette étiquette face à une forte influence cléricale et de la droite.

1905 : Le Populaire du Centre, « Organe de la Fédération de Haute-Loire du Parti Socialiste ».

Toute l'époque de 1870 à 1914 vit l'apparition de 250 quotidiens de province, assurant 40 % du tirage national de la presse quotidienne en France.

Au lendemain de la guerre de 1914-1918, la presse parisienne connut un déclin, dont les quotidiens régionaux tirèrent parti. Leur audience s'accrut, tandis que, difficultés financières et concurrence aidant, leur concentration s'accroissait.

La forme du journal régional changea. Il se mit au goût du jour : des photos nombreuses, des pages magazines sur le sport, la mode, les spectacles. La publicité fut massivement introduite. Toutes ces nouveautés se firent au détriment des informations politiques, et des prises de position, qui disparurent, ou bien devinrent moins marquées.

La guerre de 1939-1945 ouvrit une nouvelle période difficile. Les quotidiens nationaux et parisiens quittèrent la capitale, ou bien se sabordèrent. La plupart de ceux qui parurent en zone sud — la zone contrôlée par le régime de Pétain — prirent fait et cause pour Vichy. Les quotidiens régionaux n'échappèrent pas à la règle.

A la chute du régime de Vichy, en 1945, les quotidiens locaux, la presse nationale, voient la plupart de leurs anciens titres disparaître, bien trop compromis dans le soutien au gouvernement qui vient de s'écrouler.

quotidiens régionaux. Durant la période d'août 1944 à avril 1947, il y eut un véritable foisonnement des titres. Mais dès 1947, une tendance inverse se fit jour.

Les journaux de province de tendance marquée sont les plus touchés, et aussi les plus faibles financièrement. La presse régionale évolue alors vers une « neutralité politique » de façade en même temps qu'elle se concentre sous l'effet de la crise.

Ainsi on assiste à une double évolution : disparition très rapide des quotidiens engagés et notamment des quotidiens du PCF, en même temps dépolitisation des titres à travers toute la France.



Depuis la Libération : DES JOURNAUX « SANS OPINION »

Beaucoup de journaux de province sont apparus à la fin de la guerre. Certains, comme *Le Progrès de Lyon* et *La Dépêche du Midi* reprennent leur parution momentanément interrompue par l'occupation. Mais beaucoup sont issus de la presse clandestine de la Résistance. A ce moment, cela se traduit par une floraison de titres : 175 en 1945, contre 75 aujourd'hui.

Cette presse était politiquement marquée. Et bon nombre de titres portent encore des adjectifs tels que « libéré, républicain, républicque, nouveau », etc. Les partis socialiste et communiste, le MRP tentèrent à l'époque, chacun de leur côté, de fonder leurs propres

une presse

Le quotidien régional un seul pub



La presse régionale en France constitue un pôle d'information qui s'insère profondément dans la vie des villes, des villages, bourgades et cantons les plus reculés. Sur ce point, ni la radio ni la TV ne peuvent lui faire concurrence, ne serait-ce que par la quantité d'heures d'antenne qui seraient nécessaires pour organiser l'ensemble des informations qui constituent la trame de l'existence de tous les jours d'une province.

Si le quotidien régional disparaît, c'est tout un réseau de communications, de relations sociales et affectives dans la collectivité restreinte qui disparaît. Ce phénomène peut se vérifier lors de chaque interruption prolongée de la parution d'un quotidien dans sa province.

Par exemple, lors de la grève de plusieurs semaines des journalistes de Sud-Ouest, en février 1971, toute la région a été perturbée. De nombreuses difficultés ont surgi dans la vie pratique. Les commissariats de police ont été inondés de coups de téléphone : où trouver le médecin de garde, la pharmacie ouverte durant le week-end ?

Quant à la vie administrative, elle a buté aussi sur des complications. Cette période correspondant à celle de la remise des déclarations d'impôts, les habitants de cette région n'ont pas pu se voir rappeler à quelle perception, selon le quartier, il convenait d'adresser les formulaires. Dans les campagnes, le vétérinaire qui se déplaçait pour la vaccination

Des journaux très implantés

Le quotidien de province rend compte de l'ensemble de l'activité d'une région, bien sûr, mais aussi des grandes villes et des plus petites localités.

La Dépêche du Midi sort chaque matin 22 éditions. *L'Alsace* publie 22 éditions dont 11 en français et 10 en bilingue. Le groupe *Dauphiné Libéré-Progrès de Lyon* publie lui 64 éditions locales. *Ouest-France* publie 44 éditions dans 12 départements, couplées avec celles d'autres journaux : *Le Télégramme*, *Presse-Océan* et *L'Eclair*.

De plus, le quotidien régional possède un réseau de diffusion très étendu que n'a pas la presse nationale. Le port à domicile en est un exemple répandu. Grâce à ce système, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* assurent 85 % de leurs ventes et ont un taux d'invendus de l'ordre de 6 % du tirage.

Grâce à un grand nombre de correspondants locaux qui exer-

cent ainsi une seconde profession pour le quotidien, celui-ci assure des informations détaillées sur la vie de chaque commune : réunion d'associations, bals, actualité sportive et matchs inter-communaux, parfois même les mariages qui ont eu lieu, avec le résultat de la quête ! C'est toutes sortes de renseignements utiles qui sont donnés : communiqués des conseils municipaux, réglementations de la pêche et de la chasse, changements apportés aux lignes et horaires des cars, foires et marchés... Sans compter l'annonce des spectacles et manifestations culturelles locales.

De ce point de vue, le quotidien régional est souvent la seule source d'information locale détaillée. Et l'on peut constater que, sur ce plan, la presse de province est une réelle réussite à la fois technique et journalistique.

populaire capitaliste

tidien
nal :
ervice
lic



des porcs trouvait souvent devant lui des paysans qui n'avaient pas pu être prévenus par la presse locale.

Même la vie culturelle a été compromise durant toute cette période. Par exemple, les directeurs de cinéma se sont plaints d'avoir perdu entre 40 % et 50 % de leur recette ordinaire. L'assistance s'est également raréfiée dans les salles de concert, dans les galeries de tableaux et dans les rencontres sportives locales.

Et enfin, toute la vie économique a subi, peu ou prou, les contre-coups financiers d'une telle situation. Les acquéreurs de nouveaux véhicules attendaient la parution de petites annonces pour commencer leur prospection, les agences spécialisées dans l'immobilier ont

perdu la moitié de leur clientèle, particulièrement en ce qui concerne les locations. Quant aux grands magasins, ils ont vu diminuer l'afflux de leurs visiteurs dans cette saison, les grandes braderies à Bordeaux. Ces braderies et la nomenclature des articles soldés ne pouvant utiliser le quotidien régional pour en faire un événement publicitaire, sont passées presque inaperçues.

Quant aux demandeurs d'emplois, aucun service social existant ne pouvait offrir le service considérable apporté par la feuille des petites annonces d'offres d'emplois.

C'est donc un véritable rôle de service public que remplissent les quotidiens régionaux. Et c'est finalement ce qui fait leur force, et leur implantation.

● Pour les associations, partis et organisations, des possibilités d'expression relatives

La plupart des quotidiens régionaux réservent, dans les pages locales, une place aux communiqués d'organisations, associations ou partis politiques. Annonces de réunions, communiqués de protestations, prises de positions, informations de toutes sortes, cette rubrique relate et exprime ainsi la vie politique ou l'absence de vie politique de la localité.

Mais dans la pratique, il n'est pas rare que des communiqués soient tronqués ou parfois même tout simplement « omis » sous prétexte que, ce type de parution étant gratuite, il faut subir des impératifs prioritaires tels que le manque de place ou l'importance de l'information. Il semble évident que la censure intervient aussi. Mais elle n'est pas automatiquement fonction de critères politiques généraux mais

plutôt de situations politiques locales ou de l'humeur personnelle de tel ou tel rédacteur.

Compte tenu de ces limites, il reste que les rubriques « vie sociale » et « vie politique » ne permettent pas seulement au journal de se donner à peu de frais un visage démocratique. Il s'agit aussi d'un service qui est rendu ainsi, quand l'information passe, aux lecteurs aussi bien qu'aux organisations. Non seulement ces rubriques informent d'une certaine activité, mais en plus il n'est pas rare que des communiqués tiennent lieu de véritables bulletins intérieurs pour certaines organisations. Ainsi, des annotations en fin de communiqué telles que : « cet avis tient lieu de convocation » ou « présence indispensable » évitent à bien des organisations de faire un courrier à chaque membre.

Une presse qui se concentre

	1946	1973
Province	175	80
Paris	32	10

En 1892, 69 villes de province publiaient plusieurs quotidiens concurrents.

En 1973, ce n'est plus le cas que dans quinze villes.

En 1976, il n'existe de journaux concurrents que dans huit villes. Vingt-deux quotidiens de province ont un tirage supérieur à 100.000 exemplaires.

Soixante-six quotidiens de province ont un tirage inférieur à 100.000 exemplaires. Sur ces soixante-six titres :

— 25 sont complètement indépendants ;

— 12 ne participent à aucun regroupement publicitaire ;

— 16 sont contrôlés par d'autres journaux mais conservent leur autonomie rédactionnelle ;

— 3 titres contrôlés par d'autres journaux ont avec eux des pages communes ;

— 3 titres, quoique non contrôlés par d'autres quotidiens, reprennent certaines de leurs pages ;

— 19 titres ne sont que les noms d'éditions locales d'autres journaux.

De ces trois séries de chiffres, il apparaît qu'à l'image de la presse nationale, la presse de province se concentre. Mais celle-ci se concentre d'une manière particulière et différente de la presse nationale. En ce qui concerne la presse de province, les « batailles » financièrement meurtrières pour la prédominance sur un département font partie de son passé. La bataille entre Nice-Matin et Le Provençal de Marseille pour Toulon est, en la matière, une des dernières. Ces « batailles », que l'on retrouve actuellement dans la presse nationale et qui sont un facteur de concentration par l'élimination du ou des concurrents les plus fragiles, n'existent plus en province. La concentration de la presse quotidienne de province suit une autre voie.

En huit ans (1967-1975), treize titres de journaux de province ont disparu. En trente ans, c'est plus de cent titres qui ont disparu, plus de trois par an. Par

contre, le tirage est resté stable (autour de 7 millions d'exemplaires avec une légère tendance à l'augmentation). C'est qu'en province, le processus de concentration a pris de l'ampleur avec un peu de retard sur la presse nationale.

Ce que l'on voit en province, c'est un partage des zones de distribution, la constitution petit à petit de zones géographiques de diffusion monopolisées par un quotidien, ou une mise en commun des recettes publicitaires. C'est-à-dire qu'il s'agit plutôt de conclure des « petits Yaltas » de la presse, selon le mot d'un directeur de journal, des accords de non-ingérence. On passe des traités de collaboration, des accords publicitaires d'abord. Ces accords deviennent ensuite techniques et enfin rédactionnels. Puis on arrive à la fusion pure et simple. Ainsi, l'accord entre le Progrès de Lyon et Le Dauphiné Libéré, passé en 1966, diminuait le nombre des agences locales de 104 à 52 et celui des imprimeries de 4 à 1, avec le licenciement de 130 employés.

● Une presse dépendante de la publicité

Le processus de concentration de la presse régionale se manifeste par les ententes publicitaires. Celles-ci se sont surtout développées dans les années 60 et en particulier 1966, époque où l'idée d'introduire la publicité de marque à la télévision prit forme. Pour les quotidiens de province, il fallait s'associer pour faire front aux annonceurs publicitaires et augmenter l'efficacité en tant que supports de publicité. Il était inconcevable de vouloir faire de la publicité auprès des Toulousains sans passer par *La Dépêche du Midi*, des Bordelais sans passer par *Sud-Ouest*, des Bretons sans passer par *Ouest-France*. De ce point de vue, les annonceurs publicitaires se trouvent face à un interlocuteur qui a souvent son poids

encore renforcé par des accords le liant à un quotidien d'une autre province. C'est ainsi que, par exemple, *La Dépêche du Midi* et *Le Midi Libre* ont une agence de publicité commune qui offre aux annonceurs la surface de deux quotidiens.

Ceci étant dit, la presse quotidienne de province, comme la presse nationale, est étroitement dépendante de la publicité. Elle représente un pourcentage important des recettes du journal (44 % pour le groupe *Centre-Presse*, 35 % pour *la Montagne*, 55 % pour *Nice-Matin*, *Le Provençal*, 54 % pour *Le Républicain Lorrain*, 50 % pour *La Voix du Nord*).

D'autre part, 65 % de la pu-

blicité faite dans les journaux de province est de la publicité locale et 35 % de la publicité nationale. C'est une garantie que ne peuvent avoir les quotidiens parisiens par rapport à la concurrence de la télévision. Les commerçants de Lyon ou ceux de Nantes qui veulent annoncer l'ouverture d'un nouveau magasin dans leur ville, ou simplement l'ouverture de la saison des soldes, ne s'adresseront ni au *Figaro*, ni au *Monde* et encore moins à la télévision, à cause notamment de ses tarifs prohibitifs. Ils s'adresseront, tout « naturellement », au support le plus efficace : le quotidien local. Ceci représente pour la presse de province un apport financier notable que n'a pas la presse nationale.

● Des techniques nouvelles

La situation de monopole de certains quotidiens de province, outre une situation idéale face aux annonceurs publicitaires, leur assure une clientèle assurée. C'est ainsi qu'à Toulouse, Bordeaux, Lyon, le lecteur n'a guère le choix. « Le » journal (on l'appelle rarement par son nom parce qu'il est évident que c'est de lui qu'il s'agit, il est le seul) lui est imposé s'il veut être au courant de l'actualité locale.

Ces deux avantages liés à leur position de monopole font que les quotidiens de province se portent mieux que les quotidiens parisiens. Mais la presse quotidienne de province a d'autres avantages par rapport à la presse nationale, qui en font une marchandise rentable. D'une part, la

concentration « pacifique » de la presse de province est synonyme de rationalisation, de rentabilisation aux moindres frais. On l'a vu par l'exemple de la fusion du *Progrès de Lyon* avec *Le Dauphiné Libéré*.

Mais d'autre part, bien souvent, la composition et l'impression des quotidiens de province sont très en avance sur les quotidiens nationaux. Par exemple, ce sont les grands quotidiens de province qui, les premiers, ont introduit en France la composition assistée d'un ordinateur : *Paris-Normandie*, puis *Le Midi Libre*, *Le Provençal*, etc. Cette technique permet d'une part une accélération de la composition, tout en nécessitant une qualifica-

tion moindre du personnel et, d'autre part, une décentralisation accrue des rédactions. Les grands quotidiens de province qui ont adopté ce système, outre l'avantage dû à la rationalisation, peuvent avoir dans chaque ville importante de leur zone de diffusion une agence locale envoyant ses textes par télex à l'imprimerie centrale. Ces textes, programmés sous forme de bandes perforées par l'imprimerie centrale sont ensuite envoyés dans les imprimeries locales qui n'ont plus qu'à décoder la bande et s'en servir pour l'impression. Il s'ensuit une plus grande rapidité et une meilleure qualité de l'information locale qui entraîne souvent une augmentation des ventes.

● Des salaires avantageux... pour les patrons

Une des causes — entre d'autres — du conflit entre *Le Parisien libéré* et les travailleurs du Syndicat du Livre était la décision d'Amaury, patron du *Parisien*, d'appliquer à ses ouvriers le niveau des salaires provin-

ciaux. Car bien que travaillant à Paris, ils impriment des éditions régionales du *Parisien libéré*.

Car en province, les salaires des travailleurs de la presse sont moins élevés qu'à Paris. Par exemple : le service de jour du

typo-lino est payé en province 70,11 F. A Paris, il est payé 112,08 francs (chiffres au 1^{er}-7-76).

Ceci bien sûr fait partie des avantages qu'ont les directions des journaux de province pour l'équilibre de leur budget.

dossier

la presse régionale

Les groupes de presse en province

GRUPE AMAURY :

- Le Courrier de l'Ouest (Angers).
- Le Maine Libre (Le Mans).
- Le Progrès de l'Oise (hebdomadaire).

PLUS :

- Le Parisien libéré.
- L'Equipe.

HERSANT :

- Centre Presse (résultat de l'absorption de 12 quotidiens du Centre en 1950 et 1960).
- L'Eclair (Nantes).
- La Liberté du Morbihan.
- Nord-Matin.
- Le Havre Presse.
- La Nouvelle République des Pyrénées.
- Paris-Normandie.
- Nord-Eclair.

PLUS :

- Le Figaro.
- France-Soir.

PLUS :

- Action Républicaine (3 hebdomadaires).
- L'Indépendant Honfleurais.
- Le Progrès du Littoral.

ENTREPRISE DE PRESSE N° 1 :

- Le Progrès (Lyon).
- Le Dauphiné Libéré (Grenoble).
- La Tribune.
- L'Espoir.

— La Dépêche

- (Saint-Etienne).
- L'Echo La Liberté (Lyon).
- Dernière Heure Lyonnaise.

Ces trois derniers titres devaient disparaître pour laisser place à un nouveau quotidien favorable à la majorité.

EST REPUBLICAIN (Nancy) :

- L'Est Républicain.
- Le Comtois.
- Les Dépêches du Centre-Ouest.
- Le Bien Public.
- La Haute-Marne Libérée.

SUD-OUEST (Bordeaux) :

- Sud-Ouest.
- La France - La Nouvelle République.
- La Charente Libre (Angoulême).
- Eclair Pyrénées.
- La République des Pyrénées (Pau).

LE PROVENÇAL :

- Le Méridional - La France (Marseille).
- Le Provençal.

PCF :

- L'Echo du Centre.
- La Marseillaise.
- Liberté (Lille).
- La Marseillaise du Berry.

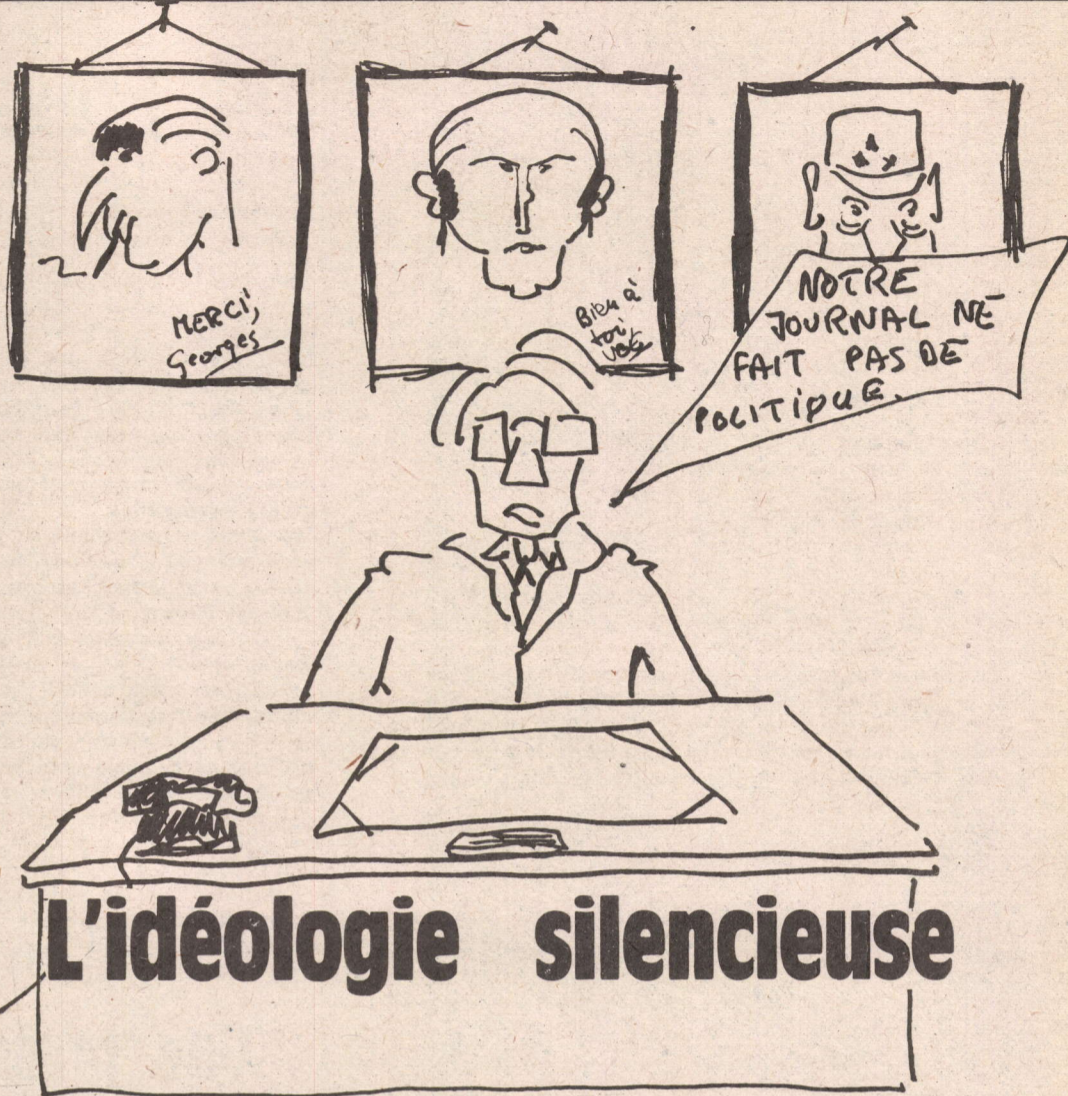


Les quotidiens indépendants

- Ouest-France.
- Le Télégramme de Brest et de l'Ouest.
- La Dépêche du Midi.
- L'Indépendant (Perpignan).

- Midi Libre.
- Nice-Matin.
- La Nouvelle République du Centre-Ouest.
- Le Républicain Lorrain.
- La Voix du Nord.

une presse politique



Actuellement, les journaux de province jouissent, chacun dans leur territoire, d'une situation de monopole. Cette situation ne peut être entretenue qu'en faisant attention à ne choquer aucune couche sociale et à s'allier les notables, maires, industriels, grands propriétaires, évêques et colonels du lieu. C'est ce qui leur donne cette « idéologie silencieuse » faite de « bon sens » et de respect des valeurs établies.

Mais, si les journalistes font attention à ne renvoyer à leurs lecteurs que leur propre image, image qu'ils ont contribué à former, cela ne veut pas dire qu'ils ne développent pas leur idéologie, c'est-à-dire l'idéologie des bourgeois, ni même qu'ils n'aient pas de coloration politique; simplement cette idéologie et cette coloration politique sont le plus souvent implicites. Elles n'en ont que plus de poids et s'imposent au travers d'« évidences » sorties des faits et du bon sens.

Chaque jour, les lecteurs de la presse régionale ont leur ration d'informations édifiantes sur les mérites des notables, directeurs départementaux ou régionaux de l'administration, inspecteurs d'académies et, bien sûr, tous les deux mois, la photo du colonel et des jeunes recrues saluant le drapeau au moment de l'incorporation, suivie des commentaires ad-hoc.

La plupart des journaux de province relèguent la politique à une place secondaire. Il y a dans la plupart de ces journaux un ou deux titres politiques en première page, mais ils renvoient la plupart du temps en page 8 ou 10, bien après tous les échos locaux, les heures des marées ou la liste des châteaux volés dans la journée. On comprend que, dans ces conditions, un journal comme Le Provençal de Marseille puisse être programmé deux jours à l'avance. D'ailleurs Le Provençal, justement, réserve à l'ac-

tualité politique une seule page, la vingt-troisième, c'est-à-dire l'avant-dernière. La dernière page, place de choix, est réservée au cambriolage du jour ou aux faits divers importants.

Cependant, dans l'ensemble, les grands journaux de province abordent quand même l'actualité politique, mais leur souci premier est de ne pas paraître orientés.

Pour caractériser la tendance politique de La Voix du Nord, 5^e quotidien français et 3^e quotidien de province par son tirage, on peut citer Derieux et Texier dans leur ouvrage sur « La Presse Quotidienne Française ».

« A vocation apolitique, journal d'informations régionales, La Voix du Nord, naguère favorable à l'Algérie française, laisse parfois percer des sympathies gaullistes quoique certaines de ses éditions aient une légère coloration socialiste ». On le voit, il y a un sport dans lequel la direction du journal doit exceller, c'est celui du redournement de veste, sport d'ailleurs relativement répandu dans ces journaux.

Aller dans le sens de l'opinion courante, telle est la devise des quotidiens de province, même si tous n'ont pas autant d'avis que d'éditions. Ce souci de ne pas choquer le lecteur apparaît jusque dans la mise en page des articles. Elle est faite de façon souvent symétrique entre le « pour » et le « contre ». Par exemple Le Dauphiné Libéré du dimanche 19 mai 1974, jour du scrutin du deuxième tour des élections présidentielles, avait pour première page les photos avec autographes des deux candidats. La veille déjà, la première page était coupée en deux, chacune des deux moitiés étant consacrée aux informations relatives à chaque candidat. De même, les caricatures attaquaient toujours les deux can-

didats en même temps.

Ces élections étaient particulièrement propices à cette présentation très égale puisque, les sondages l'indiquaient déjà, les deux candidats étaient très proches... dans toutes les régions, ce qui a son importance ! Et puis, tout compte fait, les deux candidats étaient des candidats bourgeois, « sachant délaissier la polémique », « rester courtois entre eux et trouver la dignité du ton », comme l'écrivait Les Dernières Nouvelles d'Alsace.

Cependant, pour subtiles qu'elles soient, les méthodes pour soutenir dans l'opinion tel ou tel candidat n'en apparaissent pas moins à l'occasion. Ainsi, le 14 mai 1974, Le Dauphiné Libéré titrait : « Nombreux ralliements à la candidature de Giscard » et le 16 « Dernier appel des deux candidats, 100 000 personnes à Paris pour Giscard ». Les Dernières Nouvelles d'Alsace, dans leur compte-rendu de la campagne électorale, expliquent qu'« au certain romantisme de la gauche succédait le « raisonnable » de Giscard ». Plus avant dans leur article, elles avaient pris soin d'expliquer que « L'homme clé » pour l'autoroute vers l'Est est Giscard ». Presse-Océan et L'Eclair, qui sont les mêmes journaux avec des titres différents, n'ont jamais pris position une seule fois pour ou contre l'un ou l'autre candidat, mais plusieurs tribunes de première page ont été faites par des hommes de la majorité, des ministres, et aucun par des hommes de gauche connus. Cela n'est pas étonnant quand on sait que le « grand » homme de ces quotidiens est André Morice.

Les grands quotidiens de province savent donc à la fois faire des concessions à l'esprit de « juste milieu », au particularisme provincial, et sortir de leurs limites pour aborder les problèmes politiques de façon « responsable ».

«sans opinions»

L'ascension d'un magnat de la presse : Robert Hersant

Le principal magnat de la presse française est aujourd'hui Robert Hersant, qui a fait parler de lui, il y a peu, en rachetant Le Figaro et France-Soir...

Hersant peut se vanter d'avoir créé un empire de presse. Même s'il oublie de mentionner lorsque, comme cela lui arrive souvent, il fait son autobiographie, la création du mouvement « Jeune Front » et de son journal « Jeunes Forces » en 1940, qu'il affirme avoir quitté au bout de trois semaines à cause de son orientation politique, mais qui lui valut en 1947 dix ans d'« indignité nationale ».

Erreur de jeunesse. Car parvenu à un âge plus mûr, Hersant se lance dans des affaires plus sérieuses et plus solides. En 1950, il crée l'Auto-journal. Des enquêtes-choc, du culot à revendre (il se procure les plans de la D.S. 19 que Citroën prépare en secret et les publie) lui permettent de dépasser ses ventes en 4 ans (300 000 exem-

plaires vendus en 1954).

Hersant diversifie sa presse spécialisée (revues de chasse, de bateaux comme Yachting puis s'attaque aux petits quotidiens de province nés dans l'après-guerre et qui sont au bord de la faillite. Il les rachète, utilise habilement la loi fiscale qui exonère d'impôts les bénéfices des entreprises de presse à condition qu'ils soient utilisés avant cinq ans dans les biens d'équipements, et crée, par une concentration systématique, des quotidiens régionaux plus importants, tel Centre-Presse qui résulte de la fusion de onze petits journaux régionaux.

Ces « sauvetages » de journaux en péril, à coups de restructuration et de licenciements, sont présentés par Hersant comme des mesures de salut public et de défense de la liberté de presse.

En 1971, il possède déjà plus d'une dizaine de revues et presque autant de quotidiens. Il

s'attaque alors à Paris-Normandie qui, lui, est un quotidien prospère. Il s'en prend aux « gauchistes » de Paris-Normandie, aux journalistes prêts selon lui à instaurer un « soviét » parce qu'ils s'opposent au rachat de leur journal par le groupe Hersant. Il déclare qu'il ne s'agit pas de tolérer une liberté de presse sans limites. En 1972, sa prise de possession de Paris-Normandie est achevée. En juillet 1975, il rachète Le Figaro, puis France-Soir en août 1976, deux quotidiens qui sont loin d'être en faillite.

Hersant possède donc aujourd'hui une trentaine de publications, presque autant d'imprimeries, une agence de presse (AGPI), une agence de publicité (Publprint). Des milliers de personnes travaillent pour lui; des millions lisent sa presse.

Telle est donc l'irrésistible ascension de Robert Hersant.

Une ascension qui, contrairement à ce qu'il dit lui-même, doit tout... au monde de la politique et des affaires.



Quand Hersant "normandise"

Vraiment qui peut avoir peur d'un homme pareil, véritable « St-Bernard » de la presse ayant toujours la réponse... financière au problème. Mais laissons parler un de ces 500 journalistes fous de joie de travailler avec un patron aussi compréhensif.

En 1972, Hersant achète Paris-Normandie. Il doit dès le début affronter l'opposition de la majorité des journalistes qui se traduit par une grève d'un mois. Depuis, Hersant, qui est député de la majorité, a racheté de nombreux journaux pour compléter son empire. Récemment par exemple Le Figaro et France-Soir.

Pour faire de tous ces journaux qu'il possède des organes directs du pouvoir (Lecanuet dit que Paris-Normandie est

son journal), il se débarrasse des journalistes qui le gênent. C'est ce qu'il vient de faire à Paris-Normandie en en licenciant dix. Nous avons rencontré l'un d'entre eux.

LO : Pourquoi ces licenciements ?

— « Le combat syndical soutenu contre Hersant depuis 1972 l'a profondément irrité. A l'approche des municipales et des législatives, il veut la tranquillité, donc il frappe. Depuis 1972, plus de 50 % des journalistes ont été contraints de quitter le journal. Pour nous, Hersant aurait préféré un accord amiable. Nous avons refusé. On nous a donc réuni pour nous dire à peu près : « Ou vous admettez qu'Hersant dirige, ou vous partez ». De plus, l'arrivée d'un nouveau rédac-

teur en chef, J. Miot, bien connu au Havre pour ses idées de droite sinon plus (il est l'auteur d'un article intitulé « Au Chili, l'armée a fait son devoir ») a aggravé la situation. Nous avons écrit à la direction pour protester. Mais de toute façon il devenait de plus en plus difficile de lutter à l'intérieur, la lassitude a émoussé la combativité des rédacteurs.

Et puis la CGT du Livre ne nous a pas apporté toute la solidarité nécessaire. Pour elle, les journalistes ont des objectifs politiques qui remettent en cause l'emploi en risquant la fermeture du journal. En fait, c'est Hersant qui liquide Paris-Normandie. Depuis son arrivée, le capital social a pratiquement fondu, le journal se vend moins, des biens sont hypothé-

qués. La société va sans doute être dissoute, ce qui évitera de déposer le bilan.

LO : Que va devenir Paris-Normandie ?

— « Hersant veut développer Le Figaro dans toute la France en faisant des éditions régionales. Paris-Normandie sera absorbé par Le Figaro et deviendra son appendice régional. Ce sera le premier essai d'Hersant. Après, il s'attaquera aux autres quotidiens régionaux qu'il possède. On se demande ce qui se passera dans le Nord où l'un d'entre eux est dirigé par un membre du Parti Socialiste. Il se servira de son agence de presse, l'AGPI, où les journalistes ont été pour la plupart recrutés en fonction de leurs idées politiques à droite.

LES QUOTIDIENS DU PCF EN PROVINCE

Depuis la « Libération », le PCF a perdu la majorité de ses journaux et de ses imprimeries en province; actuellement il lui reste trois grands quotidiens.

La Marseillaise

Imprimée à Marseille, elle tire à 55 000 exemplaires et publie dix-huit éditions régionales. Elle est distribuée dans les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse, les Bases et les Hautes-Alpes, l'Ardèche, le Gard, l'Hérault, la Corse et la Drôme.

De ce quotidien du matin dépend Le Petit Varois, qui tire lui à 20 000 exemplaires et est distribué dans le Var.

L'Echo du Centre

L'Echo du Centre est imprimé à Limoges. Il tire à 34 000 exemplaires par jour, répartis en six éditions diffusées dans la Haute-Vienne, la Dordogne, la Corrèze, la Creuse, la Charente et l'Allier. L'Echo du Centre « contrôle » La Marseillaise du Berry qui diffuse dans l'Indre et a un tirage de 13 000 exemplaires.

Liberté

Liberté est imprimé à Lille, son tirage moyen est de 28 000 exemplaires. Il publie dix-huit éditions dont onze pour le département du Nord.

Ainsi au total, le Parti Communiste imprime 120 000 exemplaires de ses quotidiens de province, en vend environ 100 000 chaque jour dans une vingtaine de départements. Il faut bien sûr ajouter à cela les exemplaires de L'Humanité vendus en province. Un effort a été fait en vue de cette diffusion, puisqu'à 5 ou 6 heures du matin, L'Humanité du jour même peut être vendue dans une ville aussi éloignée de Paris que Toulouse.

Les journaux de la gauche non communiste

Le Provençal

Le Provençal, qui tire à 211 000 exemplaires, se réclame ouvertement du Parti Socialiste. Son président directeur général est Gaston Defferre, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et maire de Marseille.

Le Provençal porte en exergue cette mention : « Le plus fort tirage et la plus forte vente des journaux du Sud-Est, journal des patriotes socialistes et républicains ».

Nord Matin

Nord Matin à Lille, qui a 125 000 lecteurs, proclame lui aussi son appartenance au courant socialiste puisqu'il le sous-titre : « Journal de la démocratie socialiste ».

Mais depuis le 20 novembre 1967, il est entre les mains de Hersant, par ailleurs député qui soutient la majorité. Cela n'empêche quand même pas Augustin Laurent, du Parti Socialiste, d'en être le directeur politique.

Quand on connaît la bataille qu'ont dû mener les journalistes de Paris-Normandie (cf.

l'interview ci-dessus) on imagine assez bien l'étroitesse des possibilités politiques qu'implique ce genre de parrainage, mais il faut croire que l'on peut être un dirigeant du Parti Socialiste et s'en accommoder.

La Dépêche du Midi

La Dépêche du Midi, imprimée à Toulouse, ne semble pas pour sa part devoir tomber entre les mains d'un grand financier.

Fondée en 1870, et alors radicale-socialiste, héritière de la franc-maçonnerie et défenseur de la laïcité, elle eut Jaurès, Clémenceau et Boncourt comme collaborateurs. Maurice Sarraut puis Albert Sarraut donnèrent cette orientation « radicale » que la famille Baylet lui a conservée jusqu'à maintenant.

Evelyn Baylet, son P-DG actuel, est influente parmi les radicaux de gauche; aussi La Dépêche du Midi soutient-elle le Programme commun et plus encore les candidats radicaux de gauche aux élections. C'est ainsi que, lors des dernières élections cantonales, il y eut de

grands articles pour soutenir les candidatures des radicaux de gauche de la région Midi-Pyrénées. Cela ne semble pas d'ailleurs leur avoir apporté beaucoup de voix.

C'est un des rares journaux à avoir une orientation politique précise et claire; et il fut l'un des seuls quotidiens non communistes du pays à s'opposer au gaullisme. Les éditoriaux de Joseph Barsalou stigmatisaient alors le pouvoir personnel du général et défendaient le parlement.

Il n'est pas inintéressant de voir ce que disait un journal de gauche comme La Dépêche pendant la guerre d'Algérie. Ce journal avait ouvert une rubrique régulière où l'on voyait un groupe de soldats, de la région bien sûr, stationné en Algérie, et ces militaires envoyaient leur bonjour à leur famille. Une manière comme une autre de soutenir la sale guerre.

Midi Libre

Il est bien difficile de placer Le Midi Libre de Montpellier parmi les journaux de gauche. Rien n'indique une tel-

le orientation quand on le lit.

S'ils devaient lui donner une coloration politique, les Montpellierins le classeraient plutôt à droite, au service du maire UDR, monsieur Delmas. C'est pourquoi ils sont toujours étonnés lorsqu'ils apprennent la composition du conseil d'administration.

En effet, à côté du P-DG M. Buffon, qui ne se réclame d'aucun parti politique, on trouve MM. Bene, président socialiste du Conseil général de l'Hérault, Alies, député socialiste, Bernard, maire socialiste d'un village de la région, et M. Marchal qui, lui, n'est pas marqué politiquement.

Il s'agit pour les élus locaux socialistes non pas de parrainer des journaux de gauche, encore moins de faire de la propagande socialiste, mais tout simplement de se placer le mieux possible dans la course aux sièges. Et quoi de plus satisfaisant à cet égard qu'une place de choix dans le conseil d'administration du quotidien local, on n'est en fait jamais si bien servi que par soi-même.

dossier

la presse régionale

L'avenir capitaliste

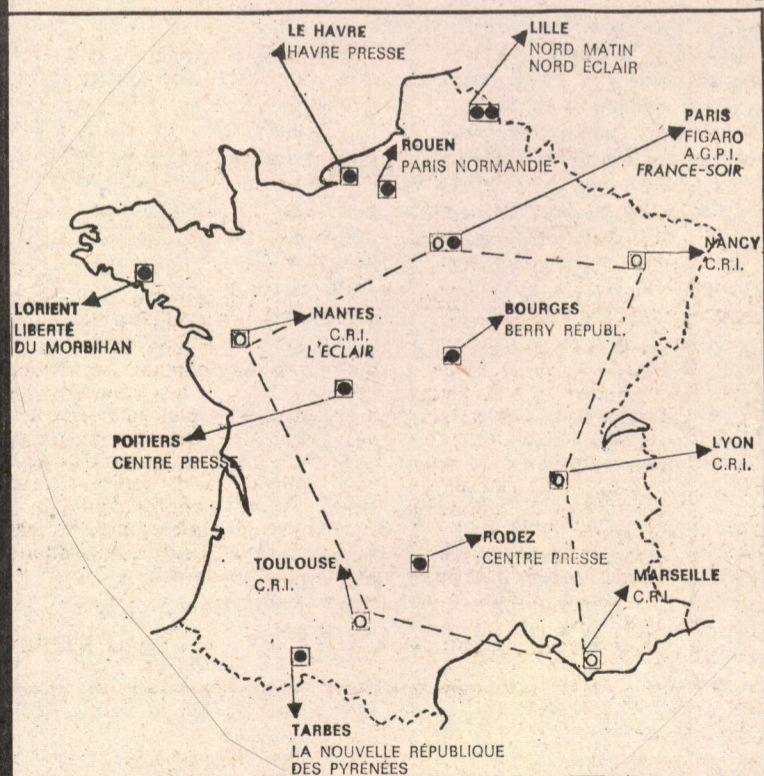
L'avenir proche de quelques quotidiens de province éclaire assez bien ce que comptent offrir les capitalistes au public de province.

Robert Hersant, député républicain indépendant, vient d'annoncer ses buts. Il veut faire régner **Le Figaro** :

- dans l'Ile-de-France,
- dans la Normandie,
- dans la région de Poitiers-Bourges,
- dans la basse Bretagne,
- dans le Nord-Pas-de-Calais,
- dans le sud à partir de Tarbes.

Tout cela en fusionnant les quotidiens régionaux qu'il contrôle (Paris Normandie, Nord Eclair, Nord Matin, Berry Républicain, La République des Pyrénées) avec le Figaro.

Ainsi, près de cinq millions de lecteurs vont être soumis à l'information de l'AGPI, agence de presse appartenant à Hersant. Or, d'après le journal du Parti Communiste Liberté, « en remontant ces fils, on aboutit au centre de la toile à une araignée vorace dont les mandibules s'appellent Paribas et la Financière de Suez... »



Sur la carte ci-dessus, les quotidiens dont Hersant est propriétaire sont marqués d'un point noir et ses imprimeries décentralisées (ou « centres régionaux d'impression ») sont marquées d'un point blanc. On le voit, aucune région n'échappe à la toile d'araignée.

C'est la technique du fac-similé qui a permis à cette conquête du marché national de prendre toute son ampleur. La politique des NMPP, qui réduisent de plus en plus leur service de distribution quotidienne, oblige la plupart des quotidiens parisiens à se faire imprimer en fac-similé en province, ce qui grève encore des budgets qui sont déjà en déficit. Bien entendu, le fait que le Figaro soit en vente à la même heure que la Dépêche du Midi le matin à Toulouse ne concurrencera pas dans l'immédiat la Dépêche du Midi. Mais c'est tout de même une condition indispensable si demain Hersant veut prendre du poids à l'échelle locale, en ajoutant au Figaro une ou deux pages d'information locale.

Mais il faut remarquer que les grands journaux de province ont de l'avance puisque, pour certains d'entre eux, les procédés d'impression à distance entre les imprimeries des grandes villes de la région de diffusion existent déjà depuis des années.

l'avenir

Quotidiens régionaux et socialisme

Aujourd'hui, les quotidiens régionaux remplissent un rôle d'information sur des problèmes qui constituent la vie de leurs millions de lecteurs. Mais ils le font avec une médiocre qualité culturelle, ressassent souvent les préjugés de leurs lecteurs et ne s'aventurent pas au-delà des idées dominantes, ce dont bon nombre de lecteurs se rendent compte.

La société socialiste sera la participation de toute la population aux affaires, et avant tout les plus modestes, les plus locales. Vulgarisateur et tribune de discussion des habitants d'une localité, pour toutes les décisions en

matière d'équipement, d'urbanisme, d'industrie, il sera un instrument de la démocratie socialiste. Parce qu'il parlera des problèmes locaux, il sera un intermédiaire précieux entre les travailleurs des villes et des campagnes. Ce sera aussi un propagandiste de premier plan s'il a su provoquer l'intérêt et gagner la confiance des populations : il pourra diffuser la culture, élever le niveau de conscience et combattre préjugés et superstitions qui font la fortune des guérisseurs et des prêtres... Il portera, aux côtés d'autres instruments d'information, la comparaison avec d'autres pays, d'autres contrées, annonçant à la femme

des campagnes qu'il est de ses sœurs qui sont à l'égal des hommes, avec les mêmes responsabilités ; que la sécheresse qui sévit un été ne se combat pas par des processions ; qu'il existe des lois qui protègent les petites gens et que l'Etat ouvrier est précisément au service des petites gens.

La presse pourra jouer ce rôle, parce que précisément les travailleurs enlèveront aux financiers, aux notables, le droit de parler en leur nom. Toute association, tout individu aura les moyens d'user d'un droit que la société capitaliste reconnaît aux seuls riches : celui de savoir, et de donner son point de vue.

La démocratie socialiste : le peuple en armes et les moyens d'information

Le pouvoir des travailleurs reposera sur l'initiative populaire qui remplacera hauts fonctionnaires et professionnels du pouvoir par le pouvoir des comités d'usines, de quartiers, etc.

Aujourd'hui, en matière d'affaires communales, il existe des simulacres de consultation des intéressés. Par exemple, à propos de travaux d'équipement, on placarde sur les murs une affiche qui annonce une enquête « Commodo et incommodo ». Suffisamment rébar-

batives et illisibles pour décourager le citoyen curieux, elles ont pour complément des dossiers ouverts au public, à des heures où tout le monde travaille. Après un délai, on clôt l'enquête. Voilà pour la démocratie, la place est libre pour les entrepreneurs et fournisseurs...

Le quotidien local pourra développer, en faisant appel aux spécialistes et aux gens concernés, l'ensemble des tenants et aboutissants d'un projet d'équipement. Il sera une tribune de discussion

sur la commodité ou l'incommodité d'un projet.

Les problèmes immédiats des gens sont aujourd'hui sans intérêt parce que, même pour leur ligne de bus, par exemple, on refuse le droit de demander des améliorations aux usagers. Demain, la vie locale familière sera avec la science, l'art et surtout avec la liberté de décider de son sort. Pris en mains directement par ses lecteurs, ses usagers, le quotidien local sera un outil de l'exercice de la démocratie.

Un développement formidable des techniques et de la communication sociale

Le quotidien local est un instrument souple parce qu'il peut toucher tous les habitants d'une localité ou d'une région. Mais il est aussi des problèmes qui n'auront pas besoin de monopoliser des pages. Dans certains quartiers périphériques de la région parisienne, il existe des installations de télévision par câble. Cela peut être par exemple un outil commode pour la diffusion de nouvelles, de créations culturelles, des membres d'une petite collectivité. De même que, bien classiquement, des panneaux d'affichage au pied d'un immeuble, à un carrefour, porteront un débat ou

une suggestion sur la place publique. Les citoyens de la société socialiste sauront utiliser toutes les ressources de la technique pour que la communauté connaisse un perpétuel bouillonnement de création et d'échange entre tous ses membres.

En supprimant la principale entrave, qui est celle de l'argent, la communication entre les personnes et entre les institutions pourra prendre les formes les plus originales. Du simple tract ronéoté en passant par l'offset et le fac-similé, les gens auront les moyens de contrô-

ler la production elle-même de l'information.

Alors que dans la société actuelle la population reste considérée comme consommatrice de l'information, dans une autre société tous les instruments de communication pourront, si l'on peut, dire communiquer dans les deux sens à la fois ; comme récepteur mais également comme émetteur.

Et ces possibilités étant données, ce n'est pas l'imagination qui manquera aux hommes pour inventer des supports afin de se dire le plus de choses possible sans censure.

Edmond Maire contre la grève générale

Edmond Maire ne veut ni de la grève générale ni de la grève illimitée. Ce n'est pas le moment, a-t-il déclaré, au nom du bureau confédéral de la CFDT.

Pas le moment ? Quand est-ce que ce le sera alors ? Le gouvernement de Raymond Barre s'est donné ouvertement pour but de geler les salaires. Il menace même de prendre des sanctions contre les patrons qui accorderaient des augmentations trop « importantes » à leur personnel. Et pour bien donner l'exemple, le gouvernement a déchiré les prétendus contrats de progrès que l'Etat avait conclus avec ses propres employés du secteur public et nationalisé. Ces contrats n'avaient de progrès que le nom mais ils garantissaient qu'avec un certain retard les salaires suivraient, péniblement, la hausse des prix. Pour Raymond Barre, c'est trop.

Bien plus, alors que le nombre des chômeurs dépasse maintenant le million, le gouvernement a ouvertement encouragé les patrons à licencier. Les patrons n'avaient d'ailleurs pas besoin de cet encouragement, mais il leur donne un prétexte supplémen-

taire pour le faire sans prendre de gants. Un peu partout une vague de licenciements a été annoncée, des 60 effectifs de la Belle Jardinière à Paris aux 15 000 prévus dans la sidérurgie lorraine.

Dans leur salaire, dans leur emploi, tous les travailleurs, sans exception, sont menacés. Mais pour Edmond Maire, ce n'est pas le moment de se défendre ensemble. Quand alors ?

Maire préfère laisser chacun dans son coin, tout seul face au patron qui lui a l'appui non seulement des autres patrons, mais aussi de l'Etat, de ses flics et du gouvernement.

Les dirigeants syndicaux prennent prétexte de l'échec d'un grève de trois mois à la Caisse d'Epargne de Paris pour nous expliquer qu'il faudrait, pour le moment, trouver d'autres formes d'action.

Mais d'abord à qui la faute de l'échec des travailleurs de la Caisse d'Epargne ? N'est-ce pas parce que les directions syndicales nationales n'ont rien fait pour étendre leur combat, qu'elles n'ont même pas cherché à étendre le mouvement aux autres Caisse d'Epargne de province, où les problèmes étaient

exactement les mêmes ?

Et puis quand les directions des grandes centrales syndicales ont-elles tenu un autre langage ? Quand les dirigeants de la CFDT, comme ceux de la CGT d'ailleurs, pour ne pas parler de ceux de FO, ont-ils jamais dit : « Camarades, c'est maintenant le moment d'engager une lutte de toute la classe ouvrière ; puisque les problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés sont des problèmes généraux et sont les mêmes pour tous, il nous faut envisager sérieusement de faire une grève générale et jusqu'à satisfaction. Il nous faut nous y préparer ».

JAMAIS. Ce langage-là, les dirigeants syndicaux ne l'ont jamais tenu. Depuis des dizaines d'années, de Maire, de Ségué ou de leurs prédécesseurs nous n'avons jamais entendu que les mêmes mots : « Ce n'est pas le mo-

ment, il faut attendre, il faut trouver d'autres formes d'action ».

Trouver de nouvelles formes d'action ? La bonne blague : dans le secteur public et nationalisé, la CGT, la CFDT et la FEN proposent pour la fin du mois une semaine d'action échelonnée, c'est-à-dire que les enseignants, les électriciens, les cheminots vont faire une journée d'action sans lendemain, et les uns après les autres.

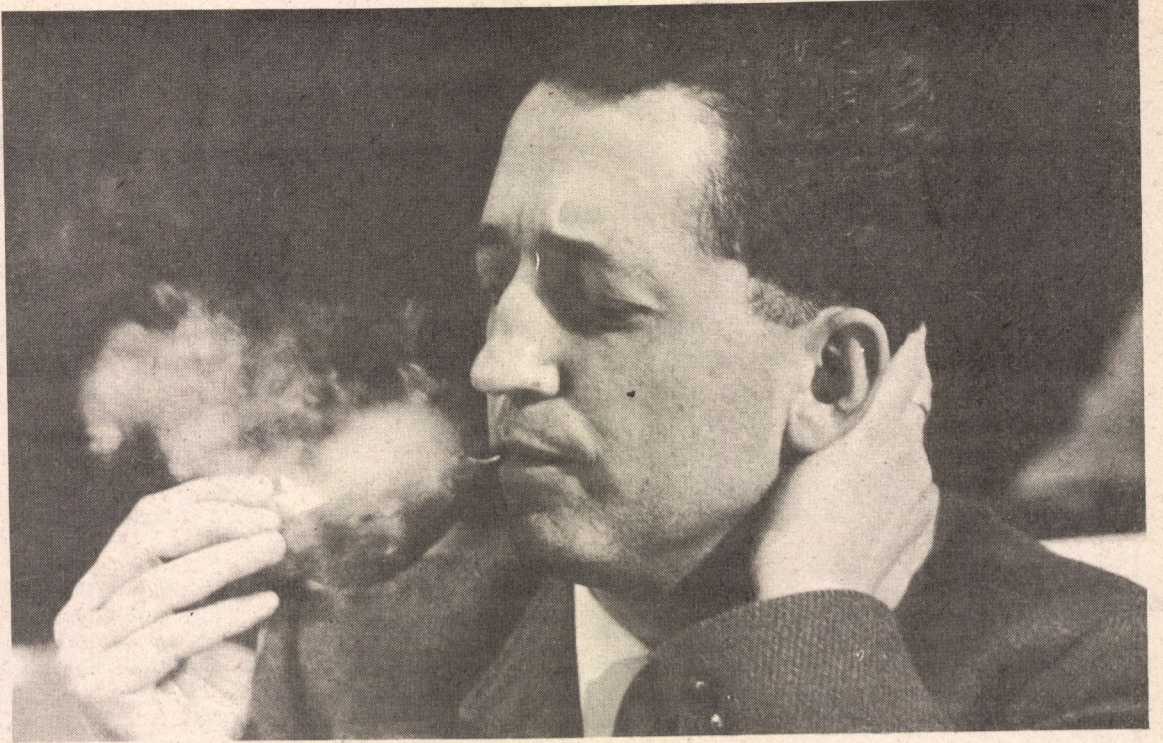
La belle nouveauté ! C'est ce que les syndicats nous proposent et nous font faire depuis des années. Et quand ces formes d'action-là, usées jusqu'à la corde, dont tous les travailleurs ont fait et refait l'expérience, ont-elles payé ?

Quand la classe ouvrière déclenche des mouvements d'ensemble, à chaque fois, comme en Mai 68, com-

me en Juin 36, pour ne parler que des plus fameux, c'est parce que les travailleurs sont entrés en lutte sans se soucier des recommandations et de la stratégie des dirigeants confédéraux.

Les déclarations de Maire nous indiquent que si nous ne voulons pas dans la période qui vient être les victimes de la crise, il faudra une nouvelle fois prendre nous-mêmes notre sort en mains sans tenir compte de la mauvaise volonté des dirigeants syndicaux.

Car, quoi qu'en disent Edmond Maire et consorts, ce qui est à l'ordre du jour contre le front du gouvernement et des patrons, unis dans leur volonté d'imposer l'austérité aux travailleurs, c'est bien un mouvement d'ensemble, c'est bien la grève générale et jusqu'à satisfaction.



Un ministre « social »

M. Beullac, ministre du Travail, vient d'annoncer qu'il veut « décriper les relations sociales ».

Il faut avouer qu'il a pris un bon départ : après ses déclarations justifiant le licenciement des travailleurs par les patrons, il s'est empressé d'appuyer son président pour affirmer qu'il ne fallait pas que les travailleurs fassent de la politique dans les entreprises. Il a même laissé entendre qu'il voulait modifier des

textes permettant aux Comités d'entreprise d'inviter des personnalités politiques pour faire des conférences.

Enfin notre ministre a voulu répondre aux « affirmations sans fondement » selon ses propres termes, selon lesquelles les militants syndicaux seraient sanctionnés, en déclarant que, en 1976, les ministres du Travail successifs, Durafour puis lui-même, n'avaient autorisé le licenciement que de 164 délégués du person-

nel, délégués syndicaux ou délégués au Comité d'établissement (qui bénéficient d'une protection spéciale contre les licenciements), alors qu'ils en auraient refusé 206. Il faut avoir le cynisme d'un ministre du Travail pour s'en vanter.

« Il n'y aura pas de pause dans le progrès social », a-t-il déclaré. Avec sa conception du progrès social, c'est de mauvais augure pour l'avenir !

Laurence VINON.

BARRE AUX PATRONS :

Soyez courageux, refusez les augmentations de salaires

Depuis que Giscard l'a comparé au maréchal Joffre, Barre ne se sent plus. Il témoigne d'une ardeur redoublée dans la bataille de l'austérité. Dans une de ses déclarations, il a exhorté ses troupes patronales à avoir « le courage » de refuser des augmentations de salaire aux travailleurs.

Ce courage-là, les patrons en ont à revendre, Barre pourrait leur distribuer à tous des médailles.

Ce Premier ministre, « meil-

leur économiste », « libéral », a remis la théorie pour adopter le langage trivial du patron de combat, et déclarer la guerre aux salariés. Faire payer les plus faibles, voilà le triomphe que Barre propose aux patrons, mais, à la guerre comme à la guerre, Barre pourrait apprendre qu'il se produit parfois dans le camp adverse des contre-attaques qui bouleversent tous les plans.

Yvette BLONDIN.

SAINT-FOUR :

25 travailleurs immigrés turcs expulsés

Des groupes de policiers avec projecteurs et mitrailleuse au poing, encerclant les baraques de plusieurs chantiers et embarquant à l'aube du lundi 10 janvier vingt-cinq personnes dans des cars de flics, voilà l'opération coup-de-poing de Ponia-towski contre les travailleurs turcs à Saint-Flour, dans le Cantal. Pour l'instant, personne ne sait où ces travailleurs ont été emmenés, et il y a fort à craindre qu'ils ne soient victimes d'une

mesure d'expulsion.

Quel crime ont-ils donc commis ? Ils avaient osé faire une demande officielle à la préfecture pour régulariser leur situation et obtenir des papiers : cartes de travail et cartes de séjour.

Ils étaient embauchés « au noir » pour 1 000 F par mois, en faisant des semaines de 55 heures sur des chantiers, la plupart

n'étant pas non plus déclarés à la Sécurité sociale. Une quinzaine d'entre eux avaient une promesse d'embauche : les patrons s'étaient engagés à leur faire obtenir un contrat de travail, en tout, une trentaine avaient fait leur demande, mais à la préfecture, on leur avait fait comprendre que seuls auraient droit aux papiers ceux qui résideraient en France avant juillet 1974. Au moins deux travailleurs dans ce cas ont été quand même

expulsés.

Fin décembre, un délégué du secrétariat à l'Immigration leur fit savoir, par l'intermédiaire de l'inspection du travail, que s'ils acceptaient de quitter la France tout de suite on leur paierait leur voyage de retour en Turquie en y ajoutant 500 F pour chacun.

Mais, décidés à rester et à obtenir leurs papiers, ils refusèrent. Alors Ponia leur a envoyé ses flics pour les expulser.

Un délégué CFDT réintégré

Un délégué CFDT vient d'être réintégré après deux ans et demi de bataille juridique.

Son licenciement demandé par la direction de l'Union Industrielle et d'Entreprise à Cherbourg, avait été refusé par l'inspection du travail. Le juge des référés ordonnait également sa réintégration. Il a fallu l'intervention du ministre du Travail de l'époque, Durafour, pour qu'il soit finalement licencié en décembre 1974.

D'après la CFDT, c'est le premier délégué syndical réintégré parmi ceux qui ont été licenciés par Durafour. C'est un fait dont on ne peut que se réjouir. En remarquant toutefois que le tribunal lui a accordé une indemnité de... 1 000 F. Deux ans et demi de perte d'emploi, ça ne vaut pas cher !

L.V.

QUATRE MORTS

■ L'une des deux grues géantes (près de 170 mètres de haut) du chantier de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly (Loiret) s'est rompue le mercredi 12 janvier. Sa chute a causé la mort de quatre ouvriers et a fait deux blessés.

Le chantier, où d'immenses tours sont en construction, dont une de 150 mètres, est couvert par des dizaines de grues. Il emploie environ 2 000 tra-

vailleurs du Bâtiment, immigrés pour la plupart, appartenant à plusieurs entreprises.

Voilà les propos recueillis auprès d'un délégué CGT, quelques heures après l'accident :

« A midi moins vingt, la flèche de la grue est tombée. Ils étaient en train de la surélever. C'est pourquoi, en plus du grutier, il y avait un électricien et un mécanicien. Ils sont

morts tous les trois. Deux autres gars qui travaillaient au coffrage, en haut de la tour, ont été touchés (un tué, l'autre grièvement blessé) par la chute de la flèche ».

LO : Le travail s'est arrêté ?

— Oui, personne ne travaille, sauf quelques-uns qui coulent du béton, car cela n'attend pas. Personne n'a eu envie de reprendre le travail, et peut-être

pas demain non plus; l'émotion est très forte.

LO : Comment était assurée la sécurité sur le chantier ?

— La sécurité était très mauvaise, surtout chez Coignet, l'entreprise où a eu lieu l'accident. Déjà, un autre gars est mort il y a deux mois : c'est un panneau de coffrage qui était tombé.

Les grutiers n'ont pas de consignes spéciales pour travailler sur ce grand

chantier; pourtant, c'est plus dangereux qu'un chantier ordinaire. Et ceux qui travaillent en haut, sur la tour, au coffrage, ont 50 centimètres de large pour se déplacer et travailler. En cas de problème, c'est impossible de s'en aller rapidement, ils ne peuvent pas s'écarter.

Nous demandons sans arrêt une meilleure sécurité. Les patrons disent toujours oui, mais rien n'est fait ».

MONIN-ORDURES SERVICE (LYON) :

NON AUX LICENCIEMENTS !

Trois cent cinquante personnes ont défilé dans les rues de Villeurbanne lundi 10 janvier, pour exiger la réintégration des 130 travailleurs immigrés licenciés par Monin pour refus de faire des heures supplémentaires, c'est-à-dire, chez Monin, refus de travailler au-delà des 48 heures prévues.

Le cortège, très dynamique, s'est rendu devant le siège de l'entreprise aux cris de : « 48 heures, c'est assez, du travail pour tous », « travailleurs français, immigrés : solidarité », « Monin, Collomb, complices ». M. Collomb, le nouveau maire de Lyon, avait en effet déclaré qu'il voulait que les ordures soient ramassées par quelque moyen que ce soit.

A l'issue de la manifestation, les travailleurs de chez Monin ont affirmé leur volonté de continuer la lutte pour leur réintégration et la satisfaction de leurs revendications.

Si l'on compare les conditions de travail et d'embauche entre Monin et la Ville de Lyon, il y a en effet de quoi être révolté :

— la ville emploie six chargeurs derrière chaque camion, alors que Monin n'en emploie que quatre et voulait en décembre en supprimer un de plus;

— les travailleurs de chez Monin sont censés faire 6 h-14 h comme horaires de travail alors qu'il leur arrive souvent de rentrer beaucoup plus tard, voire même à 18 h. Officiellement

donc ils font 48 h par semaine, mais ne sont payés que 208 h par mois, ce qui fait un manque de 8 h par mois;

— les heures supplémentaires, quand elles ne sont pas tout simplement supprimées du décompte, sont payées en heures normales;

— souvent ils reçoivent leur paye en deux feuilles pour un mois, pour ne pas faire apparaître les heures supplémentaires;

— et chose rare pour un patron, Monin n'a jamais voulu installer de pointes dans ses dépôts, et peut ainsi contester les heures supplémentaires;

— la charge du travail, aussi, est sans commune mesure avec une tournée de la Ville de Lyon qui

ramasse environ six tonnes un lundi, tandis que ceux de chez Monin, vingt-quatre tonnes;

— le quartier des Brotteaux, qui était fait par la ville avec cinq camions et donc trente-cinq personnes, est assuré par Monin par trois camions, donc douze personnes.

Jeudi 13 janvier, les chargeurs, dont les délégués ne sont même plus convoqués aux réunions du CE par la direction, sont décidés à provoquer le scandale et à alerter plus fort l'opinion publique. Ils sont devant les portes du dépôt pour empêcher les camions de sortir. Et ils sont bien décidés à ne pas baisser les bras devant Monin.

Correspondant LO

CIT ALCATEL :

Un malade qui a encore de bonnes couleurs !

Au Comité central d'entreprise qui vient de se tenir, la direction de la CIT-Alcatel a annoncé son intention de comprimer les effectifs de plusieurs de ses entreprises : les carnets de commandes seraient insuffisamment remplis.

Pour l'usine de Marcq, près de Lille, on a ainsi appris que 150 emplois devraient être supprimés avant la fin de l'année sur l'effectif actuel de 1 370, même si les commandes se maintiennent à un niveau normal. Et si es départs volontaires ne suffisaient pas, des licenciements auraient lieu.

Déjà la direction à Marcq a annoncé qu'elle ne reprenait plus ni les jeunes qui partent au service militaire, ni les travailleurs en longue maladie.

La baisse de travail dans beaucoup d'ateliers — habituelle en cette période — n'avait jamais été aussi forte, surtout au « Bobinage ». Personne ne s'en plaindrait si les salaires ne chutaient pas eux aussi, avec la diminution du nombre de travaux au boni. Ainsi beaucoup d'entre nous sont ramenés à l'heure, c'est-à-dire payés au SMIC.

Pourtant ces sombres perspectives, dans cette branche des téléphones et des transmissions en pleine expansion aussi bien en France qu'à l'étranger, ressemblent fort à un coup de bluff, comme celui de la prétendue pénurie de pétrole.

D'autant plus que, dans cette entreprise dont on nous présente l'avenir comme incertain, les actionnaires eux se portent bien. En 1976, ils se sont partagé 48 millions de francs actuels de bénéfice : de quoi verser un salaire de 2 000 F par mois à plus de 2 000 travailleurs pendant un an !

Correspondant LO

CEUX DU TECHNIQUE

N° 29
VIENT DE PARAÎTRE

Au sommaire, entre autres, un mini-dossier sur le racisme, un article sur le viol et de nombreux échos de CET.

Prix : 0 F 50.

Pour se le procurer, s'adresser à nos militants ou écrire au journal.

Correspondant LO

SOCHAUX :

Des conditions de logement scandaleuses

A Sochaux, jeudi 6 janvier, un incendie a détruit un baraquement en bois comprenant 17 chambres louées à des travailleurs immigrés qui travaillent pour la plupart aux usines Peugeot. Ces travailleurs payaient 50 à 60 F pour un lit et logeaient à deux dans un réduit de deux mètres sur trois mètres. Pour 27 personnes, il y a un WC et deux « lavabos » d'eau froide dans un autre bâtiment... Cela se passe de commentaires. En fait, il s'agissait de clapiers plutôt que de véritables chambres.

Pour parer au froid de ces derniers temps, les ouvriers avaient fait ronfler le poêle à mazout et sous l'effet de la chaleur le baraquement a pris feu. Trois bouteilles de gaz qui se trouvaient à proximité ont explosé. Tout a brûlé, jusqu'à leur dernière chemise.

Ils ont effectivement été relogés... dans la baraque à côté qui est, elle, en béton et où se trouvent le WC et les lavabos. Le propriétaire, quant à lui, ose demander le même loyer qu'auparavant.

Correspondant LO



HURE BAGNEUX : le conseil général s'endort sur nos problèmes

Menacés de licenciement, des travailleurs de chez Hure ont été invités en observateurs à une réunion du Conseil général des Hauts-de-Seine, le 6 janvier à Nanterre. Ils ont eu là une véritable démonstration de ce qu'est une assemblée de notables pré-

tendant régler les problèmes d'une région, en l'occurrence les problèmes du chômage dans les Hauts-de-Seine.

Un des élus, bien en vue, n'a pratiquement pas arrêté de dormir de tout l'après-midi. Heureu-

sément pour son équilibre les sièges étaient fixés au sol ! Il était bousculé par ses collègues qui voulaient se dégourdir les jambes. A sa décharge nous devons dire qu'il s'est réveillé plusieurs fois... pour applaudir. Mais bien sûr nos problèmes

réels n'ont pas été évoqués.

Le seul bénéfice que nous en ayons retiré, c'est d'avoir vu de plus près un échantillon de cette mascarade, la « démocratie française ».

RENAULT-BILLANCOURT :

Les avatars d'une augmentation de cadences

Mercredi 5 janvier, chez Renault, coup de colère à la chaîne de montage des moteurs du département 14, consécutivement à une augmentation des cadences.

Le matin, contrairement à leurs habitudes, les chefs qui travaillent en normale arrivent plus tôt à l'atelier pour voir comment ça se passe. Avec arrogance, le chef d'atelier, le contremaître parcourt l'atelier. A la pause, le mécontentement éclate à la suite d'un meeting où la CGT dénonce la surexploitation des ouvriers de la chaîne, alors qu'il y a en France près d'un million et demi de chômeurs ! Une minorité d'ouvriers ne reprennent pas le travail, assiègent le bureau du chef d'atelier. Celui-ci tout penaud, téléphone partout pour avoir des directives ! Les travailleurs se moquent des chefs : « C'est nous maintenant qui vous regardons, c'est vous qui êtes... ».

Quelque temps après, c'est le chef de département qui a la visite des travailleurs furibonds. Il préfère fuir de son bureau plutôt

que d'avoir à s'expliquer avec eux. Le bureau envahi et les travailleurs étant momentanément maîtres des lieux, un travailleur s'écrie : « Monsieur le chef de département, nous vous infligeons un avertissement pour abandon de poste ». Tout le monde rit de bon cœur... sauf les chefs qui sont toujours perdus en dehors du bureau. Comme il n'y a plus de responsable, un délégué convoque alors la direction plus deux autres représentants accrédités pour venir s'expliquer. Rire encore, y compris lorsqu'un huissier mandaté par la direction pour constater l'occupation des lieux est là.

L'affaire se termine là pour cette journée. Le chef de département a eu du mal à trouver le sommeil ce soir-là... confiera-t-il après à un travailleur. Pour ce qui est de la suite du mouvement, le mécontentement est grand et il est fort possible qu'il se manifeste à nouveau.

Correspondant LO



Travailleurs ou acrobates ?

Mercredi dernier, un travailleur de l'entretien a traversé le plafond de la « cabine » située au 77-61, alors qu'il se déplaçait pour dépanner un pont situé à proximité. Le plafond, fait de matériaux légers, a cédé sous son poids et il n'a eu que le temps de se raccrocher aux poutrelles pour ne pas tomber sur les machines qui sont dans cette cabine.

Le fait n'est pas nouveau, car déjà à plusieurs reprises des électriciens en dépannage ont crevé le plafond, et il est paraît-il prévu un plancher en « dur ». Mais faute de crédits, les travaux n'ont toujours pas été exécutés. Alors, faudra-t-il attendre que la prochaine chute soit fatale pour prendre les mesures nécessaires ?

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - RNUR - Ile Seguin, du 10-1-1977.)

Non au travail de nuit

En R5, la direction cherche des volontaires pour travailler la nuit. Une des conséquences du marché est que la R12 se vendra plus mal dans les mois à venir et la direction essaie de rectifier ses prévisions en augmentant la production de R5. Donc dans les prochaines semaines, les installations de Tôlerie R5 tourneront à plein nuit et jour. La direction se préoccupe peu du dérèglement que provoquera le travail de nuit pour des centaines d'entre nous.

Les salaires de misère que nous avons actuellement pousseront nombre de camarades à accepter le travail de nuit pour gagner un peu plus.

Mais si la direction est capable de payer un peu plus la nuit, c'est la preuve qu'elle pourrait augmenter nos salaires de jour d'autant. Car jusqu'à preuve du contraire, on n'est pas plus productif la nuit que le jour.

Imposer des salaires corrects et dormir la nuit, voilà la seule solution. Et les monstrueux bénéfices de la Régie le permettent largement.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Renault-Flins du 3 janvier.)

CREUSOT-LOIRE - LE CREUSOT :

NOUS NE VOULONS PAS TRAVAILLER AVEC L'AMIANTE

Alors que les effets cancérigènes de l'amiante sont désormais connus de tout le monde, à Creusot-Loire au Creusot nous continuons d'utiliser les toiles d'amiante comme toile de protection contre la chaleur. Ainsi, à la Fonderie d'acier, en particulier dans les chantiers de soudure et de chalutage c'est plus d'une tonne et demie de ce matériau qui est consommée chaque mois. La plus grosse partie de ce dernier se désagrége en poussière sous l'effet de la chaleur et de sa manipulation : il n'est pas rare de voir plusieurs camarades entièrement recouverts de poussière d'amiante.

Jusqu'à maintenant, la direction n'a rien fait pour remplacer ce produit : elle se contente de

dire qu'elle cherche une solution de remplacement. Quelle hypocrisie !

Aussi avons-nous décidé de réagir. La semaine dernière, nous avons lancé une pétition dans les chantiers concernés, réclamant l'arrêt de l'utilisation de l'amiante. Nous ne voulons pas voir notre vie mise en danger par un produit aussi dangereux. Nous sommes résolus à faire reculer la direction, à la contraindre à nous fournir un matériau de remplacement.

Mais le meilleur moyen pour cela, ce serait tout simplement de refuser de travailler plus longtemps dans ces conditions.

Correspondant LO.

CRAMP. PARIS-19 :

A bas la carotte !

Décembre, janvier, c'est la période des vœux. A la Sécurité sociale c'est aussi la période des notes dites « de mérite ». Chaque employé et cadre reçoit son livret scolaire, pardon, sa « fiche d'appréciation », fruit de longues cogitations, de calculs savants, pondérés par un système non moins savant de « péréquation », le tout saupoudré de quelques « peut mieux faire », « manque de coopération » et divers blablabla. Bref, une fois que tout est bien mélangé, cela donne la « cote d'amour ».

Cette année, à la CRAMP, nous

avons répondu à cette comédie. Jeudi 6 janvier, des employés de la CFDT appellent à venir jeter les notes dans une corbeille revendicative dressée dans les locaux du self, à l'ombre d'une grande carotte en carton. Sur un panneau, une « fiche d'appréciation » destinée à la direction est reproduite à grande échelle : y sont dénoncés ses « mauvais rapports avec les assurés sociaux », « la mauvaise qualité des salaires et des prestations » et son « excellente faculté de s'adapter aux consignes ministérielles visant à piller la Sécurité sociale ».

Pour finir, les employés déclarent que seule la lutte peut payer.

Entre 11 h 30 et 14 heures, nous avons été nombreuses et nombreux à lire les panneaux, à discuter du rôle des notes en souriant au spectacle de la poubelle et de la carotte. Nous n'avons été qu'une minorité, quelques dizaines, à jeter les notes dans la poubelle. Cela s'est fait dans la joie de ceux qui participaient à l'action. Tout le monde s'est dit qu'il faudrait recommencer l'année prochaine en entraînant plus d'employés...

Correspondant LO

HOPITAL DE BOURGES :

Le personnel refuse l'augmentation du temps de travail

Depuis le 3 janvier, la majorité des services concernés refusent d'appliquer une note de service du 30 décembre par laquelle la direction de l'hôpital voudrait désormais supprimer la demi-heure de repas prise sur le temps de travail. Elle veut nous imposer des journées de 8 h 30.

Notre réaction ne s'était pas fait attendre : dès la parution de la note de service, en assemblée générale, nous avons voté à l'unanimité contre son application. Et dans la foulée, c'est à une cinquantaine que nous nous sommes retrouvés devant le bureau du directeur afin de l'informer de notre décision. L'entre-

tien fut bref. Le directeur nous déclarait qu'il ne reviendrait pas sur sa décision. De notre côté, nous restions décidés à ne pas l'appliquer.

Mais le directeur a tout de même reculé puisqu'il décidait de ne pas en prendre la responsabilité seul, mais d'en référer au CTP (Comité technique paritaire) puis au Conseil d'administration.

D'autre part, la direction a essayé de nous diviser en douce. Elle exigeait que les services généraux (buanderie, pharmacie, entretien, cuisine) appliquent immédiatement la note de service, mais par contre proposait des arrangements à des services de soins. En agissant ainsi, elle mon-

trait qu'elle n'était pas sûre d'elle et qu'elle craignait avant tout nos réactions. Elle essayait d'imposer sa note de service à quelques services pour mieux l'imposer à tous par la suite.

Mais la majorité tint bon.

Le vendredi 7, en assemblée générale, nous avons fait le point. Nous avons décidé d'aller trouver ceux qui font la demi-heure en plus pour les convaincre de lutter avec nous. Et si rien n'est encore gagné, nous sommes résolus à montrer notre détermination, notamment lors de la réunion du Comité technique paritaire.

Correspondant LO.

Deux ans après Liévin :

Le juge Pascal : "Il y avait du grisou, et c'est cela qui les gêne..."

Deux ans après la catastrophe de Liévin où quarante-deux mineurs avaient trouvé la mort, la justice n'a toujours pas rendu son verdict et on peut se demander quand elle le fera.

Après le dessaisissement du juge Pascal, c'est la chambre d'accusation de Douai qui instruit l'affaire. Elle a nommé des experts « internationaux » pour rechercher les causes de la catastrophe. Ces experts viennent de déposer leurs conclusions. Contrairement aux experts nommés par le juge Pascal, ils ne concluent pas à la responsabilité des Houillères.

Nous avons demandé au juge Pascal ce qu'il en pensait.

« Que pensez-vous des suites judiciaires de la catastrophe de Liévin ?

— On a tout de même été obligé de tenir compte de ce que j'avais fait, en particulier en nommant des experts indépendants du service des mines, ce qui se fait maintenant ailleurs, comme à Merlebach où un de mes experts a été désigné. Car il est un peu fort que jusqu'à présent les services des mines aient été à la fois juge et partie.

D'autre part, les Houillères recherchaient toujours l'origine de la mise à feu, et là on ne peut rien prouver après la catastrophe. Moi j'ai fait porter les recherches sur les causes de la présence de grisou dans le chantier. Les autopsies que j'ai fait effectuer le montrent, il y avait

du grisou et c'est cela qui les gêne. Ils ont essayé de le contester, mais les experts médicaux sont formels.

J'avais inculpé M. Coquidé (qui a d'ailleurs été de nouveau inculpé par la chambre d'accusation) mais je voulais rechercher toutes les responsabilités, car il faut savoir si les responsables avaient les moyens nécessaires pour agir. Eh bien, la chambre d'accusation, avant même le dépôt du rapport des nouveaux experts, a interdit les inculpations au-dessus de Coquidé, elle ne les autorise qu'au-dessous de lui.

— Et que pensez-vous des conclusions des « experts internationaux » ?

— Dans leurs conclusions, ils ne donnent pas la responsabilité aux Houillères et pourtant, dans

le détail, ils constatent les mêmes anomalies que mes experts. Ils jouent sur le fait qu'on ne peut déterminer une relation directe de cause à effet. Ils n'ont pas pu démontrer que mes experts se trompaient. Ces derniers concluaient à la responsabilité des Houillères. Cette responsabilité provient du fait qu'on a mis le chantier en état de risque par une mauvaise détection et une mauvaise évacuation du grisou.

— Comment peuvent-ils éluder les responsabilités des Houillères ?

— Regardez dans leur rapport, ils notent : on n'accorde pas à la mesure du grisou au toit l'importance qu'elle mérite. Ils en concluent qu'il n'y a pas faute car on ne peut pas démontrer qu'en utilisant tous les moyens

on aurait empêché la catastrophe. Ils notent aussi qu'on pourrait utiliser des perches pour détecter le grisou au toit mais ne posent même pas la question de savoir pourquoi on n'en utilisait pas.

Autre chose : ils n'y avait peut-être pas suffisamment d'arrêts-barrages (pour empêcher la propagation de l'explosion). D'après le code minier on était en règle. Et pourquoi ? Parce qu'il suffit d'un arrêt-barrage aux deux extrémités d'une section. Tout le quartier ne constituait qu'une section. Et l'on ne pose même pas la question : pourquoi le chantier n'avait-il pas été divisé en plusieurs sections ? Voilà comment on joue sur les mots.

La base de leur raisonnement,

je le répète, c'est que toutes les précautions n'ont pas été prises mais comme on ne peut pas prouver que, si elles avaient été prises, il ne serait rien arrivé, il n'y a pas faute.

— Et la justice, quand se prononcera-t-elle ?

— La justice ne s'endormira pas si ceux qu'elle a pour mission de défendre restent éveillés. Il faut veiller à ce qu'on ne laisse pas endormir l'affaire.

On peut ne pas partager l'optimisme du juge Pascal, lorsqu'on voit la façon dont la « justice », malgré son action personnelle, a jusqu'à présent mené l'enquête sur les 42 morts de Liévin. Mais on peut tomber d'accord avec lui sur un point : pas question de laisser endormir l'affaire !



Enterrement des mineurs victimes de la catastrophe de Liévin, le 31 décembre 1974 : deux ans après, la vérité est encore loin d'être éclaircie !

CRAM - ROUEN

Des syndicalistes gestionnaires jusqu'à l'absurde

En décembre, alors que peu d'agents étaient présents à la Caisse, nous apprenions que la cantine allait augmenter de 18 % au 1^{er} janvier. Ce n'était ni le traiteur (qui se contentait d'un peu plus de 3 %), ni la direction de la CRAM, mais le Comité d'entreprise qui imposait cette augmentation. Cela se faisait à l'initiative de la CGT, soutenue par FO, contre l'avis de la CFDT et bien entendu sans consulter le personnel.

Le « clou », c'est que la CGT justifiait cette augmentation par la nécessité de parer au plan Barre. Pour ces syndicalistes, cette augmentation supplémentaire était une sorte de provision pour couvrir les augmentations futures du traiteur.

Mais au retour des fêtes, le personnel, lui, n'était pas disposé à payer et les délégués CGT se firent interpellés souvent de façon virulente.

Le mardi 4, une assemblée générale fut particulièrement houleuse. Des agents deman-

dèrent un vote du personnel pour ou contre cette provision. Le CE non seulement refusa ce vote mais ne répondit pas aux agents qui n'étaient pas d'accord avec la provision.

Face au refus du CE, la CFDT, e le, organisa le lendemain un vote du personnel, qui se prononça à une très forte majorité (86 % des votants) contre la provision. Finalement, FO et la CGT se réunirent chacun de leur côté pour faire le point de la situation. FO changea alors de position et se prononça contre la provision. La CGT, isolée de tous et même d'un bon nombre de ses adhérents, maintint son point de vue. Mais, la majorité ayant changé au... CE, elle dut s'incliner, le vendredi, ulcérée d'avoir été lâchée par tout le monde.

En définitive, le point de vue des employés triomphe et c'est ce qui compte le plus dans cette affaire.

Correspondant LO.

CITROEN ST-OUEN :

Une décision crapuleuse

Le 1^{er} janvier, un travailleur algérien, Moussa, est mort à l'hôpital des suites d'une opération. Il travaillait à l'usine Citroën de Saint-Ouen-les-Epinettes depuis vingt-cinq ans et tout le monde le connaissait à l'usine.

Comme d'habitude dans ces cas-là, que ce soit pour un mariage, une naissance ou un décès, une collecte est faite dans l'usine avec l'autorisation du chef d'atelier. Il n'y a jamais eu jusque-là d'autorisation refusée.

Et pourtant, cette fois-ci, le chef d'atelier de Moussa a refusé d'autoriser la collecte dans

l'usine. Quand les travailleurs lui ont demandé ses raisons, il a seulement dit que ce travailleur buvait trop et que c'était pour cela qu'il était mort. Autrement dit, qu'on ne pouvait faire une collecte pour un ivrogne.

Mais la véritable explication n'est pas celle-là et tout le monde la connaît dans l'usine : c'est que Moussa mangeait à la cantine avec des délégués du personnel CGT et CFDT et qu'il était connu pour ne pas se laisser faire.

Voilà pourquoi le chef d'atelier

a refusé la collecte, pour bien montrer que jusqu'au bout il ne fera pas de cadeau aux travailleurs combattifs, et cela même après leur mort. Cette décision est si scandaleuse que de nombreux travailleurs n'adressent plus la parole à ce chef d'atelier. Ils s'indignent. Certains parlent d'organiser la collecte à l'extérieur. Mais la majorité demande par l'intermédiaire des syndicats CGT et CFDT qu'elle ait lieu comme à l'accoutumée dans les ateliers.

Correspondant LO.

BERLIET LYON-VENISSIEUX :

Comment le patron lutte contre l'alcoolisme

Un travailleur de chez Berliet a été licencié. Motif : alcoolisme. Le licenciement a eu lieu alors que ce travailleur se trouvait hospitalisé. Le chef du personnel lui-même s'est rendu à l'hôpital pour lui signifier son licenciement !

Cet acte odieux survient alors

que la direction vient de créer une commission anti-alcoolique... Mais cette commission lui permet en fait de mener une politique répressive. Car comme solution au problème, elle ne semble avoir à proposer que le licenciement !

En fait, cette commission n'est

qu'un prétexte supplémentaire pour diminuer les effectifs, ce qui est actuellement la politique de l'entreprise. Comme on voit, celle-ci ne s'embarrasse pas de scrupules quand il s'agit de chercher des prétextes !

Correspondant LO.

Vietnam : voyage à travers une victoire

de Jean et Simone LACOUTURE

■ Ayant parcouru le Vietnam du nord au sud aux mois d'avril et mai 1976, Jean et Simone Lacouture nous livrent leurs impressions de voyage.

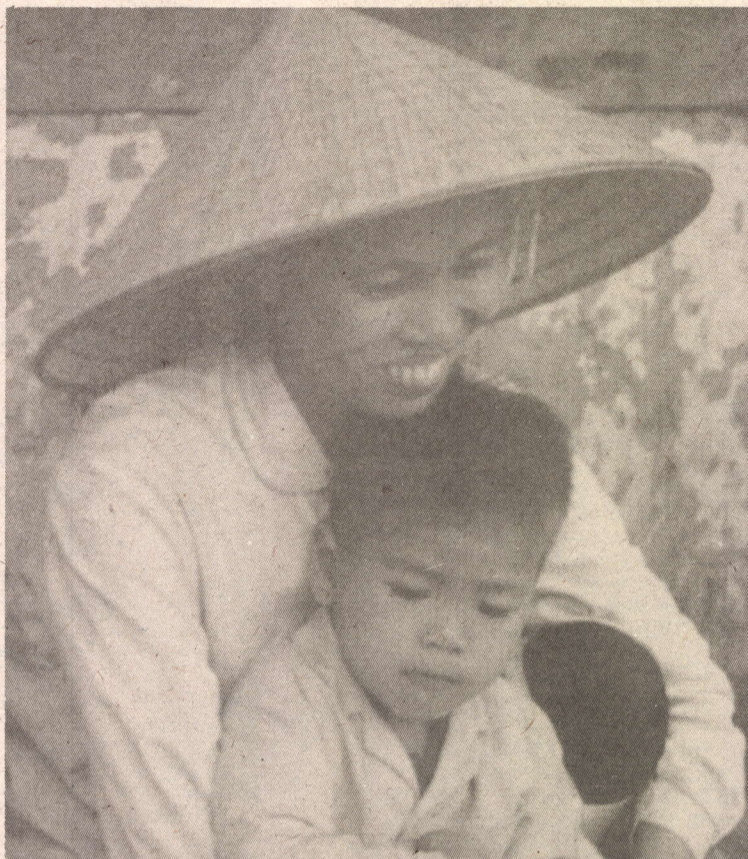
Ils tentent, au travers d'anecdotes vécues ou racontées, de présenter une photographie du Vietnam réunifié, vivant ses premiers mois de paix depuis trente ans.

Une paix qui s'édifie sur les ruines, les défoliations dues à la guerre et sur la misère due à l'exploitation coloniale. Une paix qui doit compter avec l'arriération générale de la population, mais aussi avec les habitudes de corruption liées à la présence des colonialistes français, puis de l'armée américaine. De ce point de vue, la tâche est immense. Et les efforts laborieux déployés par telle vieille paysanne pour apprendre à lire, les paroles émues de l'une des 100 000 prostituées saïgonnaises parlant de sa vie dans

un centre de rééducation mis en place par le nouveau régime, témoignent de la volonté de tout un peuple de changer de vie.

Certes, les Lacouture n'ont pas eu la possibilité de circuler à leur gré, sans la compagnie d'un guide ou d'un interprète pour escorter la plupart de leurs rencontres. Les rares étudiants qu'ils ont entrevus étaient noyés au milieu d'une foule de professeurs...

Les Lacouture ont dû plus d'une fois se contenter des stéréotypes et des affirmations des représentants du gouvernement. Néanmoins, ils ont pu constater les difficultés matérielles immenses léguées par l'impérialisme, que le pays s'efforce de surmonter. Ils ont pu voir, au sein de la population, sinon un enthousiasme, du moins un certain consensus envers les mesures gouvernementales, parfois une acceptation résignée de la part des Vietnamiens du Sud qui se



font mal aux rigueurs ascétiques imposées par Hanoï.

Ce livre ne se prétend ni une analyse, ni un panorama complet de la situation au Vietnam. Il est un simple témoignage, effectué par des gens qui sympathisent bien sûr avec le Vietnam indépendant, sans toutefois se faire les chantres d'un régime

qui est beaucoup moins démocratique et populaire qu'il ne le clame.

Hélène DURY

Vietnam, voyage à travers une victoire de Jean et Simone Lacouture - Ed. du Seuil - 280 p. - 39 F.

UNE

REEDITION

DANS LE

LIVRE DE POCHE :

En gagnant mon pain

de Maxime GORKI

Les éditions du Livre de Poche viennent de publier le livre de Maxime Gorki *En gagnant mon pain*.

Ce livre est le volet central d'une trilogie autobiographique qui commence par *Ma vie d'enfant* et s'achève par *Mes universités*, dans laquelle Gorki retrace son enfance misérable, tourmentée, dans cette Russie des années 1870-1880, où l'immense majorité de la population, analphabète, pauvre, essayait de survivre.

Obligé de gagner son pain à l'âge de 10 ans, après la mort de son père et de sa mère, le jeune Alexeï Pechkov (c'est le vrai nom de Gorki), se retrouve projeté dans un monde sans espoir, où les gens vivent écrasés par l'ennui d'une vie monotone, pesante et misérable.

Son enfance, Gorki la passe tour à tour comme garçon à tout faire chez des petits bourgeois mesquins, plongeur sur un bateau, aide dans un atelier de peinture d'icônes, toujours accablé par un travail forcé, éreintant, en butte à toutes sortes de privations, d'humiliations. « J'avais envie de me tapir dans un coin obscur et, pelotonné sur moi-même, de hurler comme un loup », raconte-t-il.

Une seule lueur dans cette existence sans but : la poésie, les livres, la révélation d'une vie différente possible. Et Gorki nous fait revivre sa passion grandissante pour la lecture, son exaltation devant les poèmes, son émotion devant les illustrations qui lui font découvrir un monde nouveau, des villes merveilleuses.

C'est ce goût pour la poésie, cette attirance pour la beauté et les livres qui sortirent en définitive Gorki de cette vie impitoyable et du désespoir qui l'avait conduit à 19 ans à une tentative de suicide. Encouragé par un écrivain populiste, il publie sa première nouvelle à l'âge de 24 ans et devient bientôt célèbre pour ses récits qui racontent le sort des opprimés.

En gagnant mon pain ne va pas jusque-là. Il s'arrête à la fin de ses années d'apprentissage, sur cette note : « Il faut tenter quelque chose, sinon je périrai... ».

Mais bien qu'il peigne l'amertume, le désespoir de son enfance, la cruauté et la méchanceté qui l'entourent, il ne se dégage pas moins du livre de Gorki une chaude tendresse pour les gens, un enthousiasme communicatif pour la beauté et la poésie. Un livre poignant et attachant.

Anne SEVILLE.

En gagnant mon pain, de Maxime Gorki - Le Livre de Poche - 352 pages - 7,80 F.

Les vendanges amères

d'Emmanuel MAFFRE-BAUGE

■ Emmanuel Maffre-Baugé, ex-président de la Fédération nationale des producteurs des vins de table et des vins de pays, est l'un des principaux leaders des viticulteurs du Midi. Il nous raconte sa vie privée de paysan — il dit posséder 40 ha de vigne, ce qui n'est pas rien — et sa vie publique de dirigeant viticole.

En tant que tel, il tente de justifier son action depuis quinze ans, partagée entre les intérêts de sa profession et le respect de l'ordre. A chaque flambée de colère des paysans, on le voit se lancer dans des discours violents et réclamer les mesures énergiques qu'attendent les paysans : arrêt des importations de vin italien, refus du Marché commun, un Office du vin qui garantisse leurs revenus. Mais aussitôt, le voilà qui change de ton devant les ministres successifs de l'Agriculture, de Pisani à Christian Bonnet, et qui se contente de la plus vague promesse, quand ce n'est pas d'un regard vaguement prometteur. Il a été trompé, nous dit-il. On veut bien croire que les paysans aient été systématiquement trompés et lanternés. Mais lui, diri-

geant de longue date d'un syndicat professionnel, serait assez naïf pour cela ? Son livre même laisse plutôt l'impression d'un démagogue qui reprend à son compte les espoirs et les illusions des gens dont il se fait l'écho, mais qui aide le pouvoir à leur faire avaler la pilule.

Cette description — bien involontaire — d'un leader démagogique ne manque pas d'intérêt. Par contre, on ne trouve pas dans *Vendanges amères* une description quelque peu réelle de la vie, de la lutte, des espérances des paysans. Volontiers emphatique, faussement « conteur méridional au coin du feu », Maffre-Baugé badigeonne tout en rose. On se croirait revenus à la comtesse de Ségur. Sa vie familiale, partagée entre sa femme et sa vigne, sonne faux ; ses militants occitans sonnent faux ; ses militants occitans sonnent faux. A force de démagogie, cette fois par rapport au lecteur, il force la note. Et il joue faux.

Gaston DEVAU.
Vendanges amères, d'Emmanuel Maffre-Baugé - Ed. J.-P. Ramsay.

La fontaine obscur

de Raymond JEAN

■ Le 30 avril 1611, Louis Gaudifry, condamné au bûcher à l'issue d'un procès en sorcellerie, est brûlé vif sur la place des Prêcheurs, à Aix-en-Provence.

Curé d'une paroisse florissante de Marseille et jouissant auprès de ses paroissiens d'un succès qui n'est pas dû qu'à ses sermons, il a en effet été reconnu coupable d'avoir vendu son âme au diable et de lui avoir en outre livré deux religieuses du couvent des Ursulines d'Aix. Ce sont d'ailleurs ces dernières, atteintes de crises de convulsion, qui sont à l'origine de toute l'affaire et qui, durant le procès, en décrivant avec force détails les menées diaboliques dont elles affirment avoir été victimes, mèneront l'accusé au bûcher.

C'est essentiellement à partir des dépositions, des interrogatoires et des pièces du procès que Raymond Jean a reconstitué l'histoire qui sert de trame à son roman. Mais c'est bien d'un roman qu'il s'agit : car s'il suit fidèlement documents et études historiques, il a su donner vie à ses personnages et reconstituer le milieu dans lequel ils évoluaient. Là est sans doute l'intérêt essentiel du livre : le lecteur se sent concerné, même si les faits se déroulent il y a plus de 350 ans ; il est révolté par cet appareil judiciaire et religieux acharné à broyer — au sens propre du mot — un homme.

En outre, et sans prétendre faire œuvre de théoricien, il montre bien le mécanisme de ces procès en sorcellerie. Pour l'Eglise, c'était là un moyen de faire la démonstration de sa toute-puissance sur les individus, autant que l'expression d'un fanatisme religieux.

La fontaine obscure est un témoignage, bien écrit et de lecture facile.

Jean-Jacques LAMY.

La fontaine obscure, de Raymond Jean - Ed. du Seuil - 39 F.



SURVIVRE

de René CARDONA

Survivre raconte une tragédie authentique. En 1972 un avion s'écrasa sur un sommet enneigé dans la Cordillère des Andes en Amérique du Sud. Il avait été affrété pour le transport des membres d'une équipe de rugby accompagnés de parents et d'amis. Au bout de plusieurs semaines, alors que les recherches avaient été stoppées depuis longtemps, on a retrouvé 16 survivants sur les 45 personnes embarquées. Ils avaient réussi à survivre dans le froid et la neige, privés de vivres, en mangeant la chair de leurs compagnons morts.

Cette histoire a fait beaucoup de bruit à l'époque. Un livre a été écrit pour la raconter. Quant au film, il montre en détail les moments marquants de l'odyssée de ces passagers. Il ne déçoit pas la curiosité des spectateurs attirés par la publicité tapageuse dans la presse et sur les murs. Qu'un témoignage existe sur

ce drame humain, sous une forme ou sous une autre, c'est après tout normal. Ce qui l'est moins, c'est l'exploitation commerciale qui en est faite, et ce film n'est pas autre chose. Pour les producteurs, cette bonne affaire est l'occasion de spéculer sur une curiosité morbide, suscitée et entretenue par la publicité. Celle-ci proclame en effet : « Ils ont fait ce que vous n'auriez pas osé faire, l'aventure de ces hommes et de ces femmes vous a bouleversés, le film qui la raconte vous fascinera ».

Aujourd'hui, à Paris, le film est projeté en exclusivité dans 17 salles. Survivre se joint, au fond, à la vague des films « catastrophes » qui inondent les écrans depuis quelque temps. Ces films ont ceci de commun qu'un drame humain, fictif ou réel, y est le prétexte à l'étalement complaisant du sang...

Claude CHARVET



Salles : Rex (2°) - UGC-Opéra (2°) - Odéon (6°) - Ermitage (8°) - Liberté (12°) - UGC-Gobelins (13°) - Mistral (14°) - Bienvenue (15°) - Magic (15°) - Trois Murat (16°) - Secrétan (19°).

sélection

Films récents

BARRY LINDON : Une évocation de la haute société britannique au XVIII^e siècle.

Hautefeuille (6°) - Impérial (2°) - PLM Saint-Jacques (14°) - Colisée (8°) - Convention (15°) - Clichy Pathé (18°) - Gambetta (20°).

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE : L'enfance pauvre et l'adolescence du futur séducteur, dans la Venise du XVIII^e siècle.

Paramount Marivaux (2°) - Hautefeuille (6°) - 14-Juillet - Parnasse (6°) - Elysées Lincoln (8°) - 14-Juillet - Bastille (11°).

DERSOU OUZALA : Les aventures et la fraternité qui lient dans la taïga, dans les années 1905-1910, un officier explorateur et un chasseur.

Paramount Marivaux (2°) - Studio Alpha (5°) - Arlequin (6°) - Paramount Elysées (8°) - Paramount Gaité (14°).

1900 : Paysans et maîtres dans un petit village italien, de l'aube du fascisme à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

1^{re} partie : UGC Opéra (2°) - Templiers (4°) - Grands Augustins (6°).

2^e partie : UGC Opéra (2°) - Templiers (3°) - St-Germain Village (5°) - Marbeuf (8°).

M. KLEIN : En 1942, à Paris, un riche amateur d'art alsacien devient victime des persécutions antisémites.

Marbeuf (8°). **WINSTANLEY** : La révolution anglaise du XVII^e, vue au travers d'une communauté de « Diggers », pointe extrême du mouvement égalitariste des Niveleurs.

Olympic (14°).

Films plus anciens

AVOIR 20 ANS DANS LES AURES : Un très bon film sur quelques épisodes de la guerre d'Algérie, vue par des jeunes du contingent.

Acacias (17°) à 20 h 45.

CABARET : Une histoire d'amour dans l'Allemagne de 1933, juste avant la prise du pouvoir par Hitler.

Châtelet Victoria (1°) à 20 heures.

LE BAL DES VAMPIRES : Une parodie très drôle des films d'épouvante.

Luxembourg (6°) - Liberté (12°).

CHANTONS SOUS LA PLUIE : Un des chefs-d'œuvre de la comédie musicale américaine.

Luxembourg (6°) - Elysées Point Show (8°).

DOCTEUR FOLAMOUR : Une satire, par Stanley Kubrick, de la course aux armements.

Acacias (17°), à 19 h - Châtelet Victoria (1°), à 16 h.

L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM : Une dénonciation de la grande presse allemande.

Châtelet Victoria (1°), à 18 heures.

HIROSHIMA MON AMOUR : A travers l'aventure qui se noue entre une Française et un Japonais, une condamnation de la guerre.

Renelagh (16°).

LA VICTOIRE EN CHANTANT : Les répercussions de la guerre de 14-18 dans deux villages d'Afrique où se trouvent des Français et des Allemands, menant la guerre à leur façon, par l'intermédiaire des Africains. Un film drôle montrant l'absurdité de la guerre mais aussi la réalité du colonialisme.

Le Seine Studio (5°).

Lâche-moi les baskets

de Robert REUBEN

Loin des grandes métropoles américaines, Robert Reuben nous introduit dans une paisible petite ville nommée Rosedale. Tout s'y passerait bien si cette bourgade n'envoyait ses rejets dans un « collège » où de jeunes étudiants ne savent pas quoi inventer pour s'amuser aux dépens de certains de leurs professeurs ou, mieux, des étudiants du « collège » voisin de Harding. Car Rosedale et Harding sont deux équipes rivales d'un tournoi de foot-ball américain et musclé, auquel participent avec enthousiasme garçons et filles.

Mais est-ce parce que les subtilités du foot-ball américain et les délices du hamburger et ca-

fé nous échappent que ce film reste assez extérieur aux spectateurs ? Ou bien plutôt parce qu'après plusieurs bons films sur le thème de la découverte de la vie par des adolescents, ces jeunes Américains sans problèmes nous semblent bien gentils et à vrai dire un peu fades malgré leurs facéties ?

Nous pencherions plutôt pour la seconde hypothèse...

Pierre LAFFITTE

Salles : Studio de la Harpe (5°) - Marnage et Saint-Lazare Pasquier (8°) - Gaumont Opéra et Maxéville (9°) - Gaumont Sud et Montparnasse Pathé 74 (14°) - Cambronne (15°).

La banane noire

de Benjamin Adyeem

Un jeune Juif, devenu hippy aux USA, est rapatrié de force en Israël par sa famille.

Mille et une aventures burlesques s'en suivent, et ce, à vive allure. L'histoire est totalement rocambolesque et les personnages souvent caricaturaux. Mais le film est bien mené pour faire rire... et égratigner au passage autorité et respectabilité de la famille (juive comme arabe), tabous sexuels, antique croyance au « Dybbuk » (Diable), etc.

Ce n'est pas habituel de voir un jeune Juif hippy devenir le copain d'un jeune Arabe, chimiste loufoque et en quête d'argent, pour obtenir la main de sa bien-aimée.

En bref, un film comique et sympathique.

Sylvie MONTIER

Salle : Le Seine Cinéma (5°).

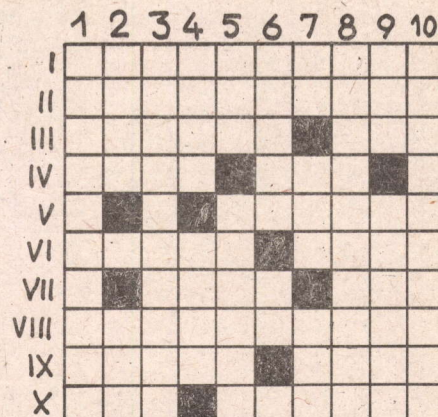
MOTS CROISES

Dans notre précédent numéro, par erreur, les définitions des mots croisés ont été publiées accompagnées d'une grille qui ne leur correspondait pas.

Nous demandons, à nos lecteurs de nous excuser pour cette regrettable erreur... et nous publions cette fois-ci ces mêmes définitions, avec la bonne grille.

HORIZONTALEMENT. — I. Entre deux âges. — II. Un tel engin fait du dégât. — III. Publie - Sur le Danube. — IV. Même dorée, personne n'en veut - Mat, il ne s'en sort pas. — V. Patrie de certain sabot. — VI. Recouvrir d'une feuille - Cri enfantin précurseur d'un drame. — VII. Pas très ouvert - Quand on en est hors, on vous met dedans. — VIII. Il faut être malade pour y mettre son nez. — IX. On la dit très gracieuse - L'écu l'est parfois. — X. Un quart d'an - Manquant de tête.

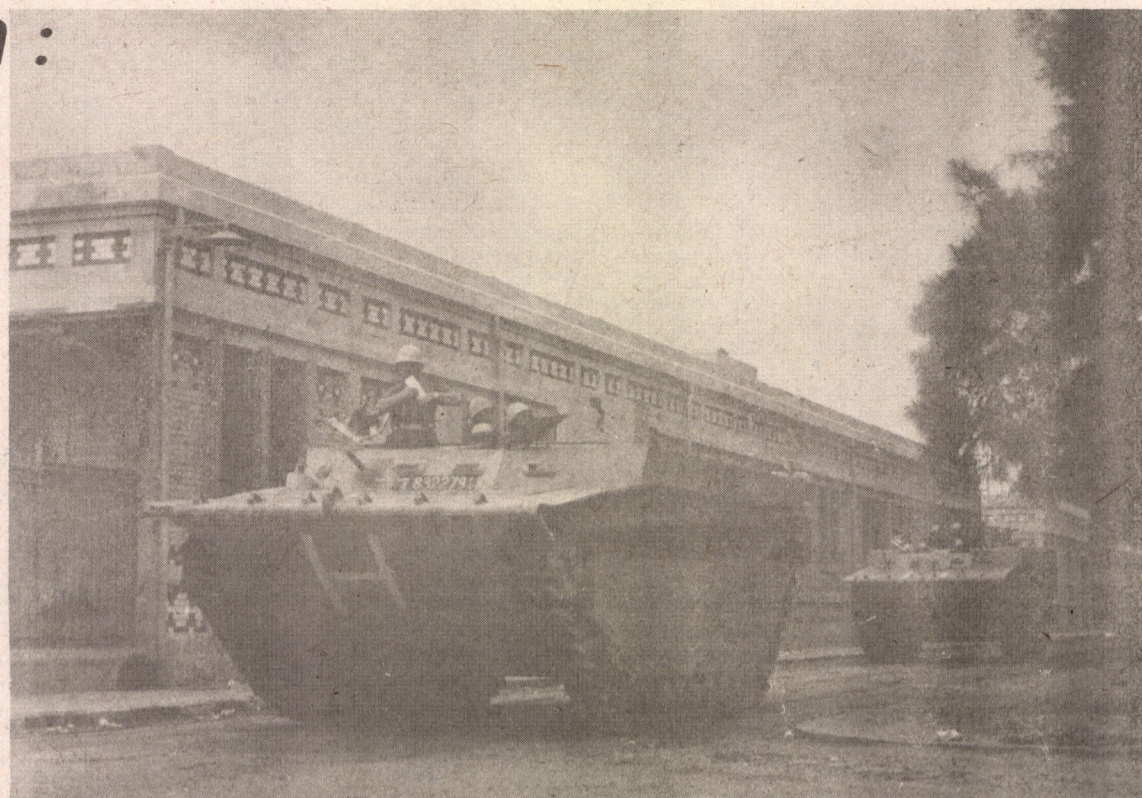
VERTICALEMENT. — 1. Première lecture. — 2. Donne parfois un petit vélo - Sans l'emballage. — 3. C'est pas de la démocratie ! — 4. A y entrer, on risque les coups - A une tête à bois. — 5. Levant - Amusants. — 6. Toujours de bois - Possessif. — 7. Démonstratif - Jamais ancien - Fête vietnamienne. — 8. Interchangeable. — 9. Pas fort du tout - On prête l'oreille pour ne pas la quitter. — 10. Les courageux ne le sont pas toujours.



Aux Dossiers de l'écran : Il y a vingt ans : Suez un étalage de mauvaise foi

Cinquante-cinq minutes de documents filmés réalisés par Gilbert Larriaga et commentés par Edouard Sablier proposaient la version française du raid franco-anglais sur Port-Saïd et Port-Fouad, sur les rives du canal de Suez, en octobre 1956. Nasser avait peu de temps auparavant décidé de nationaliser le canal et ce geste — malgré les garanties de libre circulation sur le canal données par Nasser et l'indemnisation des actionnaires de la Compagnie du Canal — était ressenti comme un défi inqualifiable aux yeux des impérialistes français et anglais.

Nasser devenu le symbole du nationalisme arabe au Proche-Orient était peint à l'époque, sous les traits d'un dictateur sanglant et surtout celui qui aidait les combattants du FLN de l'insurrection algérienne, celui qu'il fallait abattre. Le corps expéditionnaire franco-anglais, aidé des troupes israéliennes sur la rive orientale du canal, foncèrent donc sur l'Egypte, s'assurant un succès militaire rapide... jusqu'à ce que les USA leur ordonnent un cessez-le-feu immédiat et le retrait des troupes. Et par delà les commentaires tout empreints de suffisance coloniale,



Les blindés français dans Port-Saïd.

(AFP)

liste, les images du film témoignaient de ce que fut cette expédition de Suez, semant ruines, cadavres, misère et famine parmi la population égyptienne.

Tout le débat qui suivit devait tourner autour de la question « Pourquoi cette opération ? ». Pour Christian Pineau : « Ce n'était pas nécessaire, l'utilité ne m'était jamais vraiment apparue », ce qui est pour le moins surprenant de la part de celui qui était, à l'époque, ministre socialiste des Affaires étrangères du gouvernement Guy Mollet ! Il laissait à Louis Mangin, membre du cabinet du ministre de la Défense en 1956, le soin de déclarer : « Il fallait donner un coup de

frein à l'indépendance de nos anciennes colonies ». Paul Kedar, attaché israélien à Paris, affirmait pour sa part que le canal n'avait aucune espèce d'importance aux yeux du gouvernement israélien, mais que le seul problème était de permettre à Israël l'accès de Charm el Cheik et l'occupation du territoire de Gaza. Il fallut un officier parachutiste, membre de l'expédition, pour dire qu'« en tant que soldat, il regrettait qu'elle se soit arrêtée là », déclaration à laquelle le répondaient deux représentants du nationalisme arabe, journalistes et universitaires égyptiens, traitant le raid de Suez « d'opération très médiocre » et soulignant qu'elle avait contribué à souder la population derrière

Nasser, à accroître sa popularité et celle du panarabisme.

Chacun rejetait sur le voisin la responsabilité de ce raid impérialiste. Pineau affirmait « nous n'y sommes pour rien, c'était une affaire entre Anglais et Israéliens » tandis que les représentants anglais n'y voyaient qu'un « complot » des militaires contre la diplomatie anglaise.

Au cours de ce long débat de deux heures, nous avons entendu une débauche d'arguments de mauvaise foi, pour couvrir ce qui fut un ratage monumental des impérialistes anglais et français, mais un ratage qui fit des milliers de victimes.

Lucienne PLAIN

sélection

Samedi 15 janvier

ANTENNE 2 - 17 h 10 - Des animaux et des hommes : Paul-Emile Victor présente les chiens vivant dans la neige : chiens des Pyrénées, mais aussi chiens de traîneau, etc.

Dimanche

16 janvier

ANTENNE 2 - 11 h 30 - Concert : La symphonie espagnole, de Lalo, par l'orchestre de Radio-France.

FR3 - 16 h 55 - Voyages dans le cosmos : reprise de la première émission de la série, intitulée : « Un grand précurseur, Camille Flammarion ».

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde ; aujourd'hui, ceux du Zaïre, en Afrique.

FR3 - 22 h 30 - Film : Aventures en Birmanie, de Raoul Walsh, avec Errol Flynn. Un film de guerre à la gloire de l'armée américaine tourné en 1944.

Lundi 17 janvier

TF1 - 20 h 30 - Film : A bout de souffle, de J.L. Godard, avec Jean Seberg et J.P. Belmondo. L'un des premiers films de Godard.

FR3 - 20 h 30 - Film : La nuit des généraux, d'Anatole Litvak, avec Peter O'Toole et Tom Courtenay. D'après le roman de H.H. Kirst, une peinture du milieu des officiers allemands dans Varsovie occupée. Un très bon film et de très bons acteurs.

TF1 - 22 h - Portrait : Fritz Lang, le réalisateur de M. le Maïrit, Métropolis, Docteur Mabuse, etc.

Mardi 18 janvier

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Film : Pour l'exemple, de Joseph Losey, avec Dick Bogarde et Tom Courtenay. Cet excellent film, qu'il faut absolument voir, relate un épisode de la répression des mutineries dans les troupes britanniques engagées au nord de la France en 1917. Il introduit le débat des Dossiers de l'écran sur « Les mutineries de 1917 » qui furent féroce-

ment réprimées. Une occasion de lire ou relire le livre de Humphrey Cobb Les sentiers de la gloire (collection Marabout). Un film à ne pas manquer.

Mercredi

19 janvier

TF1 - 21 h 55 - Les grandes énigmes : La Soufrière. Une étude technique du volcan de la Guadeloupe qui ne fait qu'effleurer les aspects dénoncés par Haroun Tazieff.

ANTENNE 2 - 23 h - Jazz - Emission de J.C. Averty consacrée à Chet Baker et Zoot Sims.

Jeudi 20 janvier

ANTENNE 2 - 22 h - Cent mille images, de Pierre Tchernia, propose Ceux de chez nous, un film de Frédéric Rossif, documentaire présentant les personnalités du monde littéraire et artistique, reçues par la famille de Sacha Guitry : Camille Saint-Saëns, Octave Mirbeau, Sarah Bernhardt, Auguste Renoir.

Vendredi 21 janvier

FR3 - 20 h 30 - Vendredi : service public. Une émission intitulée « La fatigue à l'école », avec la participation de pédiatres, médecins scolaires, parents d'élèves, etc.

FR3 - 21 h 30 - Voyages dans le cosmos. Cette seconde émission est consacrée à « l'étoile la plus proche », c'est-à-dire le soleil.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - Apocalypses, de Bernard Pivot. Il reçoit Jacques Martin, Jean-Christophe Averty, Claire Brétecher.

TF1 - 21 h 45 - Théâtre : Mademoiselle Julie, d'August Strindberg, drame psychologique.

Samedi 22 janvier

FR3 - 20 h 30 - Opéra : La Norma, de Bellini, enregistré à la Scala de Milan.

Dimanche

23 janvier

TF1 - 20 h 30 - Film : Les cinquante-cinq jours de Pékin, de Nicolas Ray.

THEATRE

T.N.P.

" La dispute " de Marivaux

Le « Théâtre National Populaire », de Roger Planchon, qui est actuellement à Paris, présente La dispute, pièce de Marivaux, mise en scène par Patrice Chéreau.

Le sujet de cette pièce, comme fréquemment dans le théâtre de Marivaux (auteur du XVIII^e), est centré sur les rapports de l'homme et de la femme et sur les problèmes de l'amour : un couple de seigneurs, le Prince et Hermiane, ainsi que leur suite, s'interrogent sur l'inconstance en amour. Et pour essayer de savoir qui le premier, de la femme ou de l'homme, fit acte d'infidélité, ils ont fait une expérience : ils ont séquestré dès leur naissance quatre enfants qui ont été élevés par un couple de serviteurs noirs, en étant totalement isolés les uns des autres et en ne voyant personne. Vingt ans après, ces adolescents sont libérés par le Prince et mis en

contact les uns avec les autres. Durant la pièce, nous assistons à leurs réactions, à la découverte d'eux-mêmes, de leur corps, des autres, de l'autre sexe et de l'amour.

Cette pièce, qui est à l'origine très courte (elle ne comprend qu'un seul acte), devient ici un spectacle de deux heures qui passent bien lentement.

La mise en scène est très recherchée et incontestablement réussie : notamment les jeux de miroir, le décor des hauts murs qui bougent sur un fond de forêt baignée par la lune, le tout soumis à un éclairage de clair-obscur ou de petit matin blafard très savant crée un paysage fantastique parfois fascinant.

Mais bien que l'on soit séduit par la beauté du spectacle, on en vient à s'ennuyer et même à être exaspéré par la vision des personnages qui se déchirent, se tordent sur la scène en balbu-

tiant, annonçant ou criant des mots et des phrases hachées parfois incompréhensibles.

En fait, Patrice Chéreau part de la pièce de Marivaux pour mettre en scène obsessions, angoisses et cauchemars. Il nous montre là un monde affreux, d'où aucune échappatoire n'est possible, où les hommes et les femmes, foncièrement mauvais par nature, prisonniers de leur image, de leur égoïsme, de leurs sens, se déchirent entre eux et sont broyés par le milieu hostile dans lequel ils vivent. C'est une vision bien plus pessimiste que n'avait été celle de Marivaux.

En somme, un spectacle qui, en dépit de ses qualités, ne parvient pas à accrocher le spectateur.

Martine MASSON.

Théâtre de la Porte Saint-Martin - De 20 à 45 F - 30 F pour les collectivités. Jusqu'au 31 janvier.

Chine

LE RETOUR DE TENG

■ **Teng Hsiao-ping comme Premier ministre.** Cette revendication mise en avant dans les manifestations qui se sont déroulées pendant plusieurs jours en Chine, notamment à Pékin, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Chou En-lai, indique que la crise de succession n'est pas close.

En effet, le retour au premier plan de l'ancien dirigeant chinois destitué en avril 1976 ne peut que présenter un risque pour Hua Kuo-feng. Un régime dictatorial comme celui de la Chine ne peut en effet avoir, sauf pendant de brèves périodes de transition, une direction collégiale. A la longue, ce ne peut-être que Hua ou Teng (ou un autre). Pas les deux.

Cette rivalité et cette nouvelle crise au sommet de l'Etat chinois ne sont pas en elles-mêmes surprenantes. Les titres et les prérogatives d'un dictateur peuvent être transmis à un dauphin désigné, mais pas le pouvoir réel qu'un Mao avait pu concentrer entre ses mains pendant des années. Celui-là, le successeur doit le gagner, en se battant bec et ongles. C'est là une cause profonde de l'instabilité qui caractérise les périodes de succession dans les régimes dictatoriaux.

Par contre, le déroulement des événements de ces dernières semaines, tel qu'il apparaît du moins dans les informations partielles et peu sûres qui nous parviennent, laissent sans réponse plusieurs points d'interrogation sur ce qui se passe réellement en Chine.

En effet, il semble difficile de savoir si nous assistons à ce scénario désormais classique dans la vie politique chinoise qui consiste, pour les dirigeants, à faire sanctionner par des manifestations massives des choix déjà faits au plus haut niveau, ou s'il s'agit d'autre chose.

Tous les changements politiques d'importance, les éliminations des dirigeants, la mise en place de leurs successeurs ont

été suivis de vastes mobilisations populaires destinées à donner une caution démocratique à un régime où, de fait, la population n'est jamais consultée.

Mais pour la première fois, semble-t-il, les manifestations interviennent avant même qu'apparemment le problème du partage du pouvoir entre Teng Hsiao-ping et Hua Kuo-feng ou de l'élimination de l'un par l'autre ait été réglé.

Peut-être n'est-ce là que des apparences. Peut-être tout est-il déjà réglé dans les coulisses. Peut-être une révolution de palais a-t-elle déjà donné la première place à Teng Hsiao-ping. Les manifestations ne serviraient alors qu'à masquer un coup de force ; elle constitueraient une vaste manipulation qui dispenserait les dirigeants de se justifier. C'est possible.

Mais pourtant rien ne permet d'exclure que le conflit ne soit pas encore réglé. Il n'est pas impossible qu'on assiste là aux prolongements d'une lutte d'appareil entre cliques rivales. Hua, dans sa lutte contre la faction de Chiang Ching, aurait été obligé de s'appuyer sur celle de Teng et du coup de rappeler celui-ci pour lui confier à nouveau une place dans le groupe dirigeant. La faction qui soutient Teng se servirait de manifestations organisées par Hua en faveur de sa politique pour faire pression et pousser Teng plus haut que ne le voudrait Hua lui-même.

Ce serait là un jeu dangereux pour les dirigeants, même pour Teng, tant il est vrai que mobiliser des masses importantes pour arbitrer un conflit comporte des risques de débordements — risques que n'ont jamais pris par exemple les dirigeants russes.

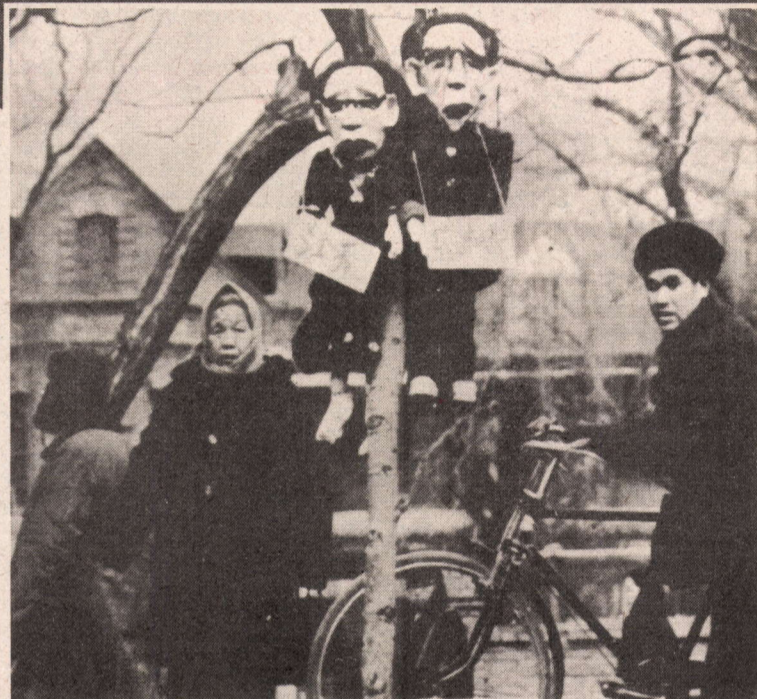
Cette différence a ses raisons. La moindre centralisation de l'Etat chinois comparé au régime de l'URSS, le fait que l'élimination de dirigeants ne se solde pas par l'élimination de tous ses supporters — comme le prouve le fait que tant de parti-

sans de Teng soient restés en place et aient sans doute pu peser d'un poids décisif pour son rappel — ont une origine politique profonde. La cause en est le consensus global dont bénéficie le régime de la part de sa base sociale : la paysannerie et la petite bourgeoisie des villes.

Bien sûr, cela ne veut pas dire que les démonstrations des masses populaires qui semblent mobilisées à la fois contre la « Bande des quatre » et pour le retour de Teng aient un quelconque caractère spontané, ni que les revendications mises en avant expriment les intérêts des masses laborieuses. La veuve de Mao, tant décriée, et ses acolytes, Hua Kuo-feng ou Teng Hsiao-ping, ne représentent pas des intérêts sociaux différents. Ni même une politique différente vis-à-vis des centaines de millions d'ouvriers et de paysans. Vis-à-vis d'eux, le gros problème des dirigeants chinois, quels qu'ils soient, est de les contraindre à augmenter la production.

La nécessité d'un développement économique, telle est la préoccupation commune à tous les milieux dirigeants. Et l'on ne peut oublier que c'est sur ce fond de sous-développement économique que se livrent les luttes pour le pouvoir entre les cliques rivales.

Henriette MAUTHEY.



Ci-dessus : Chiang Ching, la veuve de Mao, et le groupe des quatre pendus en effigie dans les rues de Pékin : leur sort à eux est déjà réglé. Par contre, celui de Teng Hsiao-ping est toujours en question. Et il semble bien que ses partisans, profitant des manifestations en hommage à Chou En-lai (comme lors des précédentes manifestations de la place Tien An-men en avril dernier), aient tenté de faire pression pour l'imposer à la tête de l'Etat. (AFP)

Italie

Syndicats et PCI au service du gouvernement

Le gouvernement Andreotti, alors même qu'il annonce que l'inflation atteindra 24 % en 1977, orchestre toute une campagne pour rendre la classe ouvrière responsable de la continuation de la crise, et en particulier pour remettre en cause le système d'échelle mobile. Le gouvernement voudrait revenir sur le réajustement des salaires, effectué jusque-là tous les trois mois, et le rendre semestriel et modifier certains critères servant à l'indexation, en particulier en retirant les prix augmentant le plus rapidement.

Face à cela, les syndicats ont protesté, pour ne pas perdre la face aux yeux des travailleurs. Mais s'ils tiennent, tout au moins en paroles, une position ferme sur ce point précis de l'échelle mobile, c'est pour mieux accepter tous les autres sacrifices que le gouvernement veut imposer aux classes laborieuses italiennes.

Ainsi, Trentin, un des dirigeants syndicaux, déclarait devant l'assemblée des délégués réunie les 8 et 9 janvier à Rome : « Il sera nécessaire de revenir sur des décisions de nombreuses plates-formes d'usines dans lesquelles ont prévalu des faiblesses corporatives ».

Admettant la nécessité de « réduire le coût du travail », les syndicats ont même proposé une série d'autres remises en cause comme la suppression de l'échelle mobile « privilégiée » de certaines branches d'industrie, la suppression de l'échelle mobile pour les retraités (la fraction de la population laborieuse la moins susceptible de réagir), la suppression de sept jours fériés et se déclarent en outre prêts à engager une lutte contre l'absentéisme et pour l'augmentation de la productivité.

Quant au Parti Communiste Italien, si la perspective de l'austé-

rité que Andreotti veut imposer à la classe ouvrière lui inspire des protestations... c'est à l'idée qu'on pourrait imposer cette austerité sans lui. Il continue ses interventions pour réclamer sa place au sein du gouvernement. Il affirme, comme l'a fait l'un de ses dirigeants, Giorgio Amendola, dans le *Corriere della Serra*, qu'il est impossible « de sauver le pays si les communistes ne participent pas au gouvernement. On ne peut pas solliciter un vaste effort commun tout en fermant les portes au PCI ».

Voilà au moins qui a le mérite d'être clair pour les travailleurs italiens : les syndicats et le PCI n'entendent pas mener d'autre politique que celle de la collaboration avec le gouvernement Andreotti pour la défense des profits industriels et pour faire payer aux masses laborieuses italiennes les frais de la crise.

Roger MEYNIER.

Espagne

Un jeune manifestant assassiné au Pays Basque

Dimanche 9 janvier, en Espagne, la police de Juan Carlos a encore assassiné. Cette fois c'est un jeune manifestant de Sestao, dans la banlieue de Bilbao, Juan Manuel Iglesias qui a été tué au cours d'une manifestation pour réclamer l'amnistie.

Le lendemain, une grève de protestation partait des usines Babcock où travaillait Juan Manuel et gagnait les entreprises de la banlieue de Bilbao. Des manifestations se sont rassemblées, sitôt dispersées par des policiers sur le pied de guerre. Le mardi, près de 30 000 personnes assistèrent aux obsèques. Celles-ci se transformèrent en une manifestation.

De violents affrontements durèrent une partie de la nuit et firent plusieurs blessés.

Cet assassinat, ces violences policières contrastent avec le langage apparemment conciliant du gouvernement vis-à-vis de l'opposition. Dans le même temps, en effet, les négociations entre le gouvernement et une délégation de l'opposition suivaient paisiblement leur cours ; le Parti Communiste Espagnol lui-même se déclarait satisfait.

Mais ce décalage prouve simplement que derrière les apparences de libéralisation, le régime reste prêt à la répression. Il montre que le pouvoir a, lui, une politique de rechange si la libéralisation contrôlée échoue.

La classe ouvrière doit préparer, elle aussi, sa politique de rechange.

H. M.